

Plus de cent soixante pays représentés aux cérémonies dans la capitale japonaise

Un échec de M. Bush au Sénat

Double journée de deuil pour George Bush. Accusé d'immobilisme dans la définition de sa politique étrangère, le président américain, qui comptait reprendre l'avantage en profitant de ce sommet informel que constituent les obsèques de Hirohito, voit ses efforts en partie ruinés. En décidant, jeudi soir, à Washington, de s'opposer à la nomination de M. John Tower au secrétariat à la défense, la commission sénatoriale des forces armées vient d'infirmer au nouveau président un camoufflet extrêmement rare dans l'histoire américaine.

Même si, par miracle, M. Tower survit au vote du Sénat en séance plénière la semaine prochaine, le mal est fait : le nouveau secrétaire à la défense est d'ores et déjà un homme diminué politiquement. Pour George Bush, qui s'était engagé personnellement derrière son vétéran texan, au point d'avoir crié victoire trop tôt, cette rebuffade est d'autant plus amère qu'il avait en quelque sorte provoqué, en faisant du respect de l'éthique au sein du gouvernement sa première priorité.

Les sénateurs ont eu ensuite beau jeu de jouer les cibles blanches du Capitole et de s'efforcer avec une certaine hypocrisie des problèmes de boisson « anciens » et partiellement « infondés » de M. Tower, selon l'enquête menée par le FBI à ce sujet.

A l'heure où la presse américaine repaire de « Bush l'invincible » beaucoup s'étonnent des lenteurs de la nouvelle administration, notamment dans la nomination des hommes.

Ainsi, le vide politique se fait dangereusement sentir. On l'a vu récemment lors du sommet de Costa-Rica, au Salvador, où la renouveau du plan de paix en Amérique centrale a pris les Américains de court, car le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines n'est toujours pas désigné. Comme n'est toujours pas confirmé d'ailleurs au poste de numéro deux du département M. Eagleburger, choisi pour ses compétences en matière de dialogue Est-Ouest.

On voit mal, dans ces conditions, comment la grande révision des « intérêts stratégiques américains » annoncée dès les premiers jours du mandat de M. Bush va pouvoir être menée rapidement. D'autant que le « vide » du Pentagone bloque les choix stratégiques (le vote sur l'avenir du très controversé missile mobile intercontinental MX a dû être repoussé), mais aussi l'ensemble des choix budgétaires dont dépendra finalement cette « meilleure couverture sociale » promise à grands cris par le président.

En attendant, c'est un Bush affaibli qui va quitter Tokyo pour la Chine et la Corée du Sud (là encore, le portefeuille de l'Asie au département d'Etat n'a pas été attribué). Il a beau plaider la « prudence » et « laisser le temps au temps », il s'est bel et bien laissé prendre de vitesse sur un terrain autrefois chassé gardé des initiatives américaines : le Proche-Orient, où M. Chevardnadze vient de faire coup double en rencontrant, mercredi, au Caire, son homologue israélien et le chef de l'OLP, Y. Arafat.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0225 0 - 4,50 F



3790147004500 02250

Tokyo a voulu exalter la fierté nationale à la faveur des obsèques de Hirohito

Le gouvernement japonais a voulu exalter la fierté nationale à la faveur des obsèques de l'empereur Showa - de son vivant Hirohito, - vendredi 24 février, en présence de représentants de plus de cent soixante pays. En dépit d'incidents mineurs provoqués par des opposants au régime impérial, les cérémonies se sont

déroulées sans encombre, sous la protection de forces de l'ordre considérables. En marge des funérailles, les contacts diplomatiques au plus haut niveau se sont poursuivis. Le président Mitterrand a, en particulier, rencontré M^{me} Bhutto et Aquino ; cette dernière devrait se rendre en France en juillet prochain.

L'épilogue théâtral d'un règne « tourmenté »

TOKYO
de notre correspondant

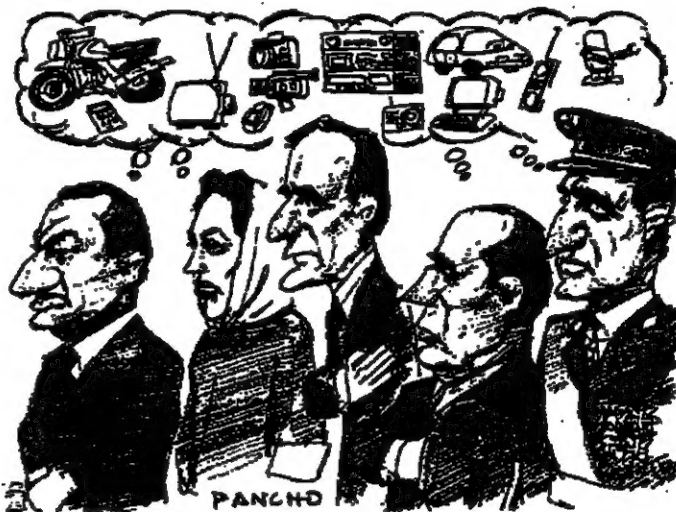
Sous une pluie battante, glaciale, le cortège de quarante voitures des funérailles de l'empereur Showa s'était ébranlé au son des longs pialements des flûtes de la musique de cour. Il a franchi le pont de la porte principale du palais impérial à 9 h 30 précises, vendredi 24 février, alors que retentissait la *Musique de la grande tristesse*, marche funèbre, de style occidental, réservée aux souverains, jouée par un orchestre

de la marine nationale, ponctuée de vingt et un coups de canon.

Le fourgon funéraire, les rideaux blancs tirés, sans le moindre ornement, sinon à l'avant un discret chrysanthème sur fond violet, était précédé par la voiture du premier ministre et suivi par les limousines de l'empereur Akihito, de l'impératrice et de la princesse Hitachi, belle-sœur de l'empereur. Celles-ci représentaient l'impératrice douairière, âgée et malade.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite et nos informations page 4.)



Les répercussions du scandale de Rabta et des succès de l'extrême droite

Turbulences à Bonn

L'hypothèse de la formation d'un gouvernement de grande coalition à Berlin-Ouest entre sociaux-démocrates (SPD) et chrétiens-démocrates (CDU) est désormais exclue. La rupture des négociations a été confirmée jeudi 23 février, et des pourparlers sont maintenant engagés entre le SPD et les Alternatifs (écologistes pacifistes). Les conséquences des élections berlinoises de janvier sont l'un des éléments d'une large redistribution des cartes dans le jeu politique ouest-allemand.

BONN
de notre correspondant

L'Allemagne fédérale serait-elle entrée dans une zone de turbulences politiques ? A dix-huit

mois des élections législatives, deux événements ont semé trouble, confusion et agitation dans une classe politique qui, jusque-là, se préparait plutôt placidement aux prochaines échéances électorales : le scandale de la fourniture par des firmes allemandes d'installations permettant au colonel Kadhafi de produire des armes chimiques à Rabta et la défaite inattendue de la coalition des chrétiens-démocrates et des libéraux lors des élections à la Chambre des députés de Berlin-Ouest le 29 janvier dernier.

L'improvisation brillante face à des situations inattendues n'étant pas la principale qualité des dirigeants ouest-allemands, on a pu percevoir ces dernières semaines un accroissement de la tension entre les composantes de la coalition au pouvoir. En témoigne le coup de colère du chancelier Kohl

contre M. Genscher, le 18 janvier dernier, lors d'un conseil de politique étrangère. Rapporté par le quotidien conservateur *Die Welt*, l'incident a été mollement démenti par M. Friedhelm Ost, le porte-parole de la chancellerie.

« A chaque fois tu me casses la baraque ! », aurait tonné le chancelier chrétien-démocrate, en reprochant à son ministre des affaires étrangères (libéral) d'interférer par des déclarations intempestives dans ses tentatives de regagner la confiance de l'allié et protecteur américain, qui avait été profondément irrité par la mauvaise foi de Bonn dans l'affaire de Rabta. « Si j'avais su quelle politique tu allais mener, je t'aurais par fait de coalition avec le FDP en 1982 », aurait conclu un chancelier au comble de la fureur.

LUC ROSENZWEIG.
(Lire la suite page 6.)

2,8 milliards de francs de déséquilibre en janvier

Les exportations agricoles réduisent le déficit commercial

La balance commerciale de la France a de nouveau été déséquilibrée en janvier. Mais le déficit enregistré (2,8 milliards de francs) se réduit par rapport aux derniers mois de l'an passé (4 milliards de francs en moyenne). Les ventes de produits agro-alimentaires continuent de battre des records, tandis que les achats à l'étranger de biens d'équipement sont en forte augmentation.

Le commerce extérieur continue de poser à la France d'indéchiffrables problèmes. Le mauvais résultat de janvier survient après ceux, très alarmants, d'octobre, de novembre et de décembre 1988. Mais jamais la France n'a autant exporté : 94,2 milliards de francs en janvier, contre 85 à 86 milliards en moyenne mensuelle à la fin de l'année dernière. La progression frôle, en un an, les 20 %. Reste que la France importe énormément : 97 milliards en janvier, soit une progression dépassant 20 %. Ainsi, la France bénéficie d'une activité mondiale très forte en exportant beaucoup et en profitant pour acheter en grande quantité des biens d'équipement.

(Lire nos informations page 23.)

Affaire Rushdie : huit morts en Inde lors d'une manifestation

PAGE 4

Le référendum en Algérie

La Constitution a été approuvée par 73,4 % des suffrages exprimés

PAGE 5

M. Chevardnadze au Proche-Orient

La « nouvelle » politique soviétique dans la région

PAGE 3

La boulangère et les immigrés

Polémique à Reims après la mort d'un jeune homme

PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 28

La préparation des élections municipales

Les trompe-la-mort de Romiguières

Les batailles spectaculaires dans les grandes villes, telles que Paris, Lyon et Marseille, auxquelles « Le Monde » a consacré tour à tour une semaine, éclipsent les débats municipaux des petites communes (neuf communes françaises sur dix comptent moins de deux mille habitants). Pourtant, il s'agit parfois de véritables combats pour la survie. C'est le cas, par exemple, des sept habitants de Romiguières (Hérault).

ROMIGUIÈRES (Hérault)
de notre envoyé spécial

La vie de Romiguières ne tient plus qu'à un fil. S'il n'y avait pas ces indices irrésistibles au milieu des maisons en ruines, cette cabine

téléphonique incongrue, cette boîte à lettres insolite, ces volutes de fumée domestique et ce modeste linge épinglé au soleil comme un fanion cherchant à témoigner d'une présence humaine, on croirait découvrir un village fantôme.

Ils sont pourtant sept trompe-la-mort à résister encore à la pression du néant, héroïques descendants d'une petite communauté languedocienne isolée par la géographie et par le destin dans la montagne de l'extrême nord du département de l'Hérault. Là où le chèque n'a jamais reculé devant la vigne, marginalisée au creux d'un valon en cul-de-sac coince sur la frontière aveyronnaise entre la forêt du plateau de l'Escandorgue et les falaises du plateau de Guilhaumard, appendice de celui du Larzac.

Quatre hommes et trois femmes répartis en trois familles.

Tous frères et sœurs, célibataires sans enfant à l'exception d'une veuve dont le fils est, lui aussi, célibataire sans enfant. Moyenne d'âge : soixante-cinq ans. Sept anciens en suris dans un village en survie. Leur fin sera la sienne. Ensemble ils auront tenu un siècle.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 7.)

Le Monde

SANS VISA

Le Gabon vu du train

■ La table ■ Escapes

■ Jeux

Pages 13 à 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 4,80 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 B. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 190 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 80 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 140 esc. ; République, 235 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 F. ; USA, 1,80 \$; USA (Canada), 2 \$.

سكوا من الأصل

Débats

L'affaire des « Versets sataniques » de Salman Rushdie

L'Europe et le Moloch de Téhéran

par GILLES KEPEL (*)

La fatwa de l'ayatollah Khomeiny demandant à tous les musulmans du monde de tuer Salman Rushdie a déjà eu un effet politique considérable. Khomeiny a réussi à ouvrir par surprise deux nouveaux fronts contre ses ennemis traditionnels, les dirigeants modérés du monde musulman sunnite et l'Occident, en particulier l'Europe.

En se faisant le champion de la défense de l'islam contre le « blasphème » commis par les *Versets sataniques*, il a mis en porte-à-faux les dignitaires religieux sunnites, contraints d'entrer dans sa logique et de condamner vigoureusement à leur tour le livre, même s'ils ne s'accordent pas tous sur le châtiement envisagé.

Comme l'a souligné Olivier Roy (1), l'ayatollah a relancé une agitation née dans les milieux islamistes indo-pakistais sunnites en Grande-Bretagne (où ont eu lieu les premiers autodafés) et dans le sous-continent indien ; en donnant à l'affaire une portée mondiale, il s'assure une grande popularité dans les couches piétistes et déshéritées du monde de l'islam, où l'adhésion à ce credo est souvent la seule forme de fierté qui reste dans des sociétés où l'oppression politique et la ruine de l'économie font ordinairement bon marché de la dignité humaine. Y raviver la démagogie anti-occidentale est une entreprise d'autant plus payante qu'elle atteint par ricochet les élites intellectuelles, accusées de compromission avec ce même Occident.

La sanction de l'apostat

C'est par l'offensive contre les intellectuels d'origine musulmane sécularisés et émigrés en Europe que Khomeiny ouvre un second front particulièrement préoccupant, en avançant des contradictions que les politiques d'intégration des États européens s'emploient au contraire à résoudre. En effet, ce qui rend le « blasphème » de Rushdie spécialement abominable pour les imams de Bradford et de Téhéran, c'est que l'auteur des *Versets sataniques* est d'origine musulmane. Cela fait de lui, dans une logique islamique doctrinaire, un « apostat » dont le châtiement ne peut être, selon les textes, que la mort.

La peine de mort pour apostasie était tombée, en fait, dans une relative désuétude durant les décennies de l'après-guerre, mais l'opprobre encouru par un musulman qui aurait voulu changer de religion lui rendait la vie à peu près impossible. Quant à

l'incroyance ou à l'athéisme, tenus pour de l'apostasie par les oulémas, ils permettaient néanmoins à leurs adeptes, s'ils n'en faisaient pas état publiquement, de rester nominalement musulmans et ainsi de sauver plus ou moins les apparences. Aujourd'hui, la pression des mouvements islamistes a remis ces châtiements à la mode.

Que la sanction de l'apostasie soit sociale ou capitale, la notion elle-même se situe en contradiction absolue avec le principe de la liberté individuelle, dans son acception courante pour les démocraties occidentales. Et si l'émigration de nombreuses personnes d'origine musulmane vers l'Europe a eu des causes économiques, l'aspiration à la liberté de pensée et d'expression a été une motivation au moins aussi puissante pour beaucoup d'autres, quoique les sociologues de l'immigration ne le mentionnent pas souvent.

C'est cette liberté que la fatwa de Khomeiny remet brutalement en cause, en s'emparant symboliquement de l'Europe pour la soumettre, avec les musulmans qui y résident, aux lois de l'islam sur le blasphème et l'apostasie telles qu'il les interprète. La force exécutoire de ces jugements hors du ressort des juridictions des tribunaux islamiques iraniens est confiée à des commandos qui doivent autant à la tradition des assassins qui terrorisaient au douzième siècle les cours des royaumes latins qu'à la modernité des chasseurs de primes du western.

La stupeur et la terreur qu'a causées la fatwa ont probablement dépassé les espérances des tendances les plus radicales de Téhéran : l'empiètement de nombre d'éditeurs à se soumettre au diktat en dit long sur l'état de décomposition d'une certaine Europe... De fait, il semble que nous soyons confrontés ici à un nouveau palier dans la stratégie du terrorisme, qui vient après l'échec relatif de la tactique anté-

rieure des prises d'otages. Celle-ci, en effet, ne sont pas parvenues à déstabiliser en profondeur les États occidentaux comme c'était leur but, et elles n'ont pas non plus réussi à susciter des courants de sympathie pour les ravisseurs dans le monde musulman, à l'exception de cercles islamistes assez restreints, bien que le Jihad islamique se soit autoproclamé porte-parole des « musulmans opprimés » et ait vilipendé ses victimes sans aucune vergogne. Téhéran, du reste, ne revendiquait pas la paternité des opérations, faute qu'elles paraissent une cause suffisamment légitime et mobilisatrice.

Nouveau terrorisme

Avec l'ordre de tuer Salman Rushdie, et demain peut-être d'autres « apostats » vivant en Occident, le parti de Khomeiny est de donner à ce nouveau terrorisme une popularité parmi ceux, déshérités notamment, qui font passer l'obéissance inconditionnelle aux injonctions de l'islam avant une liberté de conscience et d'expression à laquelle ils n'ont de toute façon guère accès. En s'attaquant aux musulmans qui s'intègrent aux sociétés européennes et en épousent les idéaux de liberté, à travers le cas symbolique de Rushdie, il lutte contre ces processus d'intégration et fait de ces victimes désignées une masse d'otages potentiels au cœur même de l'Europe. On mesure les effets profondément déstabilisateurs d'une telle tactique si elle aboutissait.

On peut pourtant penser qu'elle échouera, comme les tentatives précédentes du terrorisme moyen-oriental de s'implanter en Europe, et notamment l'activisme des « étudiants dans la ligne de l'imam » qui avaient essayé en 1982-1983 de fomenter parmi les populations immigrées une agita-

(*) Chercheur au CNRS, auteur de *Banlieues de l'islam* (éd. du Seuil).

Force de la littérature

par JEAN-PIERRE BONNEL (*)

un appel au crime, au viol, au terrorisme aveugle, en direction de tous les publics ? Ainsi, le lecteur de Sade n'a-t-il pas besoin d'initiation, d'explication préalable, pour ne pas tout interpréter au premier degré ? De même, tolérer un roman qui loue le racisme ou l'antisémitisme, est-ce protéger judicieusement la liberté de création ?

Le désormais célèbre roman de Salman Rushdie, intitulé *Les Versets sataniques*, ne prône sans doute pas de telles idéologies. Tout ce que nous savons, c'est qu'il raconte que le prophète Mahomet aurait mené une vie dissolue. Cette interprétation peut choquer un musulman, de même qu'un chrétien a pu être scandalisé par la *Dernière Tentation de Christ*. L'auteur britannique d'origine indienne est sans doute quelque peu provocateur, et s'il était sans talent, il ne mériterait pas l'appellation d'écrivain, mais le silence du mépris. Or sa fiction vaut le combat pour la liberté d'écriture puisque les pays européens avaient acheté les droits de publication et que le romancier a déjà obtenu des prix littéraires reconnus.

Cette « reconnaissance » du talent n'a d'ailleurs pas échappé à l'imam Khomeiny ! C'est un excellent critique littéraire, qui a compris que le livre incriminé allait bénéficier d'une large vulgarisation !

Son discours imprécateur révèle la vacuité et la fausseté des paroles fanatiques. Mais il affirme, sans le vouloir, la force de la littérature... Ainsi, le caporal religieux doit soulever des foules, recourir aux armes et au pouvoir de l'argent, afin de traquer un individu qui ne maîtrise que la puissance des mots, un auteur obscur pour le grand public... Des centaines d'articles condamnant chaque jour dans la presse mondiale le régime iranien et c'est un ouvrage de fiction qui est violemment visé !

(*) Professeur de lettres. Responsable de la revue *les Alpes vagabondes*.

tion « contre la France ». L'échec de cette tactique requiert deux conditions :

— Tout d'abord, il faut que l'intégration effective des immigrés et des jeunes d'origine musulmane fasse d'eux tous les défenseurs d'une liberté de conscience et d'expression complète face aux menaces et à l'intimidation venues d'ailleurs, fût-ce au prétexte de la religion. La liberté comprend, cela va sans dire, celle de critiquer en l'occurrence le livre de Rushdie, de le trouver choquant ou répréhensible et de le faire savoir. Mais en aucune façon celle d'appeler à tuer son auteur.

Cette intégration effective signifie que l'allégeance à la nation et à ses valeurs constitutives passe avant toute appartenance communautaire. Cela vaut aussi bien pour les musulmans que pour les chrétiens ou les juifs, pour les contempteurs ou les admirateurs de Rushdie comme de Scorsese. Cette option est celle de la France, mais point celle du Royaume-Uni : l'Angleterre paie aujourd'hui fort cher son « laissez-faire » en matière d'intégration, qui a permis que se constituent des ghettos communautaires de déshérités dont les leaders ne font aucun cas — comme les nouveaux inquisiteurs de Bradford — d'une liberté pourtant si chère au cœur des Britanniques. Il serait fort dommageable que ce laissez-faire devint la norme de l'Europe de demain.

— L'autre condition, impérative, pour éviter que l'affaire Rushdie ne s'étende à d'autres intellectuels « blasphémateurs » est de ne pas céder d'un pouce au chantage de Khomeiny. Publier le livre incriminé ne signifie pas approuver son contenu, mais éviter de devoir, demain, sacrifier d'autres victimes exploitées au Moloch de Téhéran. La construction de l'Europe et l'intégration effective des millions de personnes d'origine musulmane qu'elle compte en son sein est à ce prix.

(1) *Le Monde* du 17 février.

Au nom d'Allah ?

par MONCEF MARZOUKI (*)

L'AYATOLLAH Khomeiny a refusé les excuses de Salman Rushdie et a maintenu la sentence de mort qu'il a prononcée contre lui. Cette sentence, il l'a prise au nom de l'islam et des musulmans, c'est-à-dire aussi en mon nom. Je lui dénie un tel droit, pour toutes sortes de raisons. Tout d'abord, il n'existe pas de papauté en islam, et encore moins d'infaillibilité. Seul un tribunal qualifié est en mesure de statuer sur un prétendu crime. En second lieu, l'islam, comme toutes les grandes religions, est un et divers. Khomeiny ne représente qu'une fraction de ce tout, le chiisme, et qu'un groupe dans cette fraction, le cléricisme d'extrême droite.

En condamnant Rushdie au nom de l'islam et des musulmans, il usurpe donc une représentativité qu'il est loin d'avoir et que la majorité ne lui a jamais concédée.

Certes, Khomeiny exprime l'indignation légitime des musulmans, mais il l'amplifie et l'exploite. Que Rushdie nous ait insultés, cela est évident. Mieux, cet auteur nous prend pour des imbéciles quand il soutient que Mahomet n'est pas le prophète : La Mecque n'est nullement citée ; et le déire du héros, une fiction qui n'engage en rien ses idées propres. La défense est misérable, car l'allusion est si évidente qu'elle n'en est même pas une. Certes, les droits de la personne, notamment à la libre expression, sont insaliénables. Ceux de la communauté, notamment le respect de ses croyances, ne le sont pas moins.

Pour repérer la ligne de partage, rien de plus simple. Il suffit de s'en tenir à la règle d'or : la liberté de l'un s'arrête là où commence celle de l'autre. *Adem* pour les droits. Mais Rushdie s'est excusé, et comme je crois en ce Dieu qui se définit lui-même comme clément et miséricordieux, je n'ai aucune peine à accepter ses excuses et à considérer l'incident clos. D'ailleurs, même s'il ne s'était pas excusé, Khomeiny, lui, se vante le porte-parole de Dieu. Mais ce Dieu est dépourvu de ses deux principaux attributs. C'est donc en musulmans que nous devons condamner sans réserve l'appel au meurtre venu de Téhéran.

De la part des intellectuels arabes et musulmans, la prise de position doit être claire et ferme, car nous sommes l'enjeu. Nous n'avons pas oublié que ce sont ces mêmes religieux intolérants qui ont assassiné El Hallaj, Ibn El Mugaffa, Abdelhamid El Kateb, et condamné le grand Ibn Rochd à l'exil. Nous savons qu'ils portent une lourde responsabilité dans notre retard culturel, et qu'ils sont toujours aux aguets pour étouffer nos libertés naissantes.

Si Rushdie venait à être assassiné, ce qu'à Dieu ne plaise, nous serions tous couverts de honte. Puissent alors les hommes de bon sens dire que le crime n'a pas été commis par des musulmans, mais par des fanatiques, qui plus est stipendiés.

(*) Écrivain tunisien, auteur de *Arabes, si vous partez...* (Lien Commun, 1987).

Les précédents de Mahomet

Le Monde, par son éditorial du 16 février intitulé « Appel au meurtre », dénonce à juste titre l'ordonnance de l'imam Khomeiny. L'auteur de l'éditorial dit que « les conceptions religieuses du maître de Téhéran sont une perversion de l'islam comme négature l'Inquisition fut une perversion du christianisme ». Tout dépend, bien évidemment, de ce que l'on entend par « islam ».

Je remarque en l'occurrence que l'imam Khomeiny peut invoquer à bon droit (dans son optique), à l'appui de son ordonnance, l'exemple de Mahomet lui-même : celui-ci pratique plus d'une fois ce genre d'assassinat. Ce fut le cas, par exemple, à propos de deux poètes de Médine, une femme (Asma) et un vieillard (Abou Afak) dont l'éloquence satirique s'était déployée à son encontre. Ce ne fut même pas en un combat loyal que l'une et l'autre furent tués ; ils furent tout simplement assassinés dans leur sommeil.

On peut lire à ce sujet Maxime Rodinson, *Mahomet* (Seuil, 1961,

pp. 189, 203 et 204), qui résume les données que les spécialistes trouvent dans les sources arabes les plus anciennes en la matière. Ce ne sont là que deux exemples particulièrement pertinents si l'on pense au rôle que jouaient les poètes et orateurs de cette époque en Arabie, à l'instar des romanciers de valeur à notre époque. Il y a d'autres exemples, que l'imam Khomeiny connaît tout aussi bien, et qui, dans l'optique qui est la sienne, lui semblent sans doute parfaitement justifier sa position sur le plan de la morale politique et de l'islam.

En tout cas, l'exemplarité de Mahomet tient une place importante dans les représentations religieuses islamiques millénaires, et la communauté musulmane primitive de Médine demeure pour beaucoup le modèle et la source de toute réflexion et orientation, même pour notre siècle.

A.-L. DEPREMARE, professeur à l'université de Provence.

Pour un meilleur prix, pour un meilleur délai, rendez-nous visite avant de commander votre PEUGEOT

MINITEL 3015 NEUBAUER

405 Plus vite, moins cher!

la griffe du lion

NEUBAUER

PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDPA 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Cotédacteur en chef : Claude Sala.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 457

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LE MONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 65-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 286 136 F

A l'issue de ses entretiens au Caire

M. Edouard Chevardnadze a défini la « nouvelle » politique soviétique au Proche-Orient

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, est arrivé jeudi 23 février à Bagdad, quatrième étape de sa tournée au Proche-Orient, et a fait part de son intention de « faire progresser les pourparlers de paix dans le Golfe ». A l'issue de son séjour en Irak, il se rendra en Iran, où il sera reçu, le samedi 25 février, par l'imam Khomeiny.

LE CAIRE
de nos envoyés spéciaux

Bouclant la première semaine de sa tournée, au Proche-Orient, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a fait pour la première fois un exposé des plus exhaustifs de la « nouvelle » politique de Moscou à l'égard du conflit israélo-arabe.

La « nouvelle » était au moins autant dans le ton et la forme que dans le fond de la longue conférence que le ministre a donnée, jeudi 23 février, au Caire avant de s'en aller pour Bagdad. Maniant tour à tour l'humour, le charme, parfois la fermeté, il a séduit son auditoire de parlementaires et responsables égyptiens réunis au siège du Parti national démocrate (majorité).

M. Chevardnadze a émis la langue de bois et les habitudes lourdes de la rhétorique soviétique. Il n'est pas si fréquent qu'un responsable du Kremlin entame ce genre d'exercice en affirmant d'emblée qu'« il n'a pas de leçons de morale à donner ».

Parallèlement, il peut y avoir un dialogue « bilatéral et multilatéral du type même de celui qu'il vient de mener au Caire en recevant le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, et le chef de l'Olp, M. Yasser Arafat. Il ne s'agit pas, à ce stade », de débattre du fond du conflit, mais de forger l'instrument de la négociation. C'est-à-dire de définir le rôle qui reviendra à la conférence et les participants qui y seront accueillis. Le chef de la diplomatie soviétique n'a pas caché que son pays avait une conception « active » du rôle de la conférence internationale : « Elle doit être plus qu'un médiateur collectif, elle doit être un filet de sécurité empêchant les négociations d'échouer ». C'est une conception qui se situe à l'opposé de celle que défendent Israël et les Etats-Unis, qui ne veulent pas d'un forum international s'imposant dans les pourparlers directs entre Arabes et Israéliens et leur imposant des solutions.

travaux préparatoires devant permettre de réunir une telle conférence. « Nous proposons que cela se fasse par des discussions informelles, des consultations non officielles entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU » (Etats-Unis, URSS, Chine, France et Royaume-Uni).

Parallèlement, il peut y avoir un dialogue « bilatéral et multilatéral du type même de celui qu'il vient de mener au Caire en recevant le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, et le chef de l'Olp, M. Yasser Arafat. Il ne s'agit pas, à ce stade », de débattre du fond du conflit, mais de forger l'instrument de la négociation. C'est-à-dire de définir le rôle qui reviendra à la conférence et les participants qui y seront accueillis. Le chef de la diplomatie soviétique n'a pas caché que son pays avait une conception « active » du rôle de la conférence internationale : « Elle doit être plus qu'un médiateur collectif, elle doit être un filet de sécurité empêchant les négociations d'échouer ». C'est une conception qui se situe à l'opposé de celle que défendent Israël et les Etats-Unis, qui ne veulent pas d'un forum international s'imposant dans les pourparlers directs entre Arabes et Israéliens et leur imposant des solutions.

mination des Palestiniens et des intérêts de sécurité de l'Etat d'Israël. Au Proche-Orient, a-t-il dit sommairement, le temps travaille contre la paix. Il s'agit donc de créer que les deux grandes puissances peuvent rester indifférentes au surarmement de la région qui fait obstacle à leurs propres efforts de désarmement.

Au Proche-Orient comme ailleurs, « l'Union soviétique », a expliqué M. Chevardnadze, entend éliminer toute rivalité entre super-puissances. La politique qui consistait à essayer de se pousser l'un l'autre hors de la région a été abandonnée. Le ministre soviétique a également regretté que les Etats-Unis ne paraissent pas être encore sur la même longueur d'onde. La preuve, a-t-il dit, vient encore d'en être administrée par le président George Bush, qui déclarait au début de la semaine qu'il n'était pas opposé à ce que l'URSS joue un rôle au Proche-Orient « à condition que celui-ci reste limité ».

S'adressant à la presse immédiatement après l'exposé du ministre, M. Yasser Arafat, qui paraissait radieux et d'humeur joyeuse, s'est déclaré en tous points d'accord avec le camarade Chevardnadze. Il s'est félicité du fait que les entretiens que le ministre a eus mercredi avec M. Arens puis avec lui-même « aient en fait constitué des négociations indirectes entre Palestiniens et Israéliens - dans la même pièce ». Il y a eu du changement, j'ai entendu au Caire des choses positives et nouvelles et les Soviétiques vont informer les Israéliens de ce que je leur ai dit, a poursuivi M. Arafat.

Le chef de l'Olp s'est voulu « patient comme un chameau ». « Je sais qu'il n'est pas facile pour les Israéliens de changer de point de vue », a-t-il dit, avant de se conformer en concluant pour une conférence de presse strictement réservée aux journalistes israéliens venus au Caire. En réponse à une question, il s'est cependant refusé à promettre un moratoire de huit mois de l'intifada, destiné à faciliter les travaux préparatoires à la réunion de la conférence internationale. « Pourquoi le ferait-il, pour les beaux yeux de Shamir ? »

ALEXANDRE BUCCIANTI
et ALAIN FRACHON.

La fin de la visite de M. Shamir à Paris

Entre la France et Israël les divergences n'empêchent pas l'« amitié »...

Les conversations que le premier ministre israélien a eues à Paris, à l'occasion de sa visite officielle de trois jours, ont révélé des « divergences de vues sur divers sujets » entre son pays et le gouvernement français, a-t-il dit, jeudi 23 février, à la veille de son départ de France. Or, s'il y a effectivement des divergences de vues entre Français et Israéliens, les « divers sujets » mentionnés par M. Shamir recouvrent en fait l'essentiel. On a pu s'en rendre compte une nouvelle fois jeudi, lorsque le premier ministre a rappelé, dans sa conférence de presse, les trois principes de base du gouvernement israélien concernant le conflit israélo-arabe : « Opposition à la création d'un Etat palestinien », refus de toute « négociation avec l'Olp » et nécessité de « négociations directes avec les pays arabes ainsi qu'avec les Palestiniens vivant sur notre sol ».

Paris a une démarche diamétralement opposée et n'a jamais caché qu'elle ne voyait « aucune difficulté de principe » à reconnaître un Etat palestinien. De plus, pour la France, l'organisation de M. Arafat a prouvé, depuis la réunion du Conseil national palestinien en novembre dernier, qu'elle avait assez évolué pour devenir un interlocuteur valable. Enfin et surtout, le gouvernement français milite activement en faveur de la tenue d'une conférence internationale, option rejetée par Israël comme ne pouvant pas servir « la cause de la paix ».

Si M. Shamir s'est déclaré « très impressionné » par sa conversation, mercredi, avec M. Mitterrand, « un ami d'Israël », il a dû reconnaître que le chef de l'Etat avait « ses idées à lui ». Une façon gênante de souligner, une fois de plus, les « divergences ». A l'issue de cet entretien, l'Elysée avait de son côté fait savoir que le président avait invité le premier ministre israélien « à tenir compte de la réalité telle qu'elle existe aujourd'hui, après quinze mois de soulèvement palestinien dans les territoires occupés (le Monde du 24 février). M. Shamir s'est quant à lui félicité d'avoir

trouvé chez ses interlocuteurs français, au-delà des divergences, une « compréhension » des positions israéliennes, concernant en particulier la nécessaire sécurité de l'Etat hébreu et les « appréhensions » de Jérusalem à l'égard de l'Olp. Toutefois, a indiqué M. Shamir, les Français sont « sceptiques quant aux chances de trouver d'autres interlocuteurs » parmi les Palestiniens.

Quant au rôle de l'Europe au Proche-Orient, M. Shamir l'a aimablement réduit à celui de figurant en estimant qu'elle devrait simplement avoir « une influence modératrice ». Quelques jours avant sa venue à Paris, le premier ministre avait été aussi direct, dans une interview à *Tribune juive*, en déclinant aux Européens toute possibilité d'assumer un « rôle important » dans le processus de paix au Proche-Orient. Et ce au lendemain de la tournée de la « troïka » européenne (les ministres espagnol, français et grec des affaires étrangères) dans la région. Une « troïka » que les Israéliens ne voient pas d'un bon œil, lui trouvant des sympathies trop marquées pour l'Olp de M. Arafat. En revanche, l'Union soviétique, en tant que « puissance mondiale », « peut jouer un rôle » dans le processus de règlement du conflit israélo-arabe. Mais, a souligné M. Shamir au lendemain de la rencontre israélo-soviétique du Caire (le Monde du 24 février), Moscou doit au préalable « établir des relations normales avec Israël », à défaut de quoi l'URSS ne serait pas en position d'« influencer » l'Etat hébreu.

Trois jours d'entretiens à Paris auront donc essentiellement servi à conforter une amicale divergence, M. Shamir ayant tenu à signaler l'« amitié profonde » qui liait, « quand même », les deux pays. La voix de la France est très importante pour nous, a-t-il insisté, et nous voudrions que cette voix soit plus forte que celle d'Israël.

YVES HELLER.

M. Yasser Arafat a réservé l'exclusivité de ses propos aux journalistes israéliens

Lors de la conférence de presse qu'il a tenue au Caire au seul bénéfice des journalistes israéliens, jeudi 23 février, M. Yasser Arafat s'est déclaré prêt à rencontrer le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir. Mais, a-t-il ajouté, « Je n'ai jamais reçu la moindre réponse du gouvernement israélien », se montrant, en outre, peu pressé de se rendre en Israël : « N'oubliez pas que Sharon veut me tuer, que leur cabinet a décidé de me tuer ». Le chef de l'Olp a également plaidé pour que soit mis « un terme aux effusions de sang afin que notre nouvelle génération puisse vivre sur terre de paix », assurant que la nouvelle ligne suivie par son organisation ne résultait pas d'une simple décision « tactique ».

Sur la question du droit au retour des Palestiniens, M. Arafat a estimé qu'il n'y avait aucune raison pour que ce droit soit accordé aux Juifs et non aux Palestiniens. « Je sais, a-t-il dit, et vous le savez aussi, que tous

les Palestiniens ne retourneront pas (en Palestine), mais ils auront au moins le sentiment que leurs droits ont été préservés ».

La veille de cette conférence de presse, qui s'est déroulée dans une atmosphère de grande cordialité, M. Arafat s'était vu interdire d'entamer à la télévision israélienne. Un entretien qu'il avait accordé mercredi au Caire a en effet été interdit, alors que le même jour une vidéo-cassette, dans laquelle le plus proche collaborateur du chef de l'Olp, Abou Iyad, lançait un appel en faveur de « contacts directs » entre son organisation et Israël, était diffusée dans ce pays. Interrogé sur les déclarations de son second, M. Arafat a seulement répondu que d'« éventuelles négociations directes ou indirectes » avec l'Etat hébreu « devaient se dérouler dans le cadre d'une conférence internationale sous les auspices de l'ONU ». — (AFP, Reuters).

Première critique de M. Bush

Ce travail préparatoire devrait durer de six à huit mois, a poursuivi le diplomate soviétique, qui a rappelé que M. Arens lui avait réitéré toutes les préventions d'Israël à l'encontre de la formule suggérée par Moscou. Et là, M. Chevardnadze a durci le ton : « Israël ne devrait pas avoir peur d'une telle conférence qui, loin de mettre en péril sa sécurité, aura pour objet de la renforcer. (...) Il n'y a jamais eu un aussi large consensus international sur le principe de cette conférence (et Israël est en fait le seul à s'y opposer, ce qui jette un doute sur le volontarisme de l'Etat hébreu ». Il y ajoute un menaçant : « La poursuite de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, Israël perdra le soutien de ses meilleurs amis, et la question se posera un jour de lui appliquer des sanctions pour violation massive des droits d'une population civile ».

Amériques

ETATS-UNIS : la polémique autour du secrétaire à la défense désigné

La commission sénatoriale des forces armées s'est prononcée contre la « confirmation » de M. Tower

Par onze voix contre neuf, la commission sénatoriale des forces armées a invité, jeudi 23 février, le Sénat à rejeter la nomination de M. Tower comme secrétaire à la défense.

WASHINGTON
correspondance

Le président Bush a subi le premier échec de son mandat. Les sénateurs démocrates n'ont pas répondu à l'appel du sénateur Dole, leader de la minorité républicaine, qui les incitait à ne pas affaiblir M. Bush au moment où il s'entretenait à Tokyo avec les principaux leaders mondiaux. Mais cette bataille perdue ne signifie pas, selon la formule consacrée, que le président ait perdu la guerre. Le dernier mot appartient au Sénat qui, en séance plénière, aura à se prononcer définitivement sur la nomination de M. Tower, vraisemblablement mercredi prochain.

De Tokyo, le président Bush a fait savoir, par le porte-parole de la Maison Blanche, qu'il gardait « toute

confiance » à M. Tower. De toute évidence, il n'avait pas d'autre choix. Après avoir soutenu si vigoureusement - imprudemment, disent certains de ses amis politiques - son vieux ami, il ne pouvait pas s'incliner devant la décision de la commission ; un retrait de la nomination de M. Tower aurait été un signe de faiblesse qui aurait sensiblement affecté son autorité.

Des témoignages contradictoires

En outre, le président peut raisonnablement espérer que le Sénat ne suivra pas les recommandations de la commission. Théoriquement, si les sénateurs démocrates suivent l'exemple de leurs collègues de la commission, qui ont observé une étonnante discipline de vote, l'échec de M. Tower, et indirectement du président, sera confirmé. Mais les démocrates n'ont que cinq voix de majorité au Sénat. Ainsi la Maison Blanche compte-t-elle sur la désobéissance de plusieurs sénateurs démocrates, notamment des éléments conservateurs, pour rétablir l'équilibre en sa faveur. D'ici à la semaine prochaine, l'administration exercera de fortes pressions sur les sénateurs dont plusieurs hésitent à causer un conflit ouvert avec le nouveau président, bref à rejeter la « main tendue » qu'il leur avait offerte au début de son mandat. Enfin, les précédents lui sont favorables. Aucun secrétaire à la défense n'a encore été rejeté par le Sénat. Le dernier rejet remonte à janvier 1959, où la nomination au poste de secrétaire au commerce de M. Lewis Strauss avait été repoussée.

Néanmoins, cette première défaite présidentielle crée un malaise dans les milieux proches de la Maison Blanche. Et beaucoup estiment à présent que M. Tower,

tirant la leçon du vote de la commission, rendrait un grand service au président s'il renonçait de lui-même à la nomination. Le vote a surpris dans la mesure où, selon les indiscrétions venues de la Maison Blanche sur le dernier jour de l'Etat hébreu, il y avait un menaçant : « La poursuite de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, Israël perdra le soutien de ses meilleurs amis, et la question se posera un jour de lui appliquer des sanctions pour violation massive des droits d'une population civile ».

Par M. Chevardnadze, le statu quo est intenable, et toute solution devra tenir compte - à part égale - tout à la fois du droit à l'autodéter-

minisme et de l'indépendance des Palestiniens et des intérêts de sécurité de l'Etat d'Israël. Au Proche-Orient, a-t-il dit sommairement, le temps travaille contre la paix. Il s'agit donc de créer que les deux grandes puissances peuvent rester indifférentes au surarmement de la région qui fait obstacle à leurs propres efforts de désarmement.

Un officier américain reconnu coupable de non-assistance à des « boat people »

Le capitaine Alexander Balan, de la marine américaine, a été reconnu coupable, vendredi 24 février, par une cour martiale siégeant dans la base de Subic Bay, aux Philippines, de non-assistance à un bateau de « boat people ». Il commandait le navire de transport amphibie *Dubue* qui, en mer de Chine, faisait route vers le Golfe, lorsqu'il a rencontré, le 9 juin 1988, un bateau chargé de cent-dix « boat people » venant du Vietnam. L'officier a donné l'ordre à ses hommes de ravitailler les réfugiés mais a refusé de les prendre à son bord. Seuls cinquante-deux survivants sont arrivés aux Philippines après une terrible odyssée de trente-sept jours en mer au cours desquels certains d'entre eux ont été tués et mangés. Le capitaine Balan risque la radiation de l'armée et trois mois de prison. Sa comparution en cour martiale avait suscité la colère de nombreux officiers américains qui ont critiqué l'ambiguïté des directives de leurs supérieurs. — (Reuters).

A TRAVERS LE MONDE

Afrique du Sud Règlements de comptes à Soweto

Une jeune fille âgée de treize ans est la dernière victime de la controverse suscitée par le « Mandela football club » de Winnie Mandela, qui prend de plus en plus les allures d'un règlement de comptes sanglant. Cette jeune fille a été tuée par balle, mercredi soir 22 février, lors de l'attaque d'une maison à Soweto. Les sauteleurs ont été vus avec des fusils AK-47 la maison de Dudu Chili, une amie de Winnie Mandela, avant d'y mettre le feu.

La police a confirmé que Dudu Chili avait été arrêtée le jour même dans le cadre de l'enquête sur le meurtre, le 13 février, d'un membre du « Mandela football club », Maxwell Macdonald. « Il est possible », ont affirmé les enquêteurs, que l'attaque de la maison puisse être en relation avec le meurtre de Macdonald et qu'il s'agisse d'une revanche, « membre de la prétendue équipe sportive, Andrew Kwaneng, accusé du meurtre de Macdonald à dément, devant le tribunal de Johannesburg, être à l'origine de ce crime, affirmant n'y avoir assisté que de loin. — (Corresp.).

Danemark Les principaux syndicats déposent des préavis de grève

La situation sociale est très tendue au Danemark. En 1987, les partenaires s'étaient entendus pour donner aux conventions collectives (industrie, commerce, services) une durée de quatre ans au lieu des deux ans traditionnels, certains pensaient que la paix sociale était assurée jusqu'en 1991. Mais ces contrats contenaient une clause stipulant que des « ajustements » pourraient être envisagés pendant l'hiver 1989.

Ces négociations à mi-parcours, entamées il y a déjà plusieurs semaines, sont difficiles. Les responsables syndicaux réclament des augmentations de salaire très supérieures aux propositions des experts et du gouvernement.

Quelques petits syndicats ont accepté une hausse de 5 % des rémunérations, mais les plus importants ont commencé à déposer des préavis de grève pour le 10 mars.

S.O.S.

ALAIN DE SÉDOUY

DE QUOI SOUFFREZ-VOUS DOCTEUR ?

VOYAGE A L'INTERIEUR DE LA MÉDECINE FRANÇAISE

OLIVIER ORBAN

مكتبة من الأصل

هكذا من الأصل

Asie

Les funérailles de Hirohito

L'épilogue théâtral d'un règne « tourmenté »

(Suite de la première page.)

Sur les 6 kilomètres séparant le palais du jardin de Shinjuku où se tenait l'office funéraire, une foule de tous âges, pas très dense, silencieuse, plus curieuse que recueillie. Au passage du fourgon des têtes s'inclinaient, des mains se joignaient. Certains prenaient des photographies. Une haie de policiers — un tous les 5 mètres — le dos tourné au cortège, surveillaient la foule, évaluée au total à quelque deux cent soixante mille personnes (on en attendait huit cent mille).

A l'arrivée à ce jardin de Shinjuku, qui mélange les styles autochtones et français, autrefois propriété impériale, et où fut célébrée, en 1905, la victoire japonaise sur la Russie, on reculait soudain de plusieurs siècles. A l'extrémité d'une allée, le long de laquelle huit cents soldats et policiers en grande tenue faisaient la haie, avaient été édifiés un hall funéraire de bois et, formant deux ailes à celui-ci, de longues tentes blanches : à droite, pour la famille impériale ; à gauche, pour les dignitaires étrangers.

Sous le ciel sombre, se détachait la blancheur du sanctuaire en hinoki (cèdre japonais), spécialement construit pour l'office funéraire. Edifice aux formes pures, d'une sobre élégance, coiffé d'un toit légèrement incurvé portant de simples incrustations en bois et reposant sur des piliers, le hall funéraire est entièrement ouvert. Des dais blancs drapés en fermet partiellement les côtés. Dans le style architectural shinto, il ne comportait pas un clou (le métal étant un matériau profane) ; les chevilles sont en bambou.

« Le chant de la tristesse »

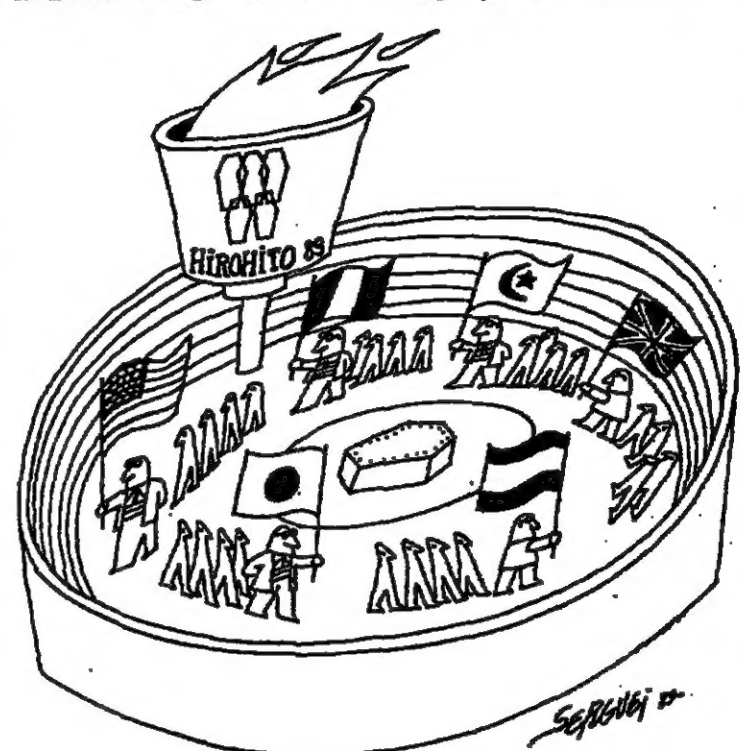
Pour entrer dans l'aire sacrée, délimitée par les tentures noires et blanches, le lord cerceuil impérial fut placé sur un palanquin pesant plus d'une tonne. Drapé de gris et fermé de sortes de stores en bambou, on appelle celui-ci « la voiture à fleur de poire » (*sakura*) en raison de la forme de l'ornement qui le surmonte. Il fut porté à pas lents jusqu'à l'autel par cinquante et un gardes du palais en costume traditionnel, noir et blanc. Les accompagnateurs portaient six « gars de Yase » (*yase dōji*) : Yase est une petite localité de bûcherons des environs de Kyoto, dont les habitants eurent le privilège, pendant plus de six siècles, de porter la dépouille des empereurs. La légende veut qu'ils sauvèrent un empereur blessé. Ce sont eux aussi qui portèrent, deux semaines durant, le palanquin qui amena l'empereur de Kyoto, capitale impériale, à Tokyo, au moment de la restauration de Meiji. Ces « gars de Yase » entretenaient une relation ambiguë avec l'empereur. Selon l'écrivain Kenji Nakagami (1), ce sont en fait des *bura-kumin*, communauté d'exclus d'autrefois, victimes aujourd'hui encore de discriminations : « Le sommet et la couche inférieure de la population se rejoignent ainsi », dit l'écrivain, lui-même originaire d'une communauté discriminée. Toujours est-il que, cette fois, les autorités ont préféré ne pas faire appel à eux.

Aux sons plaintifs de flûtes, scandés à intervalles réguliers par le coup sourd d'un tambour, le cortège

s'ébranla. Les officiants shinto en robe verte tendre, chaussés de sortes de sabots de même teinte aux extrémités recourbées, et coiffés de cette curieuse calotte de gaze noire, retournée à l'arrière, qui s'achève en une longue bande noire retombant sur la nuque (*eboshi*), marchaient les premiers. Ils portaient les bannières blanches et orange supposées attirer l'attention des âmes divines. Puis, venaient ceux qui portaient les bannières et les lances, les deux arbres sacrés (*sakaki*, sorte de camélias) et les offrandes ; enfin le palanquin funéraire, suivi des membres de la famille impériale, en jaquette pour les hommes et longue robe noire et

voile de crêpe pour les femmes. Tous portaient un parapluie.

Comme au théâtre, un rideau noir fut tendu entre l'assistance et l'autel au moment où le cercueil fut déchargé du palanquin. Il fut ouvert pour la cérémonie des offrandes. Tandis que retentissait un chœur d'hommes entonnant ce *Chant de la tristesse* que mentionnait déjà les plus anciennes chroniques du Japon et qui rappelle le chant grégorien, les offrandes (riz, saké, dorade, œufs, sorte de truite, faisans, canards, algues de différentes sortes, melon, racine de lotus...) étaient présentées au maître des cérémonies. Camarade de classe de l'empereur défunt, ancien chambellan, celui-ci est le chef des officiants de la cour.



Puis on demanda à l'assistance de se lever. Dans un silence impressionnant rythmé par le bruit de la pluie et rompu par le croassement lugubre des corbeaux, seul devant le cercueil, ce dernier prononça en une langue archaïque l'oraison funèbre. Ce fut ensuite à l'empereur de prononcer le « dernier adieu » : « Je voudrais dire à l'âme de mon père défunt que notre tristesse s'est approfondie de jour en jour, déclara-t-il. Votre ombre est toujours près de nous... Des personnalités nationales et internationales sont ici pour partager notre tristesse. Au cours de la période tourmentée de Showa (1926-1989), la vous avez servi pour la paix et partagé les joies et les souffrances de

l'indépendance reconquise et le développement économique ». Puis ce fut au tour des représentants des corps constitués. Les dignitaires étrangers se succédèrent ensuite devant le cercueil pour se recueillir quelques instants. En début d'après-midi, le cortège devait partir pour le mausolée de Musashino, à une soixantaine de kilomètres, où devaient avoir lieu d'autres rites shintoïstes de purification. La mort est en effet, dans le culte shinto, la souillure absolue. L'empereur a été inhumé avec un sabre pour se défendre et des sandales pour son voyage dans l'au-delà.

Les cérémonies ont été d'une sobre élégance, qui semble avoir impressionné une assistance de personnalités visiblement gênes, malgré les couvertures qui leur avaient été fournies et les rampes chauffantes courrant à leurs pieds. Mais elles manquaient d'émotion : des mesures de sécurité excessives entaillaient peut-être aussi leur solennité. Elles ne furent troublées que par de légers incidents : deux jeunes gens hurlant « Hirohito criminel de guerre », qui tentèrent de gêner le passage du cortège avant son arrivée au jardin de Shinjuku, une explosion qui endommagea un pont de l'autoroute urbaine menant au cimetière, peu avant le passage du cortège, et quelques manifestations d'opposants au système impérial. A midi, alors que la nation était appelée à observer une minute de silence à la mémoire de l'empereur défunt, peu se conformèrent à cette demande.

Les suites de l'affaire Rushdie

Au moins huit morts lors d'une manifestation d'islamistes en Inde

La police indienne a ouvert le feu vendredi 24 février à Bombay contre des musulmans protestant contre le roman *Les Versets sataniques* de Salman Rushdie, tuant au moins huit personnes faisant quarante blessés, a-t-on appris de source hospitalière. La police a indiqué avoir tiré sur des manifestants qui tentaient de marcher sur le consulat britannique après les prières du vendredi.

Salman Rushdie, de son côté, travaille en dépit des menaces de mort de l'Iran. C'est ce qu'a déclaré, jeudi 23 février, M. Blake Morrison, chroniqueur littéraire de l'*Observer*. Faisant état du premier contact connu de l'écrivain avec le monde extérieur depuis qu'il se cache dans une retraite secrète, protégée par Scotland Yard, M. Morrison a indiqué qu'il lui avait parlé au téléphone et que Rushdie venait de remettre à l'*Observer* un article sur le livre *The Facts* (les faits) de l'écrivain américain Philip Roth.

« Il a l'air bien et ne paraissait pas terriblement déprimé ou qu'on

que ce soit de ce genre, a assuré M. Morrison. « Il a réussi dans sa critique [du livre de Roth] à dire quelque chose sur ce qu'il ressent, mais pas directement — il ne dit rien de l'apocalypse éternelle ni des menaces de mort. » Il a ajouté que Rushdie s'était notamment inspiré de l'expérience de Roth avec son roman *Paradise* et son complexe, que beaucoup de juifs avaient violemment critiqué, lui reprochant de brosser un tableau antipathique de la famille juive.

Dans une interview publiée vendredi par l'*Express* et recueillie avant qu'il ne se cache, Salman Rushdie déclare s'être attendu à « des protestations », mais « pas à un tel déferlement de violence ». Il attribue à « l'argent saoudien, essentiellement » le financement de la campagne lancée contre lui en Grande-Bretagne, estimant que l'influence de l'Iran n'y est que « marginale ».

Par ailleurs, l'affaire Rushdie a provoqué un incident diplomatique à

Tokyo, théâtre d'une intense activité politique en marge des obsèques de Hirohito. Le président ouest-allemand Richard von Weizsäcker a rejeté une demande d'entretien avec le vice-président iranien Mostafa Mirzazadeh, conformément à la récente décision de la CEE de suspendre tout contact officiel à haut niveau avec l'Iran.

La RFA a, d'autre part, annoncé jeudi qu'elle suspendait jusqu'à nouvel ordre les discussions sur l'octroi de nouveaux crédits à Téhéran. Enfin, le Parlement ouest-allemand a condamné les menaces iraniennes contre Salman Rushdie — « déclaration de guerre contre les droits de l'homme » — et demandé de nouvelles sanctions européennes contre l'Iran.

Jedi, une organisation terroriste détachant trois otages américains au Liban, le Djihad islamique pour la libération de la Palestine, avait averti qu'elle « se vengerait » de ceux qui offensent l'Islam (*le Monde* du 24 février). — (AFP, AP, Reuter.)

Refletant les évolutions sociales, les Japonais ont vécu ces funérailles comme un spectacle, pour certains quelque peu anachronique, « exotique » nous dira une jeune femme.

Comparées par une chaîne de télévision américaine à celles de la reine Victoria, les obsèques de Hirohito auront duré plus de treize heures. Elles ont partiellement suivi à la lettre le protocole de celles de l'empereur Taisho en 1927 (excepté pour le cortège motorisé). Les communistes et trois dirigeants du barreau les ont boycottées, estimant qu'elles contrevenaient au principe de séparation de la religion et de l'Etat, et les socialistes n'ont assisté qu'à la seconde partie, laïque, de celles-ci. Funérailles qui ont aussi, par leur ambiguïté délibérée (le rituel religieux se confondant avec le deuil national), créé un certain malaise dans l'assistance. Qu'a pensé M. Bush, qui a combattu les Japonais durant la seconde guerre mondiale, en voyant ces rites d'un culte qui, à l'époque, était l'essence même du fanatisme et de l'idéologie impériale ? Quels souvenirs a ravivé dans la mémoire des dirigeants du reste de l'Asie la vue de ces torii (portiques marquant l'entrée d'un sanctuaire), expression il y a un demi-siècle de l'avance nipponne ? Le Japon impérial construisait ses tentatives de torii en Chine, en Corée et dans le reste de l'Asie, obligeant les populations à fréquenter les sanctuaires sous peine de prison.

Réaffirmation d'une spécificité culturelle

En 1927, lors des obsèques de Taisho, trente-cinq ambassadeurs étaient présents. Pour Hirohito, les représentants de cent cinquante-neuf pays se sont déplacés. « Le Japon du nouvel empereur est radicalement différent de celui de son père », écrivait le *New York Times*, commentant l'événement. C'est sans doute encore plus vrai aujourd'hui. Et pourtant, ces funérailles, par leur organisation, ont été voulues aussi comme la réaffirmation d'une spécificité culturelle. Aspiration légitime certes, si par certains aspects cette culture n'avait pas été mise au service d'objectifs expansionnistes et d'une idéologie rédemptrice qui causa des millions de morts en Asie.

Le Japon de cette fin de siècle, deuxième puissance économique du monde, rival des Etats-Unis, est définitivement sorti de la défaite. La manière dont ses dirigeants ont décidé de mener les obsèques d'un empereur au rôle controversé et d'y faire participer les dignitaires du monde entier témoigne de l'influence d'une droite qui entend ne rien renier du passé mais au contraire prendre ses distances par rapport à une Constitution « imposée par l'occupant américain ». Ces funérailles témoignent surtout d'une confiance en soi exempte de remords, conjuguée à une volonté politique (qui n'est pas forcément celle de l'ensemble de la population) de renforcer un monolithisme culturel perçu comme un rempart contre l'internationalisation. C'est une fierté nationale reconquise plus que l'affliction envers un empereur défunt dont les dirigeants japonais ont voulu donner le spectacle au reste du monde.

PHILIPPE PONS.

(1) Auteur de *Mille Ans de plaisir*, Fayard, 1989.

M. Mitterrand s'est entretenu avec M^{mes} Aquino et Bhutto

TOKYO
de notre envoyée spéciale

Après avoir assisté vendredi matin aux obsèques de l'empereur, sur lequel il n'a pas souhaité faire de commentaire, M. Mitterrand a rencontré pour la première fois la présidente des Philippines, M^{me} Cory Aquino, lors d'un déjeuner à l'ambassade de France. Il avait vu la veille au soir M^{me} Benazir Bhutto, et se prit alors à philosopher sur le thème des femmes au pouvoir, et de l'exemple que l'Asie donne en ce domaine au reste du monde.

L'essentiel de la conversation a porté sur la dette, dont le service hypothèque 40 % du budget philippin. M^{me} Aquino, faisant valoir les efforts particuliers faits par son gouvernement pour répondre aux exigences du Fonds monétaire international, a souhaité l'appui de la France en tant que pays président le Club de Paris et hôte du prochain sommet des Etats industrialisés. M. Mitterrand a promis d'examiner cette demande avec bienveillance et rappelle ses diverses propositions sur la question de l'endettement.

M^{me} Aquino se rendra en visite officielle en France les 11 et 12 juillet et devrait vraisemblablement y séjourner jusqu'aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution, le 14.

Le président de la République avait recueilli la veille le point de vue de M^{me} Benazir Bhutto sur l'Afghanistan et sur l'impact de la révolution iranienne sur certaines composantes de la résistance. M^{me} Bhutto, particulièrement soucieuse de voir une solution en Afghanistan, pousse cinq millions de personnes sont actuellement réfugiées dans son pays, avait souligné les efforts qu'elle déploie pour faire prévaloir un Islam « moderne et humain ». Invité au Pakistan,

M. Mitterrand a fait savoir qu'il envisageait de s'y rendre à la fin de cette année ou au début de l'année prochaine.

Le président américain, M. George Bush, a, de son côté, rencontré jeudi le premier ministre japonais, M. Takeshita. Les questions bilatérales, parfois sujettes à controverse, n'ont été qu'évoquées ; les deux hommes ont parlé en revanche de la situation au Cambodge où le retrait des troupes vietnamiennes se fait, a dit le président américain, « à un rythme plus lent que ce que souhaitaient les Etats-Unis ». Ces derniers, a rappelé M. Bush, désirent la mise en place d'un gouvernement incluant le prince Sihanouk et excluant le retour au pouvoir des Khmers rouges. Les deux hommes ont également consacré une large partie de leur entretien aux questions de protection de l'environnement, pour souligner la nécessité d'une coopération internationale. L'urgence de ce thème est très sensible à Tokyo. M^{me} Bush et Mitterrand avaient évoqué jeudi lors de leur conversation, qualifiée de « chaleureuse et animée » par le porte-parole américain, M. Takeshita a eu aussi l'occasion de s'en entretenir, tout particulièrement pour ce qui concerne la préservation de la forêt amazonienne, avec le président brésilien, M. José Sarney.

Autre thème très présent dans les rencontres qu'ont à Tokyo M^{me} Bush et Mitterrand et qu'il est évoqué ensemble jeudi : celui du Proche-Orient. Le président français devait rencontrer vendredi en fin de journée M. Mubarak. Il aura ensuite des entretiens avec le premier ministre et le nouvel empereur du Japon, avant de regagner Paris.

CLAIRE TRÉAN.

Une lettre inédite de Paul Claudel sur les funérailles de l'empereur Taisho en 1927

Nous publions ci-dessous le texte inédit d'une lettre que Paul Claudel a adressée à son fils Henri, de Tokyo avant de quitter son poste d'ambassadeur :

[Tokyo], le [10] février 1927.

Mon enfant chéri (...). Le 7 de ce mois ont eu lieu les funérailles de l'empereur Taisho. Elles avaient attiré à Tokyo une foule énorme et l'on estime à deux millions de personnes les foules qui s'étaient massées sur le parcours. Du palais impérial au mausolée provisoire de Shinjuku, il y a sept kilomètres. Il était entièrement bordé d'arbres, de grandes lanternes de bois blanc, de trépiéds à gaz et tendus d'étoffe blanche et noire. Il avait fort négligé la veille et il faisait grand froid. Les ambassadeurs sont allés à Shinjuku à 7 heures du soir. Gilette (1) avec ses amies était au ministère des affaires étrangères et elle a pu voir défiler tout le cortège qui avec les troupes se composait de près de huit mille personnes tandis que nous n'avons vu que la partie principale. A Shinjuku on avait élevé des constructions très belles et très simples en pur style japonais, bois et soie blanche. Il faisait un temps merveilleux et le premier quartier de la lune brillait à travers le grand toit devant l'autel.

A 8 h 30, on nous a appelés. D'abord sont arrivés l'un derrière l'autre à longue distance trois prêtres shinto avec la haute coiffure de cuir noir, les larges pantalons blancs, les tuniques bleues et les gros chaussons de paille. Puis on a entendu une espèce de musique faite de cris plaintifs, de pialements aigus. C'est la vieille musique immémoriale des funérailles impériales. Puis des hommes portant des arcs, des carquois, des bannières, de lourdes caisses remplies de vêtements. Enfin le char funéraire attelé de quatre bœufs noirs et traîné par l'un derrière l'autre avec des cordes blanches. C'est une énorme charrette de laque noire à deux roues. Tu les verras dans les images. C'est très impressionnant. Elle est construite pour produire en roulant sept notes plaintives, qui s'unissent avec celles de la musique, scandée par des coups profonds de tambour. Elle est construite par une famille qui en conserve le secret depuis des générations. Derrière, marchait le représentant de l'empereur et les plus hauts dignitaires civils et militaires de l'Empire.

Après cela on nous a fait rentrer pendant une heure, puis on nous a fait ressortir pour la cérémonie proprement dite qui a encore duré une heure, et là cela a été moins ordie, car on nous a fait

enlever nos chapeaux et nos manteaux et il faisait un froid à pierre tendre. Nous tremblions tous comme la feuille, mais les milliers de japonais derrière nous dans leurs uniformes dorés restaient impassibles. Il y en a un âgé de quatre-vingt-deux ans qui a attrapé une fusion de poitrine !

On avait placé la charrette avec le cercueil derrière l'autel et, pendant que le chœur exécutait des chants archaïques, une trentaine de prêtres shinto alignés dans la galerie se sont passés l'un à l'autre de gauche à droite puis de droite à gauche et ainsi de suite les éléments du repas funéraire. L'eau, le riz, le saké, le poisson, le faisan, les fruits et finalement des cheveux de coton et de soie, toutes les productions du pays. Après cela on a lu un rescrit, puis l'empereur est venu faire sa salutation, puis l'impératrice, puis l'impératrice douairière, puis les princes du sang et les ambassadeurs. Puis on a desservi l'autel dans le même ordre et avec la même solennité. Alors il y a eu un coup de trompette et tout le monde s'est incliné pendant que le canon tonnait là-bas dans la nuit glacée. C'était très impressionnant.

Dans aucun pays on ne verrait une cérémonie religieuse à laquelle prennent part deux millions d'acteurs et qui s'exécute avec autant d'ordre et de dignité, depuis l'empereur jusqu'au moindre sujet. Même le froid ajoutait à l'impression de grandeur et de pureté. Dans la foule, il y avait un silence profond. Il y avait des gens qui de leur place avaient qu'ils ne verraient rien et qui cependant sont restés assis sur le neige pendant quinze heures sans bouger pour rendre hommage à leur empereur.

Après la cérémonie on a emporté le corps par chemin de fer jusqu'à la gare. Là le cercueil a été chargé sur les épaules de cent hommes spécialement choisis et porté jusqu'à la sépulture définitive dans la montagne par un chemin qu'on avait tracé exprès. Ça n'a été fini qu'à 6 heures du matin et il y a des hommes de soixante-quinze ans qui l'ont suivi d'un bout à l'autre par ce froid. Moi, j'étais à moitié mort, mais content. Je ne suis rentré qu'à minuit. Tu verras une partie de tout cela dans l'*Illustration* (2).

Je t'embrasse.
C'est ma dernière lettre du Japon !

Papa.

(1) NDLR : fille de Paul Claudel.
(2) Célèbre magazine illustré de l'époque.

Asie

AFGHANISTAN : la réunion de la « choura » à Rawalpindi

M. Mojaddedi est élu président, et M. Sayyaf premier ministre d'un gouvernement intérimaire de la résistance

Au terme de débats marqués par de profondes divergences et à l'issue d'une procédure complexe, les représentants de la résistance afghane se sont réunis, jeudi 23 février, de nouveaux dirigeants. M. Sibghatullah Mojaddedi, chef du Jabba (Front de libération national, modéré) a été élu président du gouvernement provisoire. Il a obtenu 174 voix, soit une de plus que M. Abdul Rasul Sayyaf, chef de l'Alliance islamique (Alliance islamique, fondamentaliste) appartenant à la communauté wahabite et soutenu par l'Arabie saoudite, qui devient premier ministre. En vertu du difficile accord entre les sept partis réunis, le dirigeant qui obtient le plus de voix devient président intérimaire pour environ six mois, jusqu'à l'organisation d'élections générales, son second prenant les fonctions de premier ministre et les suivants se partageant les ministères dans un ordre prévu à l'avance : chaque parti disposera ainsi de trois portefeuilles. Les partis chiites refusent toujours de

reconnaître la validité des décisions de la « choura », dans laquelle ils n'ont pu obtenir une représentation qui les satisfasse. Le choix des quelques quatre cent quarante membres de la « choura », qui ont voté en entourant d'un cercle la photographie de deux des sept chefs de l'Alliance — apparaît comme une sorte de test de la popularité de ces dirigeants. M. Mojaddedi, qui dirigeait l'Alliance jusqu'à la semaine dernière et qui avait conclu avec les chiites basés à Téhéran un accord que ses pairs avaient refusé d'accepter, a donc eu la préférence des délégués. Il dépasse d'une courte tête, à la surprise des observateurs, M. Sayyaf, beaucoup moins connu. M. Nabi Mohammadi, chef du Harakat (modéré), arrivé en troisième position avec 139 voix, devrait prendre le portefeuille des finances. On trouve en quatrième position M. Gulbuddin Hekmatyar, le fonda-

mentaliste le plus radical, chef du Hezbi-I-Islami, qui devrait devenir ministre de la défense : il est suivi respectivement par M. Yunus Khalis (chef d'une autre branche du Hezbi, bien implanté sur le terrain), Burhanuddin Rabbani (Jamiat-I-Islami, fondamentaliste) et Sayyid Ahmad Ghalani (du Majlis-I-Islami, modéré). La liste du gouvernement provisoire devait être connue dans la journée de vendredi. Il faudra aussi connaître la réaction des commandants des moudjahidines, qui avaient fait pression sur les dirigeants politiques pour qu'ils parviennent à un accord et qui s'étaient opposés au choix effectué par la « choura » à la fin de la semaine dernière. Le nombre de portefeuilles pourrait être porté à plus de trente, afin de permettre une représentation des chiites ainsi que de personnalités « acceptables » de l'ancienne administration de Kaboul. — (Reuters, AP, AFP.)

Afrique

ALGÉRIE : le référendum du 23 février

La nouvelle Constitution a été approuvée par 73,43 % des suffrages exprimés

Les électeurs algériens ont dit « oui », jeudi 23 février, par 73,43 % des suffrages exprimés — un des plus faibles scores de consultation populaire en Algérie — à la nouvelle Constitution, qui met fin à l'époque socialiste et annonce le multipartisme. En décembre, lors du premier référendum sur les réformes politiques, le « oui » l'avait emporté avec près de 92 points de plus (92,27 %), tandis que le président Chadli Bendjedid avait été

réélu, en décembre dernier, avec 81,17 % des suffrages exprimés.

La participation des 12 961 628 électeurs (78,81 %) s'est, elle aussi, tassée depuis les consultations de la fin de l'année dernière. Elle est même inférieure de 10 points à celle de l'élection présidentielle (88,90 %) et de 5 points à celle du référendum de décembre (83,13 %).

Les réticences des militants du FLN

ALGER. — de notre correspondant

Ce référendum était en fait le dernier acte d'une pièce qui avait vu, en quelques mois, l'Algérie tourner le dos à ses socialistes. Le temps est maintenant révolu du Parti unique et du socialisme que l'ancienne constitution de 1976 consacrait pourtant dans son article Premier. Aucune allusion, non plus, à la Charte nationale, le texte de référence du socialisme algérien, véritable programme politique du Parti du Front de libération national (FLN), dont la Constitution avait été tirée.

La nouvelle mouture est précisée. Elle reconnaît notamment dans son article 40 le droit à la création d'associations à caractère politique (le Monde du 7 février), donc implicitement le multipartisme dont l'ère débute aujourd'hui, pour ainsi dire, vingt-sept ans après l'indépendance du pays. Elle affirme également la séparation des pouvoirs, garantit les libertés individuelles et collectives et institue — comme l'avait promis le président Chadli lors du VIème congrès du FLN, au mois de novembre dernier — un Conseil constitutionnel.

La campagne pour ce référendum avait été plutôt discrète, même dans les derniers jours précédant le scrutin. Quelques affiches avaient été placardées à la hâte, ici et là, vantant toutes les qualités de la Constitution, sous la frimousse de deux enfants, un jeune garçon et une petite fille, mais sans slogan racoleur. Comme si l'Algérie entendait entrer, avec simplicité, dans ce qu'il convient d'appeler sa « deuxième République ».

Le mot enthousiasme des militants du FLN, pour un texte dénué d'idéologie, avait conduit le secrétaire du Comité central du Front à appeler les Algériens à « voter massivement ». L'Union générale des travailleurs algériens (UGTA, syndicat unique), sous l'impulsion directe du parti, avait, à l'unanimité, demandé à « l'ensemble des travailleurs de se rendre massivement aux urnes ». Mais l'UGTA qui, dans le même communiqué soulignait déjà « l'attachement indéfectible aux choix et références idéologiques définis dans la Charte nationale », estimait qu'à l'avenir « les cadres officiels définis dans les textes fondamentaux du pays permettraient aux travailleurs et à leur organisation syndicale de réaffirmer leur attachement au socialisme ». Les divergences internes au FLN et à ses organisations de masse, dont un grand nombre de militants et de cadres demeurent opposés à la refonte constitutionnelle, apparaissent ouvertement. Et l'absence de

consignes de vote formelles traduisent bien le malaise grandissant. Seule l'Union des pêcheurs, commerçants et artisans (UNPCA) avait déclaré fermement son intention, « Unis derrière le FLN », d'aller « aux urnes voter oui ».

Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communistes) avait, lui aussi, sans ambiguïté, appelé à « voter oui massivement pour une réelle avancée démocratique », qui selon l'un de ses tracts est « une forme à la conception de l'Islam qu'ont les masses populaires et les forces de progrès ». Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, berbériste), né il y a deux semaines, à Tizi-ouzou, au terme des assises du Mouvement culturel berbère, n'avait pas donné d'instruction à ses militants pour le scrutin, mais avait clairement annoncé son jeu, lors de sa création dans « l'esprit des réformes politiques en cours ».

Finalement, l'Organisation syndicale du travail (OST, section algérienne de la IVème internationale), dans un long tract argumenté avait été l'une des rares formations à préconiser de « ne pas voter au référendum du 23 février ». Les islamistes, dont plusieurs tendances se sont constituées en un Front islamique de salut (FIS, le Monde du 23 février), n'avaient pas donné de consignes de vote. Cependant, quelques imams avaient, dans leurs prêches, à la mosquée, incité les fidèles à l'abstention.

Multipartisme

Avant le scrutin, les Algériens s'interrogeaient sur la portée et les implications sur la vie quotidienne du nouveau texte. Ils formulaient volontiers leurs griefs, et reprochaient au pouvoir d'avoir préparé la nouvelle Constitution sans aucune consultation populaire préalable. Comme ils avaient également le sentiment d'être l'objet d'un marché de dupe. En votant « non », ils se posaient en défenseurs de l'ancien système fondé sur le Parti unique. En votant « oui », ils approuvaient ipso facto le projet, manifestant ainsi, par la même occasion, leur confiance au pouvoir en place et au président Chadli réélu, le 22 décembre dernier, en tant que candidat unique du Parti unique. Un grand nombre d'Algériens auraient aimé avoir la possibilité d'exprimer leur scepticisme à voir les mêmes hommes conduire des réformes et appliquer des textes à l'opposé du système qu'ils dirigeaient hier encore.

La presse, dans son ensemble s'était faite l'écho de certaines préoccupations populaires. Les colonnes de journaux étaient remplies depuis plusieurs semaines de « libres opinions ». Des tables

rondes étaient organisées par la télévision et les différentes stations de radio qui n'avaient pas hésité à faire débattre contradictoirement des interlocuteurs de bords opposés. Signe des temps, le quotidien du soir *Horizons*, annonçant en première page, la veille du référendum, « en exclusivité » quatre entretiens avec un imam fondamentaliste, un responsable communiste, un représentant du courant libéral et le président de la Ligue algérienne des droits de l'Homme. Jamais, il y a seulement six mois, aucun directeur de journal n'aurait pris le risque — il n'aurait du reste pas eu l'autorisation — de publier les propos de personnes s'exprimant en qualité au nom de partis ou mouvements politiques illégaux.

Ce qui était interdit hier est maintenant encouragé. Et déjà les impatients pensent à demain. L'après-référendum. Car les points les plus importants du texte sont assujettis, pour leur application, à des lois qui seront bientôt votées par l'Assemblée populaire nationale (APN, parlement) où siègent encore des députés sélectionnés par le Parti unique. Un nouveau code de l'information garantissant la liberté d'expression et protégeant les journalistes devrait être présenté à l'APN, ainsi que le code électoral autorisant notamment la liberté de candidature aux élections des assemblées populaires et définissant le mode de désignation du ou des candidats à l'élection à la présidence de la République. Enfin, et c'est primordial, une loi sur les associations à caractère politique sera également soumise aux députés qui définiront le « cadre légal » du multipartisme.

Seule la teneur de ces lois à venir permettra d'apprécier réellement la nature et la profondeur des changements promis par le président Chadli, depuis le 10 octobre dernier, dans son discours qui mettait un terme à une semaine d'émeutes sanglantes (le Monde du 12 octobre 1988).

FREDERIC FRITSCHER.

« Création de l'Union des forces démocratiques ». — Une nouvelle organisation, dénommée Union des forces démocratiques (UFD), vient d'être créée en Algérie à l'initiative de M. Ahmed Mahsas, ancien ministre de l'Agriculture, a annoncé l'agence officielle APS. L'UFD groupe des responsables politiques et militaires de la période de la guerre d'indépendance ainsi que « des jeunes intellectuels révolutionnaires et des militants des différentes sensibilités regroupés pour la réalisation de la démocratie et de la liberté de conscience, d'opinion et d'expression ». — (AFP.)

FOURRURES GEORGE V

Une seule adresse

40, Av. George V. Paris

avant fermeture définitive

AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1908)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris

Vendredi 24, Samedi 25, Dimanche 26, Lundi 27 Février, et jours suivants

MANTEAUX

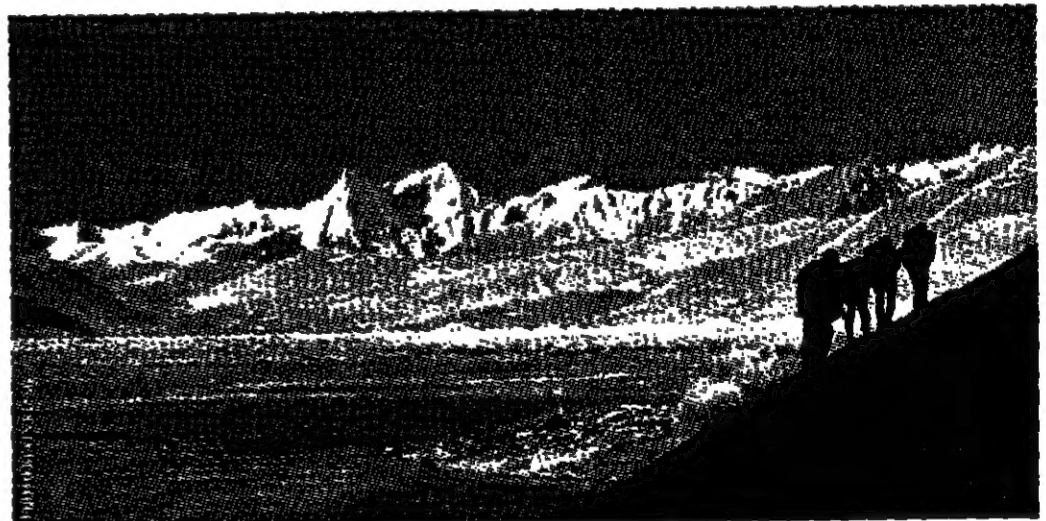
Vison lunaine	28750	16450
Vison dark Saga	24750	15850
Vison Koh-i-noor	35000	18750
Vison pastel morceaux	13750	6250
Castor Canada	35000	18750
Opossum d'Amérique	9850	5250
Renard bleu	24850	11750
Marmotte Canada	26850	12750
Ragondin longs poils	9850	3750
Zorinos	4850	1350
PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850	1450

VESTES

Vison dark	17650	9850
Vison tourmaline	45000	14750
Vison blanc et strass	55000	17250
Renard Virginie	18750	6450
Marmotte	14750	5250
Coyote	14850	4650
Rat d'Amérique	8750	2850
Astrakan beige	8750	1650
Opossum d'Amérique	5450	2950
Lapin	3500	1450

.. à 2 pas des Champs Elysées
Une seule adresse
40, Av. George V. Paris 8^e

140 Marches de Rêve!



Avec Terres d'Aventure, découvrez l'ivresse du marcheur! Le monde entier est à vos pieds, avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée en France et partout ailleurs. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.

Catalogues gratuits sur demande en renvoyant le bon ci-dessous à T.A. 16, rue Saint-Victor 75005 PARIS ou en téléphonant au 43.29.94.50. Minitel 3615 Code TO.

Nom, Prénom	
Adresse	
Téléphone	
Brochure générale France - Pays lointains	<input type="checkbox"/> Catalogue Ski <input type="checkbox"/> Catalogue Haute Montagne
Terres d'Adventure	
LE VOYAGE A PIED	
16, RUE SAINT-VICTOR 75005 PARIS - TEL. 43.29.94.50. MINITEL 3615 CODE TO	
9, rue des Remparts d'Amay 69002 Lyon. Tél. 78.42.99.94	

مركز من الأصل

Europe

URSS : en tournée en Ukraine

M. Gorbatchev assure que « le changement radical ne fait que commencer »

MOSCOU
de notre correspondant

Plus tranquille et serein qu'il ne s'est jamais montré, M. Gorbatchev vient de s'employer toute la semaine à rassurer ses compatriotes — ou plutôt ceux de ses compatriotes qui souhaitent le changement. Arrivé lundi dernier en Ukraine, multipliant depuis baignades de foule, conférences-débats et discours que la télévision retransmet sans crainte de faire long, il n'a cessé d'expliquer qu'il ne fallait rien « dramatiser », que les difficultés rencontrées par la perestroïka étaient « normales » et que la « révolution » entreprise il y a quatre ans serait menée à son terme.

« Qu'est-ce qui ne va pas ? Quels sont les problèmes [de votre ville, de votre entreprise] ? Y-a-t-il des légumes dans les magasins ? », l'a-t-on entendu demander jour après jour. Le premier effet de ces questions a naturellement été de désamorcer les doléances en leur ôtant toute portée critique. On n'accusait pas le secrétaire général — on l'alertait. C'était habile, mais, en fait, M. Gorbatchev a voulu faire passer à son message.

Non seulement il n'ignore pas la gravité des problèmes quotidiens auxquels chacun se heurte, a-t-il implicitement dit à chaque instant, mais c'est précisément leur existence qui rend les changements indispensables, malgré les secousses et les interrogations qu'ils impliquent.

Après avoir « renoncé à son rôle de gestion », a-t-il notamment déclaré dans un long discours prononcé jeudi 23 février à Kiev, le parti doit maintenant s'orienter vers une pratique de « partenariat politique avec les organisations sociales »

afin de déterminer avec elles les priorités exigées par la justice sociale. Ni de près ni de loin, il ne s'agit là de multipartisme. M. Gorbatchev a au contraire bien pris soin d'approuver longuement un mineur qui s'était élevé devant lui contre les « discussions sur la création, comme on dit, d'un deuxième parti d'alternative ».

Il n'en reste moins que cette volonté de « partenariat », même avec des organisations archi-officielles, représente une innovation supplémentaire qui ne sera appréciée de ces « dirigeants de haut et petit rang qui se consolent de l'illusion que tôt ou tard les réformes se heurteront à un obstacle ». Cette « mentalité » existe en effet dans le parti, a déclaré M. Gorbatchev pour conclure qu'il fallait « régler les questions de cadres qui sont mûres pour être tranchées », autrement dit faire tomber des têtes.

Au passage, les syndicats ont eu droit à une volée de bois vert. La nouvelle loi électorale devra être revue, a-t-on entendu, à la lumière de l'expérience acquise pendant la campagne en cours. Le secteur coopératif (c'est à dire privé) doit être encouragé malgré les abus et erreurs de ses premiers pas. L'agriculteur doit redevenir « maître » de la terre et des moyens de production. Bref, a dit et redit le secrétaire général, il ne faut pas dévier d'un pouce de la route choisie il y a quatre ans.

Il faut, au contraire, se montrer plus « révolutionnaire » et apprendre la patience, car « nous avons entrepris un changement radical de tout notre mode de vie, de nos habitudes, d'idées en vigueur depuis des décennies. De tels changements, camarades, ne s'obtiennent pas sans peine et s'accompagnent parfois — nous le savons maintenant d'expé-

rience — de phénomènes douloureux ».

« Tout cela, a-t-il poursuivi, est normal [et] on ne peut pas ne pas souligner la responsabilité colossale qui repose sur nos épaules (...). Nous devons être extrêmement exigeants et autocritiques dans l'appréciation des résultats. Il est très important de ne pas plus tomber dans l'euphorie que de céder à la panique, [car] le changement radical ne fait que commencer. Et le seul moteur capable d'assurer le succès de la perestroïka ne marche pas encore à plein rendement. »

Une visite à Tchernobyl

Quel est ce moteur ? La démocratie, l'auto-gestion, la participation de tous et de chacun aux processus en cours », répond M. Gorbatchev, pour qui « la conclusion principale est qu'il faut résolument marcher sur la voie de réformes économiques et politiques radicales, de la renaissance spirituelle et morale de la société [et] ne nous arrêter devant aucun obstacle ».

Quatre ans après son arrivée au pouvoir, un mois avant les élections, cette tournée avait finalement tout d'une tournée électorale. Sur le fond, le propos était sans surprise, mais le ton, le bon sourire permanent, les petites plaisanteries gentilles, étaient ceux d'un sénateur aux champs.

Le secrétaire général n'a évidemment pas manqué de se rendre à Tchernobyl. Ne pas le faire eût été une faute majeure pour un politicien, et M. Gorbatchev n'en est pas un mauvais.

BERNARD GUETTA.

TCHÉCOSLOVAQUIE

« Les dirigeants récoltent les fruits de leur arrogance »

a déclaré Vaclav Havel au tribunal

Des parlementaires tchécoslovaques ont fait savoir, jeudi 23 février, à l'ambassadeur de Tchécoslovaquie à La Haye que la visite prévue aux Pays-Bas d'une délégation de leurs homologues de Prague « n'était pas la bienvenue » dans le contexte politique actuel. Le député chrétien-démocrate, M. Joep De Boer, a expliqué que, après les condamnations prononcées au début de la semaine à Prague contre des opposants et l'arrestation de plusieurs militants de la Charte 77, il ne serait pas de bon ton de « souligner les relations amicales entre les Pays-Bas et la Tchécoslovaquie ». En revanche, « des militaires néerlandais ont accepté pour la première fois depuis neuf ans l'invitation annuelle de l'ambassade d'URSS à une réception en l'honneur de l'anniversaire de la

création de l'armée rouge. Cette présence s'expliquait, selon un porte-parole du ministère des affaires étrangères à La Haye, par le retrait militaire soviétique d'Afghanistan ».

Dans une interview accordée au mensuel clandestin *Lidove Noviny* et parue jeudi à Prague, Alexandre Dubcek a demandé la libération du dramaturge Vaclav Havel et des autres prisonniers politiques. L'ancien dirigeant tchécoslovaque déclare notamment : « Tout ce qui se passe dans notre société actuellement est la manifestation du mécontentement de la population après vingt années de politique de normalisation imposée, qui visait à effacer la mémoire du peuple. »

violence et de respect de la légalité. (...) »

Plus d'une fois j'ai dit publiquement que le manque de respect persistant à l'égard de l'expression pacifique de l'opinion publique risquait d'engendrer à terme des protestations de plus en plus fortes de la part de la société. Plus d'une fois j'ai dit qu'il n'était dans l'intérêt de personne de continuer à attendre que les gens commencent à manifester et à se mettre en grève. Cela peut facilement être évité par un dialogue sérieux. Ces avertissements ont été ignorés. Les dirigeants actuels récoltent à présent les fruits de leur arrogance.

Je dois faire un aveu. Le 16 janvier, je voulais quitter la place Venceslas aussitôt après avoir déposé les fleurs au pied de la statue à la mémoire de Jan Palach. Pour finir, je suis resté sur la place pendant plus d'une heure, parce que je n'en croyais pas mes yeux. Quelque chose que je n'aurais pas imaginé dans mes rêves les plus fous était en

train de se produire. L'action déchaînée de la police contre ceux qui avaient osé déposer des fleurs, doucement et sans publicité, a immédiatement transformé des gens qui passaient là par hasard en une foule de manifestants. Soudain, j'ai réalisé la profondeur du mécontentement social. Le 16 janvier, j'ai réalisé que la situation était plus grave que je ne l'avais pensé moi-même.

« En tant que citoyen désireux de voir ce pays prospérer en paix, je crois fermement que les autorités finiront par tirer la leçon de ce qui est arrivé et entameront un vrai dialogue avec toutes les sections de la société, sans en exclure qui que ce soit sous le prétexte d'« antisocialisme ». Je pense fermement que les autorités finiront par cesser de traiter les groupes indépendants comme une petite fille qui brise son miroir parce que l'image qu'il lui renvoie lui déplaît. C'est pourquoi je crois fermement que je ne serai pas, à nouveau, injustement condamné. »

Les répercussions du scandale de Rabta et des succès de l'extrême droite

Turbulences à Bonn

(Suite de la première page.)

Scène de ménage sans lendemain ou prémice d'un divorce entre les deux poids lourds de la coalition gouvernementale ? Les paroles assaisonnées, insistantes sur les « excellentes relations personnelles existant depuis longtemps entre les deux hommes », répandues par leurs porte-parole respectifs donnent à penser que M.M. Kohl et Genscher ont décidé de calmer le jeu, estimant que la poursuite d'une polémique publique et l'exacerbation du conflit interne à la coalition pouvait être fatale à cette dernière.

Leur rivalité, qui se traduit par des tentatives d'empiétements du chancelier dans le domaine de M. Genscher et des interventions de ce dernier sur des sujets ne relevant pas de sa compétence, se poursuivra donc de manière feutrée, comme cela n'a jamais cessé d'être le cas, mais l'on se gardera bien de laisser se développer un processus semblable à celui qui avait abouti, en octobre 1982, à la rupture de la coalition social-démocrate-libérale. Si, comme le laisse parfois entendre le président du Parti libéral, M. Lambsdorff, un renversement des alliances est toujours pensable, il n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour.

Pour l'avenir immédiat, c'est-à-dire les élections de 1990, le Parti chrétien-démocrate (CDU) et le Parti libéral (FDP) proposeront aux électeurs la reconduction de l'actuelle coalition, en dépit des clins d'oeil de plus en plus insistants du Parti social-démocrate (SPD) en direction des amis de M. Genscher.

Le « choc berlinois »

Cette hypothèse d'une nouvelle victoire Kohl-Genscher, qui paraissait la plus vraisemblable à la rentrée dernière, est devenue plus incertaine depuis les élections à Berlin-Ouest. A la surprise générale, on a assisté à la percée de l'extrême droite représentée par les républicains, à la remontée du Parti social-démocrate et à la bonne tenue des Alternatifs (écologistes-pacifistes). Le FDP était balayé, et la CDU subissait le contrecoup de ses difficultés sur le plan fédéral en dépit de la popularité de son leader local, le bourgmestre sortant Eberhard Diepgen. Le « choc berlinois » s'est répercuté sur tous les partis qui se voient aujourd'hui contraints de réviser leur stratégie. Comme après une tempête, le paysage reste fondamentalement

le même, mais il est suffisamment modifié pour donner une impression d'étrangeté.

Le phénomène le plus spectaculaire, et le plus remarqué, notamment à l'étranger, a été l'irruption d'une force d'extrême droite, les républicains de M. Franz Schönhuber. L'analogie avec le phénomène Le Pen et la percée du Front national en France a été notée à juste titre : les thèmes xénophobes, populistes, hostiles à la Communauté européenne ont eu un écho certain dans l'opinion ouest-allemande et ce succès révèle un potentiel électoral d'extrême droite susceptible de se cristalliser de manière durable. Mais là doit pour l'instant s'arrêter la comparaison. Le succès des Républicains à Berlin-Ouest tient en partie au fait qu'ils étaient la seule formation d'extrême droite autorisée par les alliés à présenter des candidats dans l'ex-capitale du Reich.

Dans les consultations à venir — les élections européennes, diverses élections municipales et régionales — va réapparaître la profonde division de l'extrême droite, partagée entre l'Union populaire allemande (DPU) de M. Genscher-Frey, qui s'est lancée à fond et avec de gros moyens dans la campagne des élections européennes, le NPD qui n'a jamais réussi à retrouver son influence des années 70, et les Républicains. Occupés à se lancer mutuellement des anathèmes, ces partis se neutralisent et s'empêchent réciproquement de franchir la barre des 5 % des suffrages nécessaires pour avoir des représentants aux divers échelons de la démocratie ouest-allemande.

La perturbation que cause dans le jeu politique la percée de l'extrême droite à Berlin est donc plutôt de nature idéologique : elle contraint les formations se réclamant de la Démocratie chrétienne, la CDU et de la préce champ libre à leur droite. Les manifestations de ce nouveau cours ne se sont guère fait attendre : le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann (CSU), a enfin réussi à persuader ses collègues du gouvernement à durcir la législation sur l'entrée des étrangers en RFA, en instaurant par exemple l'obligation de visa pour les Yougoslaves.

Les Bavarois préparent en outre une opération de grande envergure contre la législation libéralisant l'immigration de grossesse. L'assemblée générale de la

CSU réunie les 18 et 19 janvier à Ratisbonne, a ainsi décidé d'entamer une procédure devant le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe pour attaquer les paragraphes 218 et 219 du Code pénal autorisant l'IVG.

Dans un entretien accordé au début du mois de février à la *Süddeutsche Zeitung*, le chancelier Kohl affirmait que « sous sa direction il n'y aurait ni virage à gauche ni virage à droite de la CDU ». Il a, par ailleurs, pris la défense de M. Heiner Geissler, secrétaire général du parti, vivement attaqué par la droite de la CDU pour sa ligne d'ouverture en direction des électeurs du centre et du centre gauche. Nulles tentations de compromis ou de compromission avec l'extrême droite ne se sont pour l'instant manifestées dans les rangs chrétiens-démocrates, mais le parcours que doit franchir le chancelier jusqu'aux élections est devenu d'autant plus périlleux : ne pas détacher de son parti les électeurs tentés par l'extrême droite tout en évitant des conflits majeurs avec l'allié FDP sur les questions de défense et de sécurité.

Le retour du modèle « Rouge-Vert »

La situation à gauche n'est pas moins complexe. Moins spectaculaire que l'influence de la montée de l'extrême droite sur le comportement des chrétiens-démocrates, l'évolution des Verts et des relations entre ceux-ci et les sociaux-démocrates n'en constitue pas moins un élément nouveau.

Les négociations entre les Alternatifs et le SPD à Berlin-Ouest ont révélé des écologistes-pacifistes prêts à tous les compromis pour, enfin, participer au pouvoir. Ils ont avalé avec une facilité déconcertante les trois exigences posées par le chef berlinois du SPD, M. Walter Momper, à une coopération dans le futur gouvernement de la ville : acceptation du statut de Berlin et de la présence des troupes alliées, application automatique des lois votées en RFA à Berlin et renonciation à la violence comme moyen d'expression politique.

Ainsi l'hypothèse de la formation d'un gouvernement « rouge-vert » à Berlin-Ouest prend chaque jour un peu plus de réalité. Alors qu'il y a deux ans, l'échec d'une coalition semblable en Hesse semblait avoir condamné pour longtemps la stratégie prônée naguère par M. Willy Brandt visant à constituer « une majorité à gauche des chrétiens-

démocrates », celle-ci revient à l'ordre du jour, perturbant la réflexion d'un SPD en plein travail de modernisation de son programme. Peu à peu, au sein de la direction des Verts les « réalistes », partisans d'un compromis avec le SPD pour renverser la coalition au pouvoir, prennent le dessus sur les « fondamentalistes », suivant ainsi la pente naturelle de l'électorat écologiste-pacifiste.

Question de génération aussi : les dirigeants des Verts ont pour la plupart atteint une quarantaine d'années et ont tendance à se laisser aller à entrer dans un jeu parlementaire et gouvernemental qu'ils ne considèrent jadis que comme le complément accessoire d'un « mouvement des masses » aujourd'hui bien essoufflé.

Cohn-Bendit à Francfort

Cette nouvelle donne politique fait actuellement l'objet des réflexions fébriles des états-majors. Les nouveaux affrontements se préparent : lutte symbolique pour la mairie de Francfort le 12 mars prochain — Daniel Cohn-Bendit sera-t-il l'adjoint à la culture d'une municipalité rouge-vert à qui l'on attribue de bonnes chances de succès ? et les élections européennes du 18 juin devraient constituer de nouveaux avertissements sans frais pour une coalition affaiblie par ses malheurs à l'intérieur et ses incertitudes en politique étrangère : sa perte de crédit dans l'opinion tient tout autant aux dégâts causés par la réforme de l'assurance-maladie qu'à un flottement perceptible concernant son attitude vis-à-vis de la modernisation des armements nucléaires tactiques de l'OTAN stationnés en RFA.

D'ici à l'été, le chancelier Kohl espère bien pouvoir redorer son blason : la visite de M. Gorbatchev au mois de juin prochain et son voyage en Pologne à la même époque pourraient faire oublier, dans une opinion surtout sensible aux progrès de la détente, les « panées » de cet hiver. En revanche, une nouvelle dégradation des relations avec les alliés occidentaux, liée à une pression des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur le chancelier pour qu'il consente à la modernisation des missiles à courte portée, pourrait accélérer un processus de décomposition de l'actuelle majorité et provoquer un changement que même ses éventuels bénéficiaires n'attendaient pas si tôt.

LUC ROSENZWEIG.

YUGOSLAVIE

L'état d'exception pourrait être décrété au Kosovo

Le chef de l'Etat yougoslave, M. Rado Dindas, le président de la République de Serbie, M. Petar Gracanin, et le général Stevan Mirkovic, chef d'état-major des forces armées, sont arrivés jeudi soir 23 février à Pristina, la capitale de la province autonome du Kosovo, paralysée par des grèves politiques depuis le début de la semaine. Quel que soient les motifs, la présidence yougoslave avait jugé la situation dans cette région « menaçante » et rappelé que « tous les moyens » prévus par la Constitution et la loi seraient employés pour « sauvegarder » l'ordre constitutionnel. Selon des sources bien informées, l'état d'exception pourrait être décrété dans la province dans les jours qui viennent.

La situation dans cette région autonome rattachée à la Serbie, mais peuplée à 90 % d'Albanais de souche, est depuis de nombreuses années le théâtre de conflits ethniques. Les grèves déclenchées au début de la semaine par quelque cinq cents mineurs albanais de Trepcia, enfermés dans les puits à mille mètres sous terre, se sont étendues à de nombreuses autres entreprises, paralysant ainsi la quasi-totalité des activités.

40000 employés environ auraient cessé le travail.

Les ouvriers, soutenus par les étudiants, s'opposent notamment à la révision de la Constitution de 1974, qui implique, selon eux, la fin de l'autonomie du Kosovo et sa reprise en mains par la Serbie. Les garanties données par les autorités locales et les responsables serbes qui assurent que la modification de la Constitution ne lèsera pas la communauté albanaise de ses droits, sont restées jusqu'ici sans effet. Les protestataires réclament la démission du nouveau chef du parti local, M. Rahman Morina, mis en place par la direction serbe. Selon l'agence officielle Tanjug, des tracts rédigés en albanais sont apparus, jeudi matin, à Pristina et dans d'autres villes du Kosovo, exhortant la population au « soulèvement » général. « Nous ne pouvons plus discuter qu'avec des fusils », proclame un de ces tracts.

Le chef de la Ligue des communistes de Yougoslavie, M. Stipe Suvor, et le numéro un du parti en Serbie, M. Slobodan Milosevic, devraient aussi se rendre prochainement au Kosovo, a indiqué jeudi soir un responsable de la Ligue. — (A.F.P., U.P.I.)

CORRESPONDANCE

La mort d'Ivan Boldizar

A la suite de l'article de Jean Planchais consacré à la mort d'Ivan Boldizar, ancien ministre hongrois (le Monde du 14 février), nous avons reçu de Vercors la lettre suivante :

(...) Je ne sais si Ivan Boldizar est passé opportunément, comme l'affirme l'auteur, de l'extrême droite sous le règne de Horthy à l'extrême gauche sous celui de Rakosy ; je sais, en revanche, que cet opportuniste a fait sept fois de la prison sous le règne de l'un et de l'autre (...). Il aurait justifié, pour la presse internationale, la pendaison de László Rajk ? Étrange. C'est Jean Casson et moi qui avons les premiers, dans *Esprit*, dénoncé le procès truqué, et nous n'avons reçu de lui aucune « justification ».

Après l'insurrection de 1956 j'ai rédigé, signé et fait signer le manifeste contre les chars soviétiques, je n'ai pas reçu davantage de « justification ». En a-t-il adressé à d'autres ? Je ne sais, mais lorsque j'ai peu après fait personnellement sa connaissance, c'est lui qui m'a fait entrevoir, contre toute apparence, avec une clarté voyante qui eût été stupéfiante à l'époque si ce n'était lui justement qui avait sur János Kádár la meilleure influence, une Hongrie devenant gorbatchévienne avant la lettre, et qui serait un jour en vitrine, bien avant Gorbatchev et Deng Xiaoping, le modèle de glasnost que l'on

sait. (...) Pourquoi l'auteur ne dit-il rien de tout cela ? Je ne reconnais pas, dans son portrait, le Boldizar que j'ai connu — sa gentillesse, sa finesse, son humour, sa fidélité en amitié et, plus que tout, sa bonté rayonnante. Il a en ses faiblesses comme tout un chacun ? Il s'est fait des ennemis comme tout un chacun ? Pourquoi n'avoir écouté que ces derniers, et non pas les nombreux amis qu'il avait ? La vérité est autre. Il fallait que cela fût dit.

[Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé de l'information, sous le règne de Matyas Rakosy s'appelait Ivan Boldizar. C'est lui qui était chargé de justifier devant les envoyés de la presse internationale la condamnation de László Rajk, exécuté pour trahison, celle du cardinal Mindszenty, et la terrible dépression provoquée par Rakosy. Qu'il ait eu en 1956 et par la suite une attitude plus digne ne peut faire oublier ses faiblesses. — J.P.]

● AUTRICHE : le ministre du travail tué dans un accident d'avion. — Un appareil de la compagnie autrichienne Rheindotterflug s'est écrasé, le 23 février, dans le lac de Constance (Suisse). Les neuf passagers et les deux pilotes ont été tués. Parmi eux, se trouvait M. Alfred Dellinger, ministre autrichien du travail et des affaires sociales. Le brouillard était extrêmement dense au moment de l'accident. — (A.P.)

Politique

La préparation des élections municipales

Ces chères petites communes

La chose est bien connue : la France ne serait plus guidée sans sa constellation de fromages, sa galaxie de vins et sa myriade de petites communes. Ah ! ces chères petites communes... Toutes irremplaçables ! Malheur à qui dédaigne de clocher ! Tous les partis politiques le jurent : ce n'est pas parce que 90 % des communes françaises comptent moins de deux mille habitants et ne représentent qu'à peine plus du quart de la population du pays qu'il faut en conclure que ce réseau tissé à l'époque de la France rurale n'est plus adapté au monde contemporain.

Dans son récent Manifeste pour les élections municipales, le Parti socialiste lui-même s'en tient à un inébranlable postulat : « Vingt mille communes ont moins de cinq cents habitants et sont proches du saut critique d'activité économique, de services et de moyens, mais le nombre important des communes en France est cependant une grande richesse, notamment parce qu'elles représentent

plus de cinq cent mille élus locaux qui constituent autant d'animateurs dont il serait dommage de priver l'action locale. » Un postulat qui a son corollaire : celui de la coopération intercommunale, qui prend des formes diverses : non aux fusions obligatoires sous prétexte de modernité ! Si l'idée des regroupements impraticables fait son chemin, c'est uniquement en milieu urbain. Ainsi le PS vient-il de se déclarer partisan d'imposer la constitution de

communautés urbaines dans les agglomérations les plus importantes afin que, dans l'Europe de 1993, les grandes métropoles puissent rivaliser avec leurs homologues d'Allemagne, d'Espagne et d'Italie. En milieu rural, en revanche, l'autonomie communale demeure l'un des piliers de la République, et les notables sont ravis d'oser s'y frotter. Voilà pourquoi la bataille en cours dans le sud du département de la Mayenne, autour de la bourgade de Château-Gontier, valait le déplacement, comme valaient d'être visités, dans l'hérault, les sept habitants de Romiguières, qui ne veut pas mourir.

Electeurs de Château-Gontier, « la France vous regarde ! »

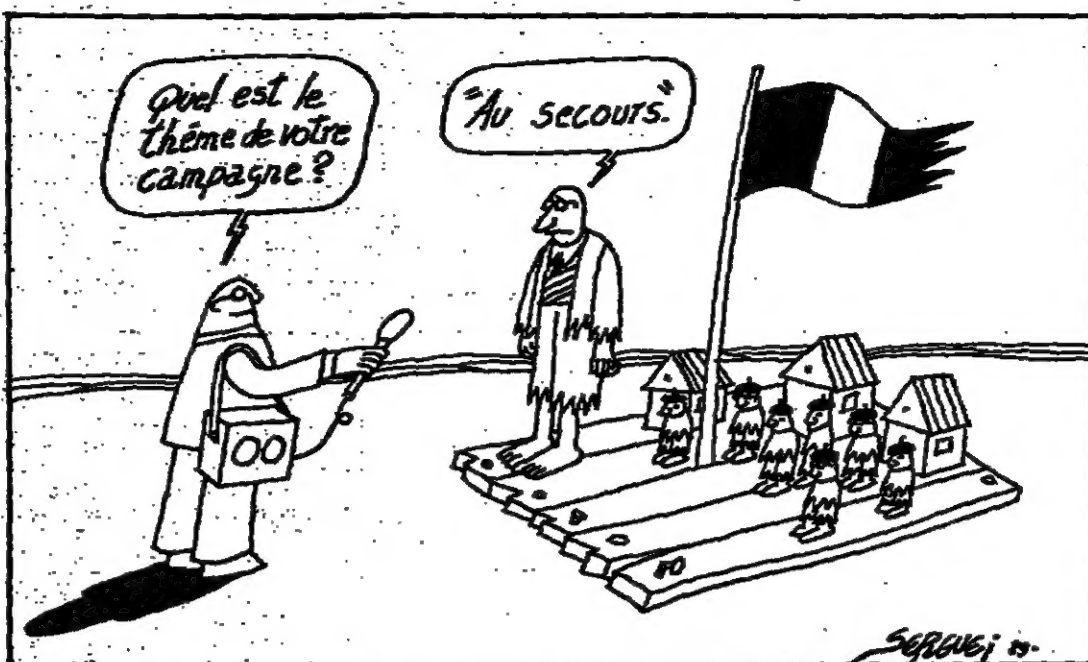
CHATEAU-GONTIER
de notre envoyé spécial

Enfin un débat politique digne de ce nom ! Pas une vulgaire galéjade municipale. Ni une triviale puanteur. Encore moins un guignol lyonnais. Foin des élites parisiennes et des querelles politiciennes ! Ici à Château-Gontier, au cœur de la Mayenne angevine, se joue une partie essentielle, une affaire décisive, une authentique confrontation d'idées et de principes dont l'enjeu est vital pour la contrée : si Château-Gontier gagne son pari, la France comptera trois communes de moins. Les villages d'Azé, Bazouges et Saint-Fort, qui défient ces hordes Castrogontières, leurs voisins, seront déshabillés, relégués dans les ombres de l'administration, avec les autres sous-villages sans grade condamnés aux oubliettes officielles. Si, au contraire, ces trois communes repoussent le défi de Château-Gontier, la physionomie de la France profonde n'en sera pas affectée mais ensuite les principaux intéressés seront peut-être les premiers à en souffrir.

L'homme par qui le dilemme arrive n'est autre que l'entrepreneur maire CDS de Château-Gontier, M. Jean Arthuis, sénateur, ancien secrétaire d'Etat. Au nom du modernisme, de l'efficacité, de l'Europe de 1993 et, tout simplement, du bon sens, le voilà qui mène campagne pour la fusion de son chef-lieu d'arrondissement avec les trois communes sœurs d'Azé, Bazouges et Saint-Fort.

Parler de croisade serait même plus juste, tel que M. Arthuis aime d'ailleurs à le faire. L'union, à ces municipalités qui gémissent depuis 1973 le même district. Et, si, au bout du compte, il n'y a pas de fusion, il y a longtemps que les quatre communes se sont fondées en une seule agglomération, de part et d'autre de la Mayenne, et qu'elles ne forment plus, dans les réalités géographiques, humaines, économiques et sociales qu'un même corps de quinze mille habitants. Leur fusion en une ville nouvelle ne ferait, au fond, qu'adapter le droit aux faits en poussant jusqu'à sa conclusion extrême la logique communautaire d'un district dont le bilan donne satisfaction à tout le monde.

L'intention est louable, l'objectif partagé, mais M. Arthuis, très pressé, peut-être trop. Car sur les bords de la Mayenne, pas plus qu'ailleurs, aucun maire, fût-il le plus mal loti, n'accepte avec bonne humeur de se faire harceler. Les maires sortants d'Azé (2 566 habitants), Bazouges (3 409) et Saint-Fort (823) ont donc fait savoir, dès que l'idée a été avancée, qu'une fusion ne leur paraissait pas opportu-



ne. Les choses ne seraient restées là si le maire de Château-Gontier (8 352 habitants) n'avait alors décidé d'engager contre eux une épreuve de force en transformant les élections municipales en référendum. Dans chacune des quatre communes la consultation se traduira par un vote pour ou contre ce projet de fusion. A Azé, Bazouges et Saint-Fort des listes favorables à la fusion, parées par M. Arthuis, affrontent, sous la même étiquette - « Quatre sur sept » - et le même emblème - un trèfle à quatre feuilles - les listes des sortants « antifusionnistes ». C'est la guerre. L'orgue de Château-Gontier contre les trois mains d'éléphant. La gloire, ville-centre contre les petits autonomistes. Guerre d'école.

Un combat d'idées ? Certes. M. Arthuis a beau jeu de souligner que les structures du district ne conviennent plus aux exigences de l'avenir, que leurs lourds cadres administratifs sont devenus progressivement ingérables, que perpétuer le district consisterait à accroître sa fiscalité jusqu'à la disparition progressive des fiscalités communales, à construire un hôtel distal distinct des maires, bref, à renforcer un organe de décision, qui n'aurait aucun compte à rendre à la population puisque le conseil de district est composé d'états au second degré. Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple ? Même s'ils

font liste à part, les socialistes de Château-Gontier sont parfaitement d'accord, sur tous ces points, avec le maire centriste. « La fusion est parfaitement nécessaire », affirme M. Bruno Hérisé, l'avocat chef de file de la majorité présidentielle locale. Le projet du maire a d'ailleurs été adopté à l'unanimité du conseil municipal.

Les contestataires d'Azé, Bazouges et Saint-Fort, dont les élus appartiennent au même bord politique que le maire de Château-Gontier, répliquent à M. Arthuis sur un autre registre. Ils s'interrogent publiquement sur les motivations réelles de l'ancien secrétaire d'Etat. En usant du même leitmotiv : pour M. Arthuis, disent-ils, la fusion n'est qu'un instrument d'ambition personnelle.

Le plus amer est le maire sortant de Saint-Fort, M. Louis Fommand (divers droite), un ancien député MRP qui va vers ses soixante-dix ans mais qui garde assez de fraîcheur au cœur pour essayer une arme chaque fois qu'il évoque le chômage des jeunes. Ses jugements sur le maire de Château-Gontier charrient, de toute évidence, des ressentiments très anciens. A ses yeux, rien ne troupe plus gracieux que le sénateur qu'il aida naguère à s'installer en politique et qui n'a pas en réponse à sa soif de gratitude. Il dénonce aujourd'hui son « tempérament très personnel et très dictatorial » et affirme sans ambages, en évoquant divers contes, la distance qu'il lui inspire : « Il n'est pas possible d'avoir confiance

en un homme qui m'a trahi et qui veut tout pour lui et rien pour les autres. »

Le maire d'Azé, M. Marcelle Chiron, membre, elle aussi, de l'importante confrérie des « divers droite », n'a pas digéré d'avoir, un jour, été traité par M. Arthuis de « paysan moyenâgeux ». Cette aide-comptable, très jalouse de l'identité de sa commune, reconnaît volontiers que le maire de Château-Gontier représente, pour la Mayenne angevine, une bonne « locomotive », mais elle craint son penchant « pour l'hégémonie » et discerne chez lui, derrière le projet de fusion, une volonté de « pouvoir personnel ».

Le maire de Bazouges, M. Roger Bourgaud (RPR), n'en pense pas moins, mais, fort de belles opérations de rénovation menées dans sa propre commune, il n'éprouve pas le besoin d'en rajouter. Il préfère faire semblant de s'étonner de l'empressement de M. Arthuis : « Le district, c'est aussi la justice et l'égalité fiscale. Pourquoi remettre en cause une structure aussi performante, souvent citée en exemple, au risque de tensions ? »

Un double enjeu

L'enjeu de ce scrutin sera donc double. Le vote sur le projet de fusion donnera une indication sur les préoccupations des électeurs au moment où l'élection européenne de 1993 oblige tous les élus locaux à remettre leur pendule à l'heure. Si

ajoutent au vote de confiance sur la personnalité du maire de Château-Gontier, qui, comme on l'a vu, occupe à la boutonnière, au grand agacement du RPR, une quadruple campagne visant sur le soutien de ceux des électeurs d'Azé, Bazouges et Saint-Fort qui ne se reconnaissent pas dans les postures politiciennes des conseils municipaux sortants.

Jean Arthuis, en bon expert comptable, n'aime pas perdre son temps. Son moniteur se fait plus volontaire, son regard plus aigu quand il dresse l'inventaire des griefs retenus contre lui. Il balise d'un revers de la main les critiques sur son caractère et son style : « Je n'ai pas envie de me démettre pour entrer dans la peau d'un personnage politique. » Variante connue de : je suis comme je suis, si cela ne plaît pas, tant pis ! S'il ne pressait pas, de toute évidence, un malin plaisir à jouer les iconoclastes, il serait presque convaincant lorsqu'il assure qu'en cas de désaveu, il ne faudrait plus compter sur lui, de toute façon, pour continuer à présider un district dont le fonctionnement est désormais perturbé par ces basses « querelles de personnes ».

« Ce n'est pas du changement, explique Jean Arthuis, j'ai quarante ans, j'aurais pu me faire réélire tranquillement ou aller tenter ma chance à Laval, comme on me le conseillait, mais cela ne m'intéresse pas. Je n'ai pas envie de me retrouver à côté d'un homme qui se sentiment d'avoir exercé un rôle public sans avoir pu donner une impulsion déterminante aux choses. Il s'agit de nous mettre en harmonie avec le temps et de rechercher une pleine efficacité dans l'exercice des pouvoirs politiques locaux. Les bécotages sont purement psychologi-

ques. Les élites politiques ne jouent plus parce que la solidarité se crée à l'échelon de notre petit pays. Il faut qu'on cesse de considérer l'espace à administrer comme une espèce de champs clos. Jusqu'à la coopération intercommunale était restée une affaire d'état ; maintenant, la parole est à la population, et c'est bien, parce qu'il faut retrouver une éthique de l'exercice des pouvoirs publics. »

Quitté ou double ? « Poker menteur ! » assure l'avocat socialiste proposé à l'opposition : « Jean Arthuis a du panache, il est bien capable de se retirer, s'il ne gagne pas, affirme M. Hérisé, mais il partirait... pour mieux revenir quand les autres traitent le chercheur. »

M. Arthuis sourit. S'il a de l'ambition, c'est naturellement pour l'ensemble de l'agglomération, confrontée à la concurrence de Sablé, La Flèche, Vitré, Château-Briant. Si par là il a, il s'agit d'un pari sur la maturité politique d'une population « qui a pris le risque de s'inscrire dans une aventure. Si, si, c'est vrai, il a dit à ses concitoyens : « La France nous regarde... »

Les trompe-la-mort de Romiguières

(Suite de la première page.)

Un siècle de combat à reculons contre... Contre quoi ? La Grande Guerre, qui devora tant de pères de famille à l'époque où Romiguières comptait encore plus de cent habitants ? L'invention du tracteur, qui rendit la main-d'œuvre dérisoire avant de dépeupler tous les terroirs dont les champs devinrent soudain trop pentus ? L'invention de la productivité qui bouleversa le rythme ancestral des saisons et ôta aux hommes le goût de la fête, même les jours de la battue au sanglier ?

On ne chasse plus le sanglier à Romiguières. Personne ne viendra plus, selon la tradition, cloquer le sabot de l'animal abattu sur la porte aux trophées dont les reliques, visibles au centre du village, pourrissent dans les toiles d'araignée.

Mais à quoi bon ressasser le passé puisque l'heure est venue de mourir en silence ? D'ailleurs, que pouvaient-ils bien espérer, ces sept survivants d'un monde fossilisé ? Comment ont-ils pu être aveugles au point de ne pas comprendre que Dieu lui-même, au commencement des temps, s'était lavé les mains de leur existence ? Un village peut-il espérer quand il n'a ni église ni cimetière ? Le clocher et le cimetière les plus proches sont à 6 kilomètres, au hameau d'Antignacourt.

S'il n'y avait pas la visite quotidienne du facteur et la tournée hebdomadaire d'un fidèle épiciériste de Lodève, ces derniers habitants de Romiguières auraient peut-être déjà disparu sans qu'on s'en aperçût.

Un miracle

Un jeune homme pourtant croit au miracle : il s'appelle Bertrand Comeau, se passionne pour les technologies modernes, exerce à Montpellier les fonctions d'attaché commercial dans une entreprise performante, porte beau le nom patrilien et manifeste une belle ardeur dès qu'il s'agit d'aider Romiguières... dont il a un an et il est devenu le maire ! Car aussi invraisemblable que cela paraît, ce village moribond conserve son rang de commune pour la simple raison que neuf héritiers dispersés aux quatre coins de France mais restés solidaires de leurs ancêtres s'ajoutent

aux sept résidents sur la liste officielle des électeurs inscrits, soit assez d'électeurs pour composer un conseil municipal de neuf membres.

Comme son père avant lui, Bertrand Comeau a accepté en février 1988 la charge de premier magistrat « pour rendre service » au village des vacances de son enfance qui ne lui demandait qu'une chose : le rétablissement, plus longtemps possible, de l'échecance en assurant le fonctionnement administratif de la pseudo-municipalité. Pendant un an, il s'est acquitté de cette tâche avec ferveur. Il a même remporté un succès insperé en obtenant du conseil général une subvention de 210 000 F pour réaliser une adduction d'eau qui permettrait d'alimenter, à partir d'une source du village, une ferme située sur le territoire de la commune voisine. Mais aujourd'hui ce jeune cadre commercial de trente-cinq ans se pique au jeu, réve de ressusciter Romiguières.

Quel formidable défi ! Bertrand Comeau rêve sans trop se faire d'illusions. Il sait déjà qu'une opération de fusion avec les deux villages d'à côté ne suffirait pas à sauver Romiguières. Il est trop tard.

De toute façon, comme son père l'avait constaté avant lui, cela serait un marché de dupes puisqu'une fusion reviendrait simplement à devoir partager en trois les maigres subventions actuelles. Il songe plutôt à ajouter d'autres gîtes ruraux à celui créé par son père, au grand plaisir des mêmes familles alsaciennes qui y séjournent chaque été. Il faut d'abord, toutefois, trouver les moyens, avec un budget de 180 000 F, d'enrayer la décrépitude de Romiguières, c'est-à-dire de financer la restauration des maisons les moins endommagées. Alors, le jeune maire a convaincu quatre des autres non résidents de le rejoindre au conseil municipal. Il explore ces mystérieux arcanes administratifs qu'il a découverts. Il y recherche quelques bouts de ficelle financiers qui lui fourniraient peut-être une miraculeuse planche de salut.

Ce jeune maire se bat contre la montre pour conserver son patrimoine. En souvenir des siens.

ALAIN ROLLAT.

Condamnées à coopérer

L'émiettement communal est-il pour le pays (au moment où dans la perspective du grand marché européen de 1993 tout le monde a dans la bouche les mots « rassemblement » et « efficacité »), une chance ou un handicap ? Aucun s'insurge et personne ne tranche. Si la démocratie - par le nombre des « bancs d'essai » offerts aux Français imbusés par la politique et le service public - peut y gagner, en théorie du moins, on peut émettre quelques doutes sur les capacités d'une commune de vingt-cinq cents habitants à entrer de plein-pied dans le vingt et unième siècle.

Avec plus de 36 500 communes, la France, c'est bien connu, compte plus de collectivités territoriales de base que ses onze autres partenaires de la CEE réunis. Notre pays s'est même payé le luxe d'augmenter les communes au cours des dernières années : 36 443 en 1982 et 36 538 aujourd'hui.

A titre d'exemple, on recense en Grande-Bretagne 431 districts (auxquels s'ajoutent 10 000 paroisses), 504 communes en RFA et 8 074 en Italie. Mais si, outre-Manche, chaque commune compte 118 000 habitants en moyenne et 20 800 aux Pays-Bas, en France, le chiffre tombe à 1 500. Neuf communes françaises sur dix n'atteignent pas le niveau minimum de 2 000 habitants et sont donc réduites à

vivre dans la mendicité permanente », estime la Fondation pour la communication locale présidée par Michel Grand, qui vient d'écrire une petite brochure intitulée *Regarder sur les municipalités* (1).

Depuis trois décennies les projets des gouvernements successifs pour reconstruire, par l'incitation ou la contrainte, le puzzle municipal n'ont pourtant pas manqué. Mais à chaque fois le saut se sont soldés par un échec. Dans un premier temps, des ordonnances de 1959 à la loi du 16 juillet 1971 dite « loi Raymond Marcellin », le pouvoir central a cherché avec persévérance à promouvoir une politique de fusion et de regroupement. Les (2).

Dès 1974, toute velléité d'action autoritaire est abandonnée en la matière devant les réalités, les individualismes, les levées de bouillottes des élus locaux qui craignent pour leur écharpe. Les propositions du rapport d'Orville Guichard intitulé « Vivre ensemble » de 1978, sur les « communautés » de communes, sont restées lettre morte. Selon M. Jean-Claude Douenne, professeur à l'université de Paris, « la question demeure non résolue à ce jour. Il ne reste, des tentatives passées, que des déclarations successives dont le trait général est de proposer aux communes tout un arsenal de formules de regroupement et d'instituer un certain nombre de

mécanismes incitatifs. Le problème prend une inflexion nouvelle à partir de 1981-1982, dès lors que le développement économique est placé au centre des préoccupations et des compétences locales et qu'une méthodologie du développement local « par en bas » est officialisée » (3).

Les lois de décentralisation votées à partir de 1982 ont sans doute fait progresser la démocratie locale et confié aux maires une part de plus en plus large. Mais au chapitre des structures communales, elles n'ont pratiquement pas pris en compte les impératifs de la coopération, ni dans la nébuleuse des petites communes ni au niveau des zones urbaines. Certes, il existe sur le papier et sur le terrain plusieurs formes de coopération : communautés urbaines créées par la loi du 31 décembre 1966 (neuf pour 4,1 millions d'habitants), districts (cent cinquante-trois regroupant 5,5 millions d'habitants), syndicats mixtes qui rapprochent des collectivités locales et des chambres consulaires, syndicats intercommunaux, syndicats d'agglomération des villes nouvelles, chartes intercommunales dans les campagnes. Communautés urbaines et districts sont des formes de coopération les plus contraignantes, voire « intégrées », car le comportement, pour les communes membres, l'obligation de leur transférer un certain nombre de compétences dites

« obligatoires » (transport, urbanisme, ordures ménagères) et aussi la mise en commun d'une partie des ressources fiscales.

Le loi du 5 janvier, dite « loi Galland », a ouvert une nouvelle voie, le syndicat à la carte. Non seulement les communes peuvent désormais se retirer plus facilement des syndicats, mais ces derniers peuvent être de « géométrie variable », les communes n'y transférant pas toutes les mêmes compétences.

Mais, outre l'attachement personnel et vicieral des maires à « leur » écharpe et à « leur » commune, c'est la délicate question des impôts locaux et surtout des ressources de taxes professionnelles qui bloque toute réforme hardie. Quel maire, qui grâce à une usine, un supermarché ou une centrale électrique sur son territoire touche des millions et des cents en taxes professionnelles acceptera de gauchir de cœur de mettre sa main au pot commun au nom de la solidarité et de la péréquation ?

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

- (1) Fondation pour la communication locale, 35, cours Michelet, 92060 La Défense Cedex 57.
- (2) Entre 1962 et 1974, on a recensé 943 fusions concernant 1 300 communes, mais, par la suite, on assista à un mouvement inverse de « défusions », divorces ou sécessions.
- (3) Jean-Claude Douenne, *L'Action économique locale*, Ed. Economica, 1988.

مركز من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Le maire d'Orly, M. Gaston Viens, est exclu du PCF

Après avoir prononcé l'exclusion, au début du mois, de M. Robert Jarry, maire de Mans, le PCF a pris la même décision contre M. Gaston Viens, maire d'Orly (Val-de-Marne), jeudi 23 février. Ces deux maires étaient en vive opposition avec la direction du PCF sur la constitution des listes municipales.

Rien n'y a fait. Ni les coups de téléphone irrités du secrétaire général du PCF, ni la série de concessions de la section locale du parti, ni l'ultime recours à la fibre de la Résistance : M. Gaston Viens n'a pas cédé. Maire communiste d'Orly depuis 1965 - il a été réélu en 1983 avec 63,24 % des suffrages - M. Viens a été exclu de son parti par sa section (unanimité moins deux voix) et par sa fédération (unanimité) pour avoir constitué une liste, en accord avec la section locale du PS, mais en désaccord avec celle du PCF. Il avait choisi individuellement les communistes qui lui convenaient, écartant quinze des seize membres du groupe communiste sortant. Un seul

de ses adjoints, du PCF, avait accepté de le suivre, passant outre aux conseils de sa section, les autres représentants du PCF se considérant donc « exclus de cette liste ».

Après avoir exclu M. Viens, la fédération a désigné une nouvelle tête de liste, M. Alain Girard, premier adjoint communiste du maire sortant. Conformément à la déclaration commune du PS et du PCF en date du 12 janvier, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire socialiste, a immédiatement expédié une lettre à M. Marchais l'assurant de son soutien et demandant « à ses militants d'Orly de participer à la liste commune ». Il se fait aucun doute que depuis le début de cette affaire (le Monde du 8 février), les militants socialistes d'Orly ont pris fait et cause pour M. Viens qu'ils suivront donc dans l'exclusion. Ainsi qu'elle l'a déjà laissé entendre, la direction du PS va donc prononcer la dissolution de sa section locale. M. Viens devait déposer sa liste à la préfecture du Val-de-Marne vendredi 24 février.

Dans les attendus de l'exclusion de M. Viens, le comité fédéral du PCF

du Val-de-Marne considère que le maire d'Orly « a décidé arbitrairement de constituer, seul, sa propre liste, qui se présente ainsi contre la liste d'union PCF-PS avec la volonté de tenter d'enlever la mairie d'Orly à la gauche ».

Réagissant à l'exclusion de son camarade « reconstruire » communiste, M. Claude Poppey, un des chefs de file des opposants internes à la direction du PCF, a rappelé que M. Viens « avait adhéré en décembre 1942, le jour où Gabriel Péri et Lucien Sampaix furent exécutés par les nazis ». L'ancien membre du bureau politique s'élève contre les « mesures administratives que l'on croit dater d'une autre époque » et souligne que M. Viens « fait partie des hommes qui constituent l'honneur du Parti communiste. On ne peut exclure l'honneur ».

M. Claude Labré, coordinateur national du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC), a déclaré que, avant même la consultation municipale, « le PCF a perdu deux de ses principales villes : Le Mans et Orly ». M. Marchais, c'est la faillite, ajoute M. Labré en notant que « Robert Jarry et Gaston

Viens ont un passé qui honore notre idéal de communiste ». Invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », le 19 février, M. Marchais avait agité le menace d'une « remise en cause » des derniers accords signés avec le PS, si la situation à Orly, considérée par lui comme un cas « national », n'était pas réglée. On ne semble pas s'orienter vers la mise en œuvre de cette menace.

Selon M. Viens, le secrétaire général du PCF a tenté de « faire couvrir [son] exclusion par un comité d'honneur comprenant plusieurs anciens résistants ». Une déclaration signée de M^{me} Marie-Claude Vaillant-Couturier et Gilberte Ducloux, ainsi que de MM. Georges Ségué, André Lajoie et Roland Leroy a été soumise à M. Viens pour l'inciter à rentrer dans le rang.

Le maire d'Orly affirme que « des pressions ignobles », notamment professionnelles et familiales, ont été exercées sur certains membres de sa liste incitant trois communistes à se retirer. Ils ont été remplacés par trois autres candidats dont l'un était en position éligible.

OLIVIER BIFFAUD.

Marseille : l'union de la gauche en « ordre de marche »

Marseille

de notre correspondant régional

Le PS, le PC, le MRG et le GAM ont officiellement présenté, jeudi 23 février, les listes d'union de la gauche dans chacun des huit secteurs municipaux de Marseille. En ce qui concerne le PS, des discussions ont eu lieu jusqu'au dernier moment, notamment pour affiner la représentativité des divers courants. La principale difficulté avait surgi dans le septième secteur (troisième et quatrième arrondissements) où MM. Marius Masse, député, membre du courant Socialisme et République, et Lucien Weygand, un proche de M. Laurent Fabius, maire sortant du premier secteur et premier vice-président du conseil général, se disputaient la tête de liste ainsi que le poste de maire de secteur (le Monde du 18 février). M. Masse, auquel M. Michel Pezet,

qui conduira l'ensemble des listes à Marseille, avait promis, par écrit, l'une et l'autre, a finalement laissé le champ libre à M. Weygand en acceptant de figurer en troisième position mais en se déclarant « libre de tout engagement ». Sur les cent candidats au conseil municipal, le PS en a soixante, le PC trente et un, le MRG quatre, le GAM deux et il y a quatre candidats « d'ouverture » sans étiquette. On ne relève qu'un seul candidat éligible du courant C (Rocard) et un ou deux de l'ex-courant B (Mauroy) contre cinq de Socialisme et République. Les têtes de listes sont, pour le PS, MM. Philippe Sammarco (premier secteur), Jean-Noël Guérini (2^e), Irma Rapuzzi (3^e), Bernard Fagano (4^e), Gérard Bismuth (5^e), Michel Pezet (6^e), Lucien Weygand (7^e) et, pour le PC, M. Guy Herminier (huitième secteur).

G. P.

Divisée, la droite serait condamnée à une « opposition permanente »,

déclare M. Jacques Chirac

Cannes

de notre correspondant régional

Venu soutenir à Cannes la candidature du maire sortant (RPR), M^{me} Anne-Marie Dupuy - qui affronte dans une « primaire sauvage » M. Michel Mouillot (PR) - M. Jacques Chirac a lancé, le vendredi 23 février, un nouvel appel à l'union des forces de l'opposition tant à l'occasion des municipales que lors des prochaines élections européennes. L'ancien premier ministre s'est également prononcé pour la constitution de « deux grandes forces » dans la vie politique française de nature, selon lui, « à créer les conditions pour convaincre et rassembler les Français ».

« Je comprends parfaitement les intérêts des formations politiques, les intérêts des personnes et leurs

ambitions les plus nobles », a déclaré M. Chirac. Mais je dis que si nous n'arrivons pas à maîtriser ces intérêts et ces ambitions (...) nous serons condamnés à l'opposition permanente. (...) Il faut l'alternance. Elle ne sera considérée comme sérieuse et possible par nos concitoyens que si nous leur donnons l'image d'un pouvoir d'alternance crédible. Si demain il apparaît clairement que, par rapport à une force communautaire réduite à 7 % ou 8 %, une force d'extrême droite de la même nature, existant, en France, deux grandes forces, l'une se situant aux alentours de 30 %, l'autre aux alentours de 40 % à 45 %, alors, oui, nous aurons créé les conditions pour convaincre et rassembler les Français sur un effort national. Mais si nous devons indéfiniment apparaître comme divisés, chacun faisant, dans son coin, sa petite cuisine et pensant

à sa petite promotion, alors, oui, nous aurons durablement perdu ».

C'est pourquoi, a-t-il ajouté, nous devons donner cette image d'union profonde, qui est d'ailleurs ressentie par l'ensemble des électeurs d'opposition. Nous devons le faire à l'occasion des municipales, et il faut que nous le montrions à l'occasion des élections européennes où les conceptions en matière d'Europe des différentes formations de l'opposition sont aujourd'hui suffisamment proches pour qu'elles aillent ensemble au combat. C'est ce travail d'union qui doit être, aujourd'hui, la priorité absolue de notre action politique dans l'opposition tant il est vrai que ce qui nous unit est infiniment plus important et plus essentiel que ce qui nous divise qui n'est, généralement, que désordre, partisan, personnel.

G. P.

M. Giscard d'Estaing : « Priorité à la gestion »

« L'enjeu des élections municipales » est de « doter les communes de France des meilleurs maires possibles... des meilleurs conseillers municipaux. Pour cela, il faut donner la priorité à la gestion municipale sur l'action politique », a déclaré jeudi 23 février M. Valéry Giscard d'Estaing.

L'ancien chef de l'Etat prenait la parole au terme d'une convention municipale de l'UDF réunie dans les locaux de l'Assemblée nationale pour analyser et prolonger les thèmes contenus dans le manifeste municipal récemment rendu public par l'UDF (le Monde du vendredi 17 février). M. Giscard d'Estaing a ensuite souligné les « attitudes » et les « valeurs » qu'il importe selon lui de promouvoir à l'occasion de ces élections municipales : « Une attitude de gestionnaire pragmatique, efficace, proche des besoins des gens » ; « une attitude de réforme ».

Il faut « poursuivre et faire respecter la décentralisation » ; c'est « une attitude libérale », a ajouté l'ancien président de la République, pour qui « la décentralisation est l'un des fondements en question et en débat de la démocratie ». Cette affirmation qui consiste à faire remonter les décisions vers le pouvoir central. Le député du Puy-de-Dôme dénonce l'attitude insidieuse des administrations centrales qui tendent à récupérer « des pouvoirs dont le législateur les avait dévolus ».

Opposé à « l'enchevêtrement extraordinaire » des niveaux d'intervention, M. Giscard d'Estaing a suggéré une nouvelle règle possible selon laquelle il ne saurait y avoir « plus de deux niveaux locaux compétents », proposant même une annulation automatique de toutes les opérations qui transgresseraient cette règle. M. Giscard d'Estaing a une nouvelle fois affirmé sa préférence pour un regroupement des dates des élections locales et son souhait de voir « désenchevêtrer notre fiscalité ».

J.-L. S.

Menaces

La campagne municipale prend une tournure inquiétante à Villejuif (Val-de-Marne). M. Salomon Minvan, médecin, tête de liste de l'opposition, soutenu par le RPR et l'UDF, est l'objet de menaces et d'intimidations diverses depuis l'annonce de sa candidature. Il a déposé plainte contre X...

La voiture de son épouse a été couverte de croix gammées. Les appels téléphoniques nocturnes se multiplient pour des fausses urgences. Appelé un soir pour une « visite bidon », il s'est

retrouvé dans une impasse face à deux chiens menaçants qui ne furent retirés par leur maître, caché en retrait, qu'après plusieurs minutes. Un autre soir, affirme M. Minvan, « plusieurs hommes ivres m'ont menacé, et l'un m'a dit : frappe-moi et ta campagne est finie, tu es mort ». « On m'a téléphoné, ajoute-t-il, pour me donner le nom de ma fille, celui de son école et pour me dire : il faut que tu arrêtes, sinon on va te massacrer, on va te violer... » - (Corresp.)

DÉFENSE

Préférant une modernisation de ses Mirage-5

La Belgique exclut toute participation financière au développement du Rafale ou de ses concurrents

Le ministre belge de la défense, M. Guy Coëme, a exclu, jeudi 23 février à Bruxelles, toute participation financière de son gouvernement aux dépenses de développement d'un nouvel avion de combat pour l'armée de l'air de son pays, qu'il s'agisse du Rafale français, de l'EFA européen ou de l'Agile-Falcon américain. Présentant un rapport de l'état-major des armées belges, qui suggère une série d'économies, M. Coëme a estimé qu'il serait « fou et irresponsable » d'engager la Belgique dans un programme, jugé coûteux, d'avion de combat de l'an 2000.

Selon M. Coëme, la soixantaine d'avions Mirage-5 (une version simplifiée du Mirage-III) encore en service dans la force aérienne belge, que le Rafale ou ses rivaux pourraient remplacer à la fin du siècle, feront l'objet d'une modernisation qui sera « réduite au strict nécessaire ».

La Belgique a été invitée à participer au développement de trois appareils concurrents : le Rafale

de Dassault-Breguet ; l'European Fighter Aircraft (EFA), conçu par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne, et l'Agile-Falcon de General Dynamics, dérivé du F-16 américain, dont est déjà dotée l'aviation belge.

Cette participation peut se faire selon des modalités qui varient naturellement en fonction des Etats qui l'offrent à la Belgique. Mais toutes ces propositions relatives à une participation de l'industrie belge au développement de l'avion retenu supposent une contribution financière de l'Etat belge et de la légitimité, assortie ou non d'une obligation d'achat d'une cinquantaine d'exemplaires.

S'il se révélait définitif, le refus de la Belgique serait très préjudiciable dans le cas du Rafale, même si, à plusieurs reprises déjà, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevenement, a expliqué que ce programme d'avion serait continué à la seule charge financière de la France si elle devait se retrouver seule.

M. Michel Rocard : « Nous avons besoin des maires »

LYON

de notre bureau régional

A l'occasion d'un bref passage à Vienne (Isère), ville de M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard a lancé, jeudi 23 février, un appel appuyé aux maires de France pour que les politiques conduites dans les communes, notamment en matière d'emploi, de logement, d'éducation ou de santé, rejoignent les choix retenus sur le plan national. « A la différence de 1983, ces élections municipales s'annoncent bien comme des élections municipales, et non pas

comme le cinquième tour de l'élection présidentielle ou le troisième tour des élections législatives », a expliqué le premier ministre, pour lequel, comme « pour beaucoup de Français, après le président de la République, c'est le maire qui occupe la fonction la plus importante ».

« Il faut à la tête de nos communes des maires et des équipes municipales qui soient à l'unisson avec le gouvernement et le président de la République. Nous avons besoin des communes, nous avons besoin des maires », a insisté M. Rocard. Sur le plan de l'insertion, il a cependant invité les élec-

teurs à choisir entre les candidats selon le critère suivant : « Dis-moi ce que tu fais pour l'insertion des plus démunis, je te dirai de quel côté de la solidarité tu te trouves ».

« Mobiliser ceux qui agissent dans les associations, ceux qui par leur expérience ou leur engagement contribuent au rayonnement de nos valeurs communes, voilà ce que signifie l'ouverture sur la société civile », a poursuivi le premier ministre avant de conclure : « Ce gouvernement représente le monde du travail, il porte la volonté de justice sociale, il est, plus qu'aucun autre, soucieux de convaincre plus que d'imposer ».

J.-L. S.

Situations

● ALFORTVILLE (Val-de-Marne) : alliance entre M. Serge Franceschi (PS-diss.) et les écologistes. - M. Serge Franceschi, le fils de Joseph Franceschi, député et maire d'Alfortville décedé, a annoncé, mercredi 22 février, qu'il a conclu un accord avec les écologistes pour conduire une liste contre celle menée par M. René Rouquet, maire socialiste sortant.

● BOURG-EN-BRESSE (Ain) : désaccord à gauche. - Le PCF présentera une liste composée de « communistes et de progressistes », faute de n'être pas parvenue à un accord avec le maire sortant socialiste, M. Jean Moreteau. Ce dernier devrait avoir sur sa liste deux conseillers communistes sortants. Pour le PCF, « qu'un ou deux élus communistes sortants, en désaccord depuis longtemps avec leur parti, servent de caution ou de faire-valoir à de telles manœuvres politiques ne change rien à l'affaire ».

● CAEN (Calvados) : cavalier seul du PCF. - Le PCF fera cavalier seul en raison notamment du refus des socialistes de précéder, avant la signature d'un éventuel accord, la composition exacte de la liste emmenée par M. Louis Mezardou (PS). Le PCF estime avoir « fait la preuve de [sa] volonté d'union en signant un accord à Hirouville-Saint-Clair,

première municipalité socialiste du département ».

● LIBOURNE (Gironde) : la droite divisée. - Cinq conseillers municipaux de la majorité (UDF-RPR) de Libourne ont rejoint la liste socio-professionnelle conduite par M. Claude Fayat, président du tribunal de commerce de la ville. Le maire sortant, M. André Tauray (UDF-PR), qui conduit une liste d'union (UDF-RPR), met ces défections sur le compte d'ambitions personnelles. - (Corresp.)

● LILLE (Nord) : M. Mauroy débouté. - M. Pierre Mauroy, qui avait assigné en justice M. Pierre Ceyrac, candidat (FN) aux élections municipales de Lille, a été débouté, jeudi 23 février, par le président du tribunal de grande instance de la ville. Le maire de Lille souhaitait la saisie et la mise sous séquestre d'une plaquette, diffusée par M. Ceyrac, intitulée Livre noir sur Pierre Mauroy et sous-titrée « Main basse sur la ville », car ce document constituait, selon lui, « une atteinte à sa vie privée ».

● NANCY (Meurthe-et-Moselle) : un candidat du MRG sur la liste de M. André Rossinot (UDF-rad.). - M. André Rossinot (UDF-rad.), maire sortant de Nancy, a confirmé, mercredi 22 février, la présence sur

sa liste d'« une personnalité de la société civile issue du Mouvement des radicaux de gauche ». En réponse aux craintes avancées par la fédération départementale du RPR, M. Rossinot a précisé que ce candidat, vraisemblablement M. Gérard Michel, avocat, chef de file local du MRG, « sera pris sur la quota des places réservées au Parti radical ».

● STRASBOURG (Bas-Rhin) : réconciliation socialiste. - M. Jean Oehler, député socialiste du Bas-Rhin, a accepté de revenir sur la liste conduite par M^{me} Catherine Trautmann, ancien ministre de M. Michel Rocard. A la veille du déplacement à Strasbourg de M. Rocard, la réconciliation entre les deux chefs de file socialistes locaux a été rendue possible grâce à la permutation de deux personnes sur la liste de M^{me} Trautmann. - (Corresp.)

● TRAPPES (Yvelines) : le PS présente une liste contre l'avis de la fédération départementale. - La section locale du PS de Trappes a confirmé, mercredi 22 février, que M^{me} Christine Vilain conduira une liste contre celle menée par M. Bernard Hugo (PC), maire sortant. La fédération socialiste des Yvelines, qui avait, pour sa part, jugé « satisfaisante » les propositions du Parti communiste, a toutefois précisé que cette décision relevait de la section locale du PS.

EN BREF

● M. Durafour : des renversements dans la majorité. - M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, élevé mercredi 22 février au rang de ministre d'Etat à la suite de l'entrée de M. Maurice Faure au Conseil constitutionnel, a souligné, jeudi 23 février, que « l'ouverture a été continue depuis le départ ». Selon M. Durafour, qui était interrogé par Sud-Radio, la perspective de 1993 pourrait provoquer « après les municipales et les européennes, notamment dans l'établissement du budget, des renversements sensibles dans la majorité ».

● M. Emmanuelli (PS) : bienvenue. - M. Henri Emmanuelli, numéro deux du Parti socialiste, a approuvé, jeudi à Antenne 2, la proposition de M. Michel Durafour, en précisant que « personne n'est contre le fait que des hommes venus du centre ou même de la droite travaillent sur les orientations du président de la République ». « Si d'autres veulent rejoindre M. Durafour, a précisé M. Emmanuelli, ils seront les bienvenus ».

● M. Méhaignerie (CDS) : le feuilleton de l'ouverture. - M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé, jeudi sur France-Inter, que l'« ouverture [était] un peu le feuilleton du pouvoir ». « On s'y perd d'ailleurs en allers et retours. (...) Moi, je jure aux actes », a ajouté M. Méhaignerie.

La Grèce et Dassault ont aplani leur différend sur les Mirage-2000

La France a rempli plus vite que prévu ses obligations en matière de compensations liées à la vente de quarante Mirage-2000 à la Grèce, selon une source officielle au ministère de l'économie, que rapporte l'AFP. L'an dernier (le Monde des 19 et 23 mars 1988), le gouvernement grec avait décidé de bouter le côté français de remiser, par la France, de ses trois premiers Mirage-2000 pour protester contre le fait que Dassault ne respectait pas ses engagements.

Selon le ministre de l'économie, M. Pansoy Rouméliotis, les quatre firmes françaises concernées (Dassault, SNECMA, Thomson et Matra) ont déjà investi en Grèce 1 005 millions de francs de crédits, soit 628 millions de francs en investissements industriels, 350 millions en exportations de biens et de services, et 27 millions en programmes de formation dans le tourisme de collaboration avec l'office du tourisme.

Selon M. Rouméliotis, les firmes françaises ont ainsi pratiquement rempli leurs engagements pour les trois premières années (juin 1985-juin 1989), qui s'élevaient à 1 006 millions de francs. Elles ont aussi pris de l'avance pour la tranche

juin 1989-juin 1992, dont 25 % des obligations sont déjà remplies.

La valeur d'achat des Mirages, dit-on au ministère, s'élève à 7 934 millions de francs, dont 4 800 millions (60 %) doivent être couverts par des compensations. - (AFP.)

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e

Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE

ARCHITECTURE - BEAUX-ARTS

RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

Politique

Le PS prépare son congrès idéologique

Les socialistes doivent-ils faire leur perestroïka ?

Le Parti socialiste a commencé la préparation de son congrès idéologique, prévu pour le printemps 1990 et qui doit permettre de définir la doctrine du PS pour l'an 2000. Ce congrès extraordinaire ne remettra pas en cause les instances dirigeantes du parti, qui seront élues au congrès ordinaire de l'automne prochain. Le choix de cette formule est destiné à faciliter un débat interne moins dominé par les préoccupations tactiques des différents courants.

Les dirigeants socialistes se sont inspirés, pour la préparation de leur congrès idéologique, de la méthode suivie par les socialistes espagnols, qui avaient procédé, pour moderniser leur programme, à des consultations de spécialistes de diverses disciplines. La première de ces « auditions publiques », selon la formule du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, a eu lieu jeudi 23 février. Elle sera suivie d'autres réunions du même genre, dont les comptes rendus feront l'objet de livraisons spéciales de la Nouvelle revue socialiste, diffusées auprès des militants. Le travail d'élaboration des textes s'engagera ensuite.

L'audition de jeudi soir — qui tenait davantage du colloque, aucune question n'étant posée aux intervenants — a porté sur deux thèmes : 1) la mondialisation de l'économie et politique économique ; 2) mutations technologiques et démocratie salariale. Avant qu'il ne soit abordé, M. Mauroy a justifié l'organisation d'un congrès idéologique par la nécessité d'une « prospective politique, cette grande absence de l'actualité ». Pour le premier secrétaire, le consensus ne doit pas se nourrir de la « confusion de l'esprit », mais du « respect de la pensée de l'autre ».

Rappelant les propos de M. François Mitterrand, qui avait déclaré à l'hebdomadaire du PS, *Vendredi* : « Je crois à la force des idées, donc à l'idéologie » (le *Monde* du 5 janvier), M. Mauroy a évoqué les principaux sujets de réflexion qui s'imposent aux socialistes : l'avenir d'une économie planifiée, mondiale par définition, qui rend vaine l'action de tous les gouvernements en ce domaine ; les conséquences néfastes du « modèle libéral » dont, a-t-il dit, l'entreprise

idéologique est telle que nous avons trop souvent cessé d'exercer la critique ; la construction européenne, la perspective de 1993 entraînant des mesures « lourdes de régression sociale » ; l'innovation sociale ; la redéfinition du rôle de l'Etat « dans la logique d'une société d'économie mixte » qui suppose « une planification sans doute plus stratégique, plus décentralisée, favorisant plus encore la concertation » ; enfin, « un mode de relation nouveau avec le politique », afin de convaincre les citoyens que « la complexité d'une société moderne ne les rejette pas dans l'impotence face à une classe de décideurs et de techniciens ».

La menace d'une explosion sociale

Pour M. Mauroy, ces questions sont proches de l'actualité, car « quand le dévoiement du capitalisme se fait machine à guerre contre les entreprises elles-mêmes, contre les problèmes de liberté de conscience et d'opinion nous venons sous la forme de militants de pays étrangers, quand un mouvement social menace d'exploser alors même que des efforts considérables sont engagés, sans doute convient-il de chercher d'autres réponses ».

Les grands déséquilibres de l'économie mondiale ont été présentés par M. Michel Aglietta, professeur à l'université Paris-X, qui a insisté, notamment, sur les conséquences de la suspension de la convertibilité du dollar en or, en 1971, et du rôle de la monnaie américaine dans les échanges internationaux. M. Aglietta a souligné la nécessité de faire progresser l'union monétaire européenne et d'établir des règles entre les trois grands pôles que constituent, alors le Japon, l'Europe et les Etats-Unis, ceux-ci étant notamment invités à répartir leur dette entre leur propre monnaie, le yen, et la monnaie européenne, afin de remédier au déséquilibre dû à la faiblesse du dollar. M. Aglietta a souligné, aussi, que le service de la dette des pays pauvres doit être proportionné à leurs capacités de paiement.

Face à la mondialisation de l'économie, dans laquelle elle voit, en fait, une « guerre économique », Mme Cécile Chazart, députée européenne, s'est prononcée pour un rôle plus actif de l'Etat-nation. Rappelant l'importance des grands pro-

grammes américains — Manhattan pendant la dernière guerre, puis Apollo et, aujourd'hui, l'initiative de défense stratégique —, estimant que le Japon applique, lui aussi, un programme d'exploitation concurrentiel des innovations technologiques que ses savants mettent au point ensemble, M^{me} Chazart a dénoncé, sous l'étiquette « programme », des initiatives industrielles et commerciales de ces deux pays. L'Europe des Douze n'étant, à ses yeux, « qu'un avenir », M^{me} Chazart estime que la France doit compter d'abord sur ses propres forces.

Si M. Manuel Escudé, responsable du PS espagnol (le PSOE), a décliné lui aussi, dans une certaine mesure, l'idée qu'une « programmation stratégique » assurée par l'Etat est, « dans une économie ouverte, plus nécessaire que par le passé », M. César Lafontaine, vice-président du SPD et ministre-président de la Sarre, a, au contraire, vigoureusement combattu l'Etat-nation, notion, selon lui, aussi « dépassée » que pouvait l'être le duché et les principautés auxquelles elle avait succédé. Pour M. Lafontaine, les socialistes doivent revenir à leur source et remettre au goût du jour l'internationalisme, car c'est pour le plein emploi, ni celui de la justice sociale, ni celui de la défense de l'environnement, ni, naturellement, celui de la paix, ne peuvent être atteints dans le cadre national.

Dépasser le cadre national

« Nous devons réaliser notre propre perestroïka », a déclaré le vice-président du SPD, faisant écho à un groupe de M. Mauroy qui s'était demandé si « les idées » n'étaient pas « à l'Est » et « à l'ouest ». Selon M. Lafontaine, « les partis politiques ne peuvent plus défendre leur programme dans un cadre purement national ». S'agissant des idées, a-t-il dit, ils doivent comprendre, et il dit, que les idées ne sont pas des « idées », mais qu'elles sont des « idées », et qu'elles doivent être inscrites dans la réalité, dans la réduction des dépenses militaires et la fin des exportations d'armes vers le tiers-monde. « La mondialisation de l'économie », a-t-il conclu, nous contraint à être non pas moins, mais davantage socialistes.

M. Dominique Taddei, membre du comité directeur du PS, ancien

député, a plaidé dans le même sens, tout en attirant, lui aussi, l'attention sur les problèmes que pose l'Europe sociale. M. Taddei estime que, pour le patronat européen, le grand marché ne doit être que le moyen de faire prévaloir la logique du libéralisme mondial, tandis que le mouvement syndical n'est pas assez fort pour en imposer une autre. Il a souligné, en outre, qu'aucune perspective de baisse du chômage n'apparaît, en France, à terme de cinq ou six ans, et que ce problème ne pourra être résolu qu'en combinant croissance économique et partage de l'emploi.

Le débat sur les mutations technologiques a été introduit par un exposé de M. Benjamin Coriat, professeur de sciences économiques à l'université Paris-VII, qui a développé l'idée selon laquelle ces mutations induisent elles-mêmes des réformes de l'organisation du travail faisant appel à l'initiative et à la responsabilité des salariés. Une telle évolution n'est pas assurée, selon M. Coriat, qui a décrit le risque de voir s'imposer soit un modèle purement libéral, porteur de « désorganisation sociale », soit un modèle « libéral tempéré », passant par la mise en place de politiques de revenu minimum garanti. Ce dernier modèle est, défendu, selon M. Coriat, à la fois par un patronat « moderniste », prêt à financer de telles politiques pour s'assurer la paix sociale, et par « des forces sociales qui demandent du revenu sans travail ».

On n'en a pas moins entendu MM. Yves Lasfargues, professeur de gestion, et Lionel Zinson, ancien conseiller de M. Laurent Fabius, aujourd'hui contrôleur de gestion chez BSN, défendre l'idée que l'évolution technologique de démocratie dans l'entreprise, MM. Jean-Paul Jacquier, membre du secrétariat confédéral de la CFTD, et Francesco Forte, responsable du programme du PS italien, se sont montrés plus réservés sur les chances de voir les salariés imposer de telles évolutions. M. Lasfargues a demandé si on n'allait pas assister à la résurrection d'une sorte d'austro-marxisme, d'une théorie selon laquelle le progrès technique et économique imposent par lui-même la socialisation de l'économie. Le PS défendrait-il, sinon le parti des managers, du moins celui des bons managers ?

PATRICK JARREAU.

POINT DE VUE

Le Conseil constitutionnel en campagne

par Yves Mény
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris

Les dernières nominations au Conseil constitutionnel témoignent de la place que cette institution occupe dans la vie politique française. Les trois membres qui viennent d'être choisis par le chef de l'Etat et les présidents des Assemblées se situent au plus haut niveau et on ne peut que se réjouir, à priori, de ce qu'un ministre en exercice, à la tête d'un département ministériel de premier plan, préfigure le Conseil aux délices de l'action politique.

La satisfaction serait toutefois plus complète si Maurice Faure décidait de renoncer à la totalité des mandats politiques qu'il détiendrait. On sait que les fonctions de membre du Conseil sont incompatibles avec celles de ministre, de député ou de sénateur. Ce que, l'on sait moins, c'est que la Constitution et les lois organiques permettent de conserver les mandats locaux.

Cette situation, dont on ne s'explique la persistance que par la généralisation du phénomène de cumul et par l'indifférence totale à la notion de conflit d'intérêts, est à vrai dire tout à fait exceptionnelle au sein des démocraties occidentales. Et à défaut de pouvoir changer immédiatement les textes, les nouveaux titulaires devraient avoir la décence de renoncer à toute fonction politique.

Déjà en 1988, M. Jozsef-Marigné, président du conseil général, avait cru bon de renoncer à nouveau dans la compétition politique et d'offrir au spectacle ridicule d'un membre du Conseil allant s'écrouler sur les côtes de la Manche dans un canot pourtant considéré comme un fiât. En 1989, la situation est encore pire : Maurice Faure est en pleine campagne électorale dans sa bonne ville de Cahors. Que l'on ne prenne pas que les mandats locaux soient d'importance secondaire et apolitiques, la gestion d'une ville ou d'un département constitue, aujourd'hui, comme hier, des enjeux politiques essentiels.

On tend toujours à penser le local en termes de village et de clocher. Quelle illusion ! Les élus locaux d'aujourd'hui sont certes des milliers de maires de petites communes, mais ce sont surtout les grandes notables qui structurent le paysage politique. Pourvu qu'il ne renonce à un mandat politique national, les maires de Lyon, de Grenoble ou de Paris pourraient être nommés au Conseil.

C'est tout simplement inacceptable. De surcroît, un maire participe à l'élection des sénateurs et, en l'occurrence, qui pourrait nier, au-delà de son vote personnel, l'influence politique de Maurice Faure dans son département ? La notion de séparation des pouvoirs, née en France, est décidément bien difficile à faire rentrer dans les faits.

La femme de César

Mais il y a plus grave : les membres du Conseil constitutionnel qui conservent des postes de responsabilité au niveau local sont amenés à prendre des décisions réglementaires et à gérer des fonds publics. Le « sage » de la rue Montpensier peut commettre des erreurs que le préfet (ou tout citoyen) peut déléguer au conseil du tribunal administratif. Ses décisions budgétaires ou financières sont soumises au contrôle de la Cour des comptes.

Même si les « arrangements » et les « bonnes manières » rendent ces cas de figure hypothétiques, sauf cas de faute grave, on ne peut en exclure l'éventualité. La encore, le membre du Conseil constitutionnel doit être comme la femme de César : au-dessus de tout soupçon. En tant que juge de la norme la plus haute, le loi, il doit éviter de se fourvoyer lui-même dans les arnaques à peu près inévitables de la vie politico-administrative. Car si le Conseil est une institution où le juridique et le politique sont intimement liés, il faut se garder d'y introduire la « politique politicienne », même par les biais apparemment inoffensifs.

Sur la longue route de sa transformation en Cour suprême, indépendante des autorités politiques et administratives, le Conseil constitutionnel a encore du chemin à faire : il faut rendre plus strict le régime des incompatibilités et prévoir que les conseillers qui seraient atteints par le virus électoral (local ou national) devront démissionner avant d'entrer en campagne. Ni aux Etats-Unis, ni en Allemagne fédérale, ni en Italie, où les cours constitutionnelles sont à la fois puissantes et prestigieuses, de tels cumuls ne sont autorisés. La sagesse voudrait que les nouveaux « sages » évitent d'eux-mêmes de se mettre dans des situations conflictuelles. A défaut, le législateur devrait, le plus rapidement possible, mettre fin à une confusion des genres inacceptable.

Le Carnet du Monde

<p>Naissances</p> <p>— Isabelle et Jacques BLOT, Chère et Agnès, ont la joie d'annoncer la naissance de Blanche, le 20 février 1989, 10, rue Claude-Dalme, 92190 Meudon.</p> <p>— Jean et Elizabeth MONIZEPAT et Charlotte ont la joie de faire part de la naissance de Margot, à Papete le 29 janvier 1989. Haut-Commissariat, Polynésie française, La Résidence, Papeete.</p> <p>Décès</p> <p>— Profondément affligé, Jean Back, son mari, Jean-Michel et Huguette Benedick et Lorenzo, Roland et Denise Benedick, Gilles et Nadine, Michèle, Lily, Nicole, Jean-Paul et Laurent, ses enfants et petits-enfants, ainsi que les familles parentes, alliées et amies, font part du décès de Danyse BACK-MAUS, leur épouse, maman, Mimim, enlevée à leur tendre affection, le 21 février 1989. La défunte repose en la chapelle du cimetière de Plainpalais, rue des Rois, 6A, à Genève, où ses parents et amis pourront se recueillir le vendredi 24 février à 10 h 30. 34, avenue Krieg, 1208 Genève. 4, rue Robert-de-Traz, 1206 Genève. 48, via Ruvigliana, 6962 Vigonovo.</p>	<p>— Le directeur Et le personnel de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon, Les enseignants, Chercheurs, Personnel administratif et technique Et les élèves du département génie mécanique développement de l'INSA, ont la tristesse de faire part du décès de M. Daniel BERTHE, professeur des universités, directeur du département génie mécanique développement, survenu le 15 février 1989.</p> <p>— M^{me} BONNET, M. et M^{me} Gérard Bonnet, Jean-Baptiste, Véronique, Marie-Geneviève, M. et M^{me} Jean-Loup Bonnet, Olivier, Carole, Damien, ont la tristesse d'annoncer que Laurence nous a quittés le 19 février 1989. Les obsèques ont eu lieu le 21 février à Vanhoveys (Isère), dans la stricte intimité familiale. Une messe sera célébrée le lundi 13 mars, à 18 h 30, en l'église Saint-Merri à Paris-4, 77, boulevard Lannes, 75116 Paris. 12, rue Saint-Rémy, 10000 Toulouse. 31, rue Guillemainot, 75014 Paris.</p> <p>— Marguerite, Annie et Jean-Jacques, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de France CHUPOT, dite Maya, survenu le 22 février 1989. « Hope la mab » 16, boulevard Harriot, 56100 Lorient.</p> <p>Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.</p>	<p>— Lydia Gabay, son épouse, Marc, Sherry et Léa Gabay, Joëlle et Howard Shuman, Suzy, Claire, Laura et Roy, ses enfants, David et André Ekenazi, ont la tristesse de faire part du décès de André GABAY, vice-président honoraire de l'Union libérale des Filles de France, directeur fondateur de la revue <i>Homewaves</i>, membre du bureau chargé de Congrès juif mondial. L'inhumation a eu lieu le lundi 20 février au cimetière parisien de Pantin. 18, rue Ribera, 75016 Paris.</p> <p>— M^{me} Cécile Lardera et André Ekenazi, ont la douleur de faire part du décès de Berte LARDERA, sculpteur, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier des arts et lettres, survenu à Paris, le 23 février 1989. La cérémonie aura lieu samedi 25 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6. 18, rue de Seine, 75006 Paris.</p> <p>— Jean-François et Yves Thoraval ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Rolande-Thérèse PROSSY-THORAVAIL, professeur honoraire, cheffe des Palmes académiques, leur mère, survenue le 14 février 1989, à l'âge de soixante-cinq ans. Priez pour elle ! L'inhumation dans le caveau de famille a eu lieu dans l'intimité le vendredi 17 février, au cimetière de La Chapelle-Montligeon (Orne). 34, avenue Théophile-Gautier, 75016 Paris.</p>	<p>— André Maria, sa fille, Didier et Magali Monnot, ses petits-enfants, font part du décès de Henri MARIA, le 16 février 1989, à Nice. 3, rue de la Lyce, 06000 Nice.</p> <p>— M^{me} Lucie Maurat, M. Emile Legras, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} veuve Edmond MAURAT, née Charlotte Legras, survenu le 21 février 1989. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 février, à 10 h 30, en l'église des Blancs-Manteaux, 12, rue des Blancs-Manteaux, Paris-4, suivie de l'inhumation au cimetière de Montparnasse.</p> <p>— Haim et Francine Burstain, Rémi et Monique Halkin, ses enfants, Albert Penso, sa belle-sœur, Charlotte Penso, ses petits-enfants, Raoul, Gil et Hader Burstain, Christophe, Gilles et Clément Halkin, ses neveux, Chantal, Corinne, Jean-Luc et Assia, Philippe Penso, Arnaud Labelle-Rojoux, ont la douleur de faire part du décès de Claire PENSO, à l'hôpital Bichat, Paris, le 21 février 1989, dans sa soixante-dix-septième année. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière du Père-Lachaise (Paris). M^{me} Victor SAMMARCELLI, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Victor SAMMARCELLI, née Pauline Lazard, survenue à Toulon, le 16 février 1989. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.</p>	<p>— M. et M^{me} Humbert Solente, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} François Solente et ses enfants, M. et M^{me} Pierre Solente et leurs enfants, M. et M^{me} Paul Solente et leurs enfants, M^{me} Marie-Thérèse Solente, M. et M^{me} François Ader et leurs enfants, M^{me} Elvire Solente, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Leroy d'Amigny, M^{me} Foa, ses sœurs, M^{me} Germaine Solente, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Henri SOLENTE, née Germaine Foa, survenu le 22 février 1989, à l'âge de quatre-vingt-un ans. La cérémonie religieuse sera célébrée le 25 février, à 11 heures, à Saint-Pierre de Chaillot, Paris-16. L'inhumation aura lieu à Bergeron-Laruns (Basses-Pyrénées), le 27 février à 11 heures.</p> <p>— François Vaudou, Olivier et Josette Vaudou, Patrice et Fabienne Babelaire de Lanlay et leurs enfants, Aurélie et Blaise, Valérie Vaudou, Agnès Vaudou, Marie-Odile Vaudou, Et les familles parentes et alliées, ont le chagrin de faire part du décès de M^{me} Isabelle Lucy VAUDOU, née Payot, oblate du monastère Saint-Benoît, au Bouveret (Suisse), rappelée à Dieu, le 28 janvier 1989, à l'âge de cent un ans. 10, rue Albéric-Magnard, 75116 Paris. 4, place d'Armes, 10096 Cully (Suisse).</p>	<p>— Les amis de Richard Roud se réunissent autour de sa famille pour honorer sa mémoire le 28 février 1989, au The Loft, 126, Fifth Avenue, New-York, à 17 heures précises.</p> <p>Richard ROUD, (1928-1989), chevalier de la Légion d'honneur, fondateur et directeur du New-York Film Festival (1963-1987), directeur artistique du Festival (1987-1989). Ses cendres seront inhumées à Boston, dans la plus stricte intimité, dans le cimetière de famille.</p> <p>— M^{me} Raymond Vilain, son épouse, M. Charles-Henry Vilain, son fils, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de docteur Raymond VILAIN, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, chevalier de l'Ordre national du Mérite, membre de l'Académie de chirurgie, survenu le 18 février 1989, à Neuilly-sur-Seine. La cérémonie religieuse a été célébrée à Bobare (Isère), dans l'intimité familiale, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 1^{er} mars, à 19 heures, en la chapelle de Notre-Dame-de-la-Compassion, place du Général-Koenig, Paris-17. Cet avis tient lieu de faire-part.</p>
---	--	---	---	---	--

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-88-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

مكتبة من الأصل

مكتبة من الأصل

10 Le Monde • Samedi 25 février 1989 •



ENTRE EN ACTIONS

Avec ses trois millions d'associés, la Ligue de l'Enseignement est présente aujourd'hui dans chaque commune, dans chaque quartier.

Aux associations adhérentes, aux collectivités locales, comités d'entreprise, coopératives, mutuelles et groupements divers, la Ligue propose des actions éducatives, sociales et culturelles qui s'adressent à tous les âges, à tous les milieux et s'appuient sur un ensemble imposant de prestations et de services. Tout au long de l'année 1989, la Ligue initie, organise ou conduit des centaines de manifestations de toute nature et dans tous les secteurs, parmi lesquelles :

SPECTACLES EN VIE :

21-28 février - ÉPINAL
Festival de spectacles vivants pour le jeune public.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM POUR JEUNE PUBLIC :

13-18 mars - ALENÇON
Enfants de l'image, images de l'enfant.

QUATRIÈME UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DU TOURISME ET DES LOISIRS :

21-23 mars - ANNECY
L'Europe et les vacances des jeunes.

QUINZAINE DE L'ÉCOLE PUBLIQUE :

12-28 mai - TOUS DÉPARTEMENTS
L'école publique, une école pour l'égalité.

QUINZAINE DU CINQUANTAIRE DE L'UNION SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT DU PREMIER DEGRÉ (USEP) :

16-25 mai - LYON
60.000 participants enfants.

LE MOIS DES CLEF 89 :

Juin - TOUS DÉPARTEMENTS
Comité Liberté Égalité Fraternité : pour la souveraineté nationale.

CRITÉRIUM NATIONAL D'ATHLÉTISME UFOLEP :

1^{er}-2 juillet - AMILLY/Loiret
1.000 compétiteurs.

87^e CONGRÈS DE LA LIGUE :

5-7 juillet - TOULOUSE
— Les Etats Généraux des Cercles Condorcet.
— Laïcité, nouvelles attitudes.

JAZZ IN MARCIAC :

10-15 août - MARCIAC/Gers
Festival international.

10^e UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE LA COMMUNICATION :

28 août/1^{er} septembre - CARCANS-MAUBUISSON
Les contenus et les services de l'Europe de la communication.

TROISIÈME SYMPOSIUM INTERNATIONAL DE L'ÉDUCATION A LA PAIX :

13-15 octobre - PARIS
40 pays participants.

Toutes ces manifestations témoignent de l'action nationale de la Ligue.

De nombreuses autres manifestations sont organisées dans toute la France à l'initiative des 100 Fédérations et des 38.000 Associations locales.

Ligue Française de l'Enseignement et de l'Éducation Permanente



3, rue Récamier - 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél.: 43.58.97.33

Conception et réalisation : P. H. & J. H.

Société

La crise pénitentiaire

Le garde des sceaux propose des créations de postes pour les gardiens de prison

Un millier de surveillants ont défilé, jeudi 23 février, à Paris à l'appel des trois principaux syndicats, FO, UAPF et la CGT, des jardins des Tuileries à la place Vendôme protégée par des cordons de CRS. Au même moment, le ministre de la Justice présentait de nouvelles propositions dans un document envoyé à l'ensemble du personnel pénitentiaire.

Le garde des sceaux, qui rappelle qu'il lui est « impossible » d'accéder à la revendica-

tion principale des surveillants, le « cinquième », propose notamment la création de deux cent soixante emplois de grades — premiers surveillants, surveillants-chefs, et chefs de maisons d'arrêt, — et une amélioration du déroulement de la carrière des agents. Les mesures annoncées, qui représentent, avec celles qui découlent du protocole d'octobre dernier, « une avancée sans précédent » seront effectivement appliquées par le gouvernement.

Mais M. Arpaillange assortit ces propositions d'un nouvel avertissement : « Je considère dans ces conditions que le mouvement engagé par certains il y a trois semaines doit maintenant cesser. Ministre de la Justice, il m'appartient de faire respecter la loi et d'assurer le service public de la justice. Je prendrai donc les décisions qui s'imposent vis-à-vis de ceux qui, à compter de ce jour, continueraient d'en entraver le fonctionnement ».

Manifestation des Tuileries à la place Vendôme

La démonstration d'une unité fragile

Ils ont surgi du fond de la rue de Rivoli et se sont installés au bord des arcades, derrière une banderole de drap blanc arborant crânement : « Les détenus eux aussi ont leurs revendications ». Et ceci à 50 mètres à peine de la manifestation des surveillants. Les agents en rouge regroupés derrière les banderoles de tête ont immédiatement sorti leurs sifflets à roulettes tout en scandant vigoureusement : « Nous ne sommes pas vos larbins ». Pas question de se laisser voler la vedette. Cette journée préparée avec soin était « le grand rendez-vous des surveillants ».

Regroupés le long du jardin des Tuileries, les surveillants — en uniforme pour certains — se comptent et se reconnaissent à la son de la Corne de Jean Ferrat diffusée par le camion sonorisé de la CGT. La plupart grimacent. Ils préfèrent la « Marseillaise » à la « Internationale » bien de protestation. Mais l'unité syndicale fragile. C'est là que se joue le miracle que l'UAPF et la CGT se soient entendus, dit l'un d'eux. Il ne faut pas gâcher ce tableau.

Tous se souviennent que, il y a à peine une dizaine de jours, Jacques Vialelles, secrétaire général de FO pénitentiaire, quittait le ministère de la Justice sous les huées de ses « collègues » de la CGT, qui l'accusaient alors de « magouiller avec l'administration ».

Toujours le cinquième

Cette fois, les trois responsables syndicaux, Jacques Vialelles (FO), Gilles Sicard (UAPF) et Désiré Derensy (CGT) sont côte à côte. Les sourires sont parfois un peu crispés-mais l'ambiance est là. Et les photographes s'en donnent à cœur joie.

« Cent soixante-dix établissements sont représentés », lance Jacques Vialelles. Les unions régionales CGT ont mis leurs yeux à la disposition des surveillants, mais la plupart des véhicules sont « montés » à Paris en faisant escale ici et là pour prendre leurs camarades. Le car parti de Lamoignon jeudi, à 2 heures du

matin, s'est ainsi arrêté à Toulouse puis à Saint-Martin de l'Indre. Chaque fois, une vingtaine de surveillants sont montés à bord.

« Je suis maintenant environ un millier. Un millier à scander en chœur : « Nous voulons le cinquième ! », puis : « Nous aurons le cinquième ! » Le ton est décidé, le propos bien repété, mais, depuis le début du conflit, le cortège semble s'être malgré tout effiloché. Lorsque le chœur se tait, tous finissent par admettre qu'ils « savent bien » qu'ils ne l'obtiendront pas.

« Internationale » et « Marseillaise »

Pourquoi donc le demander avec une telle obstination ? Pour le « symbole », disent certains. Pour obtenir le maximum en matière de retraite, précisent d'autres. En tête de cortège, Jacques Vialelles, lui, évite à tout prix de parler de ce maudit « cinquième » qui paralyse toutes les négociations. Au chapitre des revendications, il préfère évo-

quer désormais « une amélioration du régime des retraites ». Voilà qui autorise plus de souplesse dans les discussions.

Place Vendôme — où est situé le ministère de la Justice — un cordon de CRS barre le trottoir. L'arrivée des surveillants était attendue : le mur d'un marchand de tissus d'ameublement est orné du mot « matons », accolé à une croix gammée. Non loin de là, un slogan à la bombe proclame : « Non à l'isolement ». Les surveillants passent en silence, la tête haute. Comme s'ils n'avaient rien vu. « Nous avons prouvé que nous pouvons rester unis », lance Jacques Vialelles au mégaphone. Il faut maintenant se disperser. Aucun sifflet. Aucune protestation. Les CRS n'ont pas l'air très inquiets. Les surveillants reprennent calmement leurs banderoles, en scandant distraitement « Arpaillange démission ». Mais là-bas, autour du micro, l'unité syndicale se fissure. Les militants de la CGT entonnent en souriant les premières mesures de l'Internationale, « pour mettre de l'ambiance », disent-ils. Les surveillants répliquent par une vigoureuse Marseillaise. Le tout finit dans un étrange brouhaha. Ce soir, il n'y aura pas de chanson.

ANNE CHEMIN.

Les délits d'initié

Genève accorde son concours à la justice française dans l'instruction de l'affaire Pechiney

La justice genevoise a déclaré « admissible » la demande d'entraide judiciaire sollicitée par la France dans l'affaire des délits d'initié de Pechiney. C'est ce qu'a fait savoir, jeudi 23 février, M. Paul Perraudin, juge d'instruction à Genève, après avoir rencontré sa collègue française, M^{me} Edith Boizette, chargée à Paris de l'information judiciaire ouverte après la publication du rapport de la COB. M^{me} Boizette, qui venait de Bern, pourrait se rendre prochainement à Zurich.

En faisant savoir que les autorités judiciaires du canton de Genève « admettent » la requête française, M. Perraudin a précisé qu'il allait maintenant pouvoir procéder aux actes d'instruction sollicités par M^{me} Boizette. Il aurait ainsi à entendre les responsables ou dirigeants de plusieurs banques et sociétés financières de Genève nommées dans la demande de Paris, parmi lesquelles

Socofinance SA, la banque privée de Genève et Unigestion SA. Ces sociétés étaient déjà mentionnées dans le rapport des enquêteurs de la Commission des opérations de Bourse. Cependant, elles ont la possibilité de déposer un recours contre la décision judiciaire comme elles auront la possibilité d'en exercer une autre au cas où l'enquête genevoise conduirait à une communication à la justice française de documents ou pièces qui pourraient être saisis.

Pour sa part, M^{me} Boizette a déclaré qu'elle était « très satisfaite » de son déplacement en Suisse. Le concours de la justice suisse pourrait contribuer à savoir par qui ont été données les ordres successifs d'achat et de vente des 91 000 actions Triangle, opérations dans lesquelles apparaissent la société genevoise Socofinance et la banque d'Anguilla International Discount Bank and Trust (IDB).

L'auteur présumé d'un attentat dans le Finistère est inculpé et écroué à Paris

Arrêté par la police judiciaire de Brest, puis transféré à Paris, Robert Chever, trente-neuf ans, goémonier, domicilié à Plouguerneau (Finistère), a été inculpé, jeudi 23 février, de destruction de biens immobiliers et dégradation d'objets immobiliers en « relation avec une entreprise terroriste », par M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris, chargé des affaires de terrorisme. Robert Chever a été placé sous mandat de dépôt. Son inculpation fait suite à l'attentat à l'explosif commis dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 février contre la mairie de Plouven (Finistère) (Le Monde du 21 février).

BREST de notre correspondant

Au cours d'une garde à vue de quatre-vingt-seize heures à Brest, Robert Chever a reconnu avoir posé la bombe à la mairie de Plouven, mais, compte tenu des éléments qu'il ont recueillis, les policiers le soupçonnent d'être aussi l'auteur de plusieurs autres attentats commis depuis août 1988 également dans le Finistère.

Bricoleur ingénieux, il avait mis au point un système de ramassage hydraulique des algues, considéré comme une petite révolution dans la profession. Mais il s'était mis aussi à fabriquer des bombes à partir de

cylindres de fonte bourrés de chlorate de soude.

Robert Chever nourrissait une vive rancune à l'égard de l'institution judiciaire à la suite de son incarcération dans l'affaire de l'incendie criminel de la mairie de Landéda en 1983, auquel il ne toute participation. Le dossier est aujourd'hui en cassation. En 1986, alors que les gendarmes étaient venus l'interroger pour cette affaire, il tira un coup de feu en l'air, ce qui lui valut trois semaines d'emprisonnement. C'est alors le début de la saison des algues. Le goémonier, qui s'était endetté, subit un manque à gagner important. Les huissiers saisissent son tracteur. Depuis, Robert Chever avait entrepris de se faire justice lui-même.

GABRIEL SIMON.

Tension à Reims après le meurtre d'un Français d'origine maghrébine

L'arsenal de la boulangerie

REIMS de notre envoyé spécial

Quatre armes protégées par le petit chiffre d'affaires de la boulangerie-pâtisserie-confiserie de la rue Lesage à Reims, réalisées grâce aux croissants de l'aube et du week-end, puisque les personnes âgées du quartier ne mangent plus de baguettes.

La carabine 22 long rifle dormait sous le lit de la boulangerie, le pistolet à grenaille surveillait le porcinasse de l'intérieur, le fusil à pompe était rangé à portée de main, le pistolet automatique était caché dans le four de la cuisine. Un arsenal pour un couple de petits commerçants en état de légitime défense permanent.

La rue Lesage court le long de la voie ferrée entre la gare et les quartiers de la banlieue de Reims, ont été logés quelques milliers de harkis qui, après avoir vécu sous tentes dans le Midi pendant quelques années, ont été émerveillés par l'eau chaude et les sanitaires de la cité des Epinettes du pont de Witry.

C'était il y a vingt ans. Leurs enfants, nés à Reims, sont moins admiratifs et le centre social du quartier, tout neuf en 1986, a déjà perdu ses vitres, ses poignées de portes, sa bibliothèque et son magnétophone.

On les prend pour des « beurs » alors qu'ils se font régulièrement aux jeunes d'origine tunisienne ou algérienne dont les parents sont arrivés après les leurs dans les banlieues rémoises. On leur refuse l'entrée dans les discothèques. Ils ont une copine « française », des beaux-parents « français », sans parler de leur carte d'identité, mais cela ne semble jamais suffire.

Les yeux fermés et les pommettes rouges par un jet de bombe lacrymogène expédié par le videur de la boîte Le Palace, dimanche dernier, Djamel Abdelkhalik, vingt et un ans, vient à signaler qu'il mange pourrais du porc : « Ma mentalité, elle est certainement française ».

La boulangerie, Marie-Joëlle Garnier, vingt-six ans, vit avec le boulanger, Jacky Toillon, quarante-sept ans, et son fils Patrick, vingt ans, qui fait office de mitron. Selon son avocat, M^{re} Roland Mathieu, la jeune femme n'avait jamais tiré un coup de fusil avant de tuer, le 12 février à 6 h 15 du matin (Le Monde du 15 février), Ali Rafa, vingt-trois ans, fils d'un harki devenu agent hospitalier. Elle visait le plafond, elle a atteint le jeune homme en pleine tête du côté droit alors qu'il sortait du magasin. Le juge, Jean-Marie Lion, a sanctionné cette erreur de trajectoire d'une inculpation d'homicide volontaire. Le boulanger a été inculpé de détention

illégal d'armes de quatrième catégorie.

Cinq amis d'Ali Rafa ont été inculpés de vols, dégradation volontaire et voies de fait pour s'être servis de croissants et de brioches, bien sans avoir, cassé la porte du magasin et frappé le boulanger. Après le coup de feu, selon les premiers éléments de l'enquête, avant, selon la thèse que défend le couple depuis que M^{re} Henri-René Garand a rejoint la défense.

Jacky Toillon s'est réfugié « à la campagne » sans son arsenal et il a peur. On ne saura donc pas pourquoi et comment il s'est procuré un pistolet automatique. Ali Rafa, de toute manière, a été tué à la carabine par M^{re} Garnier, descendue de sa chambre alors que Patrick tenait déjà les clients en joue avec le fusil à balles de caoutchouc.

« La pègre importée »

Jacky Toillon ne fait pas partie du comité national de soutien à la « courgeuse boulangerie », créé par le Front national pour défendre les petits commerçants contre « la pègre importée » et le fisc. « On n'a rien demandé à personne », déclare M^{re} Mathieu. La défense ne tient pas à ce que le crime prenne une coloration raciste.

Le parti de Jean-Marie Le Pen n'a pas moins manifesté, jeudi 23 février, devant la boulangerie, députés européens Michel Collinot en tête, pour réclamer la remise en liberté de « Marie-Jo » et annoncer la création d'un Rassemblement des entreprises libres et des indépendants (REL). M. Collinot a réclamé la reconduite à la frontière des amis d'Ali Rafa, tous Français.

Comme on lui demandait à quelle frontière les ramener, il a réfléchi et assuré : « Les enfants des harkis, nous les défendons ».

Puis il a ajouté que la justice devrait être « répressive », que la peine de mort était « le seul moyen de faire craindre la canaille », pendant que la centaine de manifestants criaient : « Socialistes assassins » et « Arpaillange démission ». Pierre Descares, président du Syndicat national des professions libérales, a proclamé que « l'Etat n'était plus dans l'Etat » et que « Rome n'était plus dans Rome » et tout le monde a chanté la Marseillaise.

La manifestation départementale des boulangers, prévue vendredi 24 février, devait être la quatrième en une semaine à Reims, après celle du Front national, celle des commerçants (cent cinquante personnes) reçus à la sous-préfecture et au parquet et celle de SOS-Racisme (mille personnes dont Harlem Désir)

devant une mairie fermée pour l'occasion. Le défilé antiraciste était silencieux. Parmi la dizaine de jeunes qui portaient la banderole « Même justice pour tous », un commerçant a reconnu l'un de ses voleurs sur la photo publiée dans le journal l'Union et le jeune homme a été placé en garde à vue.

Gardiens à vue

Reims, ville aisée, n'admet que difficilement l'existence d'un problème sérieux, même si le taux de délinquance, après une brusque augmentation, n'était pas supérieur en 1988, selon le comité communal de prévention, à son niveau de 1985. Mais l'ambiance est à l'agressivité et « la ville s'arme », comme s'en inquiète un membre du comité. La détention d'armes à l'air chose banale. L'avocat de la boulangerie possède le même pistolet d'alarme qu'elle.

Sur les mille cinq cents personnes gardées à vue l'an dernier, la moitié étaient des mineurs. La brigade criminelle commence à reprendre des affaires à la brigade des mineurs, débordée. Une partie des jeunes sont impliqués dans des procédures soit comme plaigants, soit comme inculpés, et, dans la ville, lorsqu'on parle du commissariat de police, on dit simplement « Rockefeller », du nom de la rue où il était situé. « Les gens que nous paillons ont régulièrement sur eux un pistolet à grenaille, un couteau ou une grenade lacrymogène », indique un policier. Matériel en vente libre dans les supermarchés ou les armureries, comme le 22 long rifle et le fusil à pompe des boulangers de la rue Lesage.

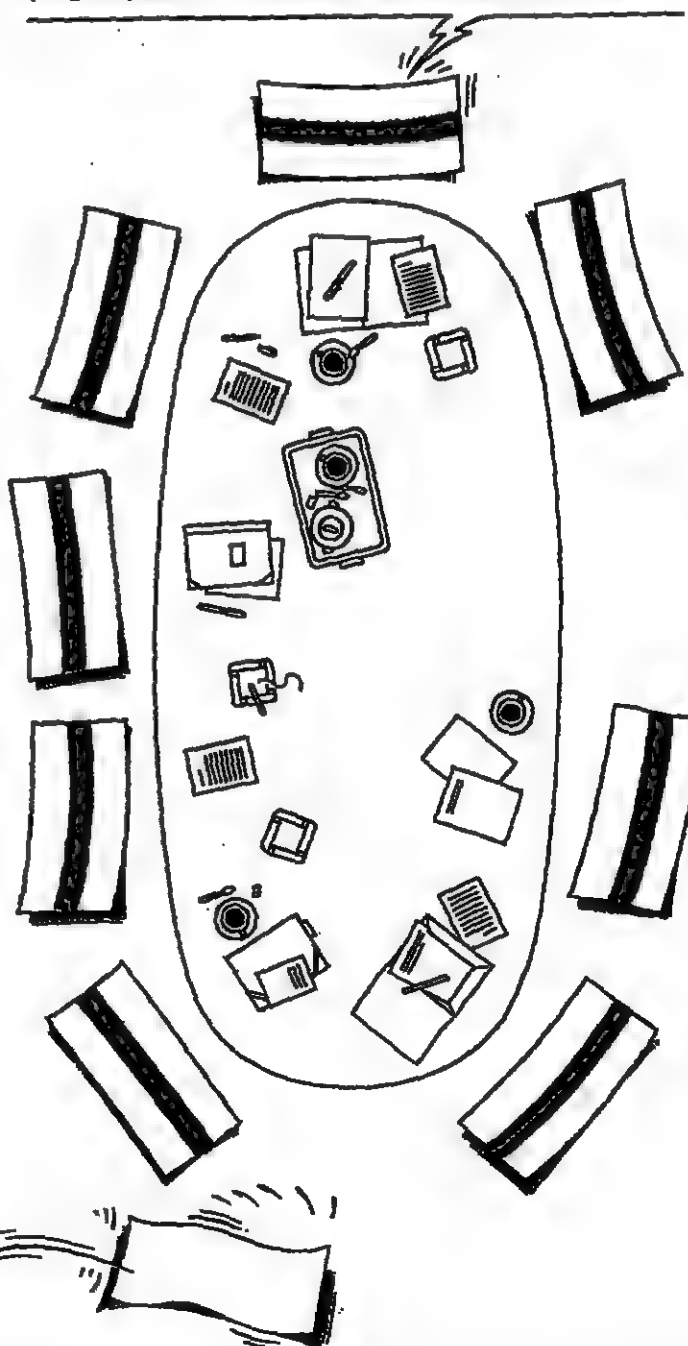
Ali Rafa, maçon, père de deux enfants, avait effectué, à ce croire un policier, « un nombre impressionnant de gardes à vue », même s'il n'était pas « un bandit de grands chemins ».

En novembre, il avait été inculpé de séquestration de personne après avoir emmené en « promenade » une jeune skin pendant une demi-heure dans sa voiture avant de la ramener à un arrêt de bus et de garder son blouson de cuir. Mais, pour avoir évoué au sujet d'Ali Rafa « la mort d'un jeune voyou », l'unique journal local, l'Union, a été envahi par une dizaine de jeunes qui ont renversé tables et plantes vertes et brûlé quelques papiers.

Les jeunes Français musulmans ne veulent être considérés ni comme des « voyous », ni comme des « beurs », mais ils se posent la question : « Que sommes-nous ? Quel statut avons-nous ? »

CORINE LESNES.

AH ! C'EST VOUS, BERNARD... JUSTEMENT NOUS PARLIONS DE VOUS...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

RAITP

مركز من الأصل

SCIENCES

Dans un rapport rendu public

L'Agence de l'énergie atomique évalue la sûreté de la centrale de Saint-Alban (Isère)

« Bon élève, mais peut encore mieux faire ». Telle pourrait être l'appréciation finale de l'équipe d'experts mandatée par l'Agence internationale de l'énergie atomique pour inspecter, du 24 octobre au 10 novembre 1988, la bonne marche de la centrale de Saint-Alban (Isère).

L'AIEA, qui contrôle — entre autres — la conception, la construction et l'exploitation des centrales nucléaires de ses Etats membres, met en effet à la disposition de ceux qui en font la demande, depuis 1983, des équipes d'examen de la sûreté d'exploitation nucléaire.

Chargées de visiter une installation nucléaire et de faire un rapport sur son état de sûreté, ces équipes, composées de 10 à 15 personnes très expérimentées (souvent eux-mêmes responsables de centrales), étudient pendant deux à trois semaines, sur place, les pratiques locales d'exploitation. Une première installation nucléaire française, la centrale de Tricastin (Drôme), avait fait en 1983 l'objet d'un tel examen.

Non obligatoires, ces missions ont pour rôle « de faire une comparaison objective entre les mesures de sûreté en vigueur dans la centrale considérée et d'autres mesures, qui ont fait leur preuve à l'échelle internationale », afin « d'établir à une plus grande efficacité dans la pratique ». Objectif du bicaudé est apparu plus nettement encore après l'accident survenu dans la centrale nucléaire soviétique de Tchernobyl, en avril 1986. Depuis cette date, les demandes de mission OSART (operational safety review teams) mises en œuvre par l'AIEA

Fin 1987, le gouvernement français sollicitait auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) l'organisation d'une mission d'évaluation de sûreté portant sur la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère), dont les deux réacteurs de 1 300 MW ont été mis en service industriel par EDF en mai 1986 et en 1987. Rendus publics jeudi 23 février à l'initiative du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN) dépendant du ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, les conclusions de ce rapport pourront, par extension, bénéficier à l'ensemble des réacteurs de ce type.

se sont d'ailleurs multipliées. A ce jour, vingt-huit d'entre elles ont été organisées au total dans le monde.

Mené par une équipe de quatorze experts et trois observateurs (provenant de l'AIEA et de onze Etats membres), l'examen OSART effectué à l'automne 1988 sur la centrale de Saint-Alban, située sur la rive gauche du Rhône à une cinquantaine de kilomètres au sud de Lyon, a porté sur huit domaines : l'exploitation de ses deux réacteurs à eau pressurisée (PWR), la gestion et l'organisation, la formation et la qualification, l'entretien, l'appui technique, la radioprotection, la chimie de la centrale et, enfin, la préparation pour les cas d'urgence. Rendus publics pour la première fois, les conclusions de leur rapport ne manquent pas de rassurer les responsables de l'installation, ainsi, si besoin est, que la population avoisinante.

« Saint-Alban est une centrale exploitée de façon sûre et fiable, et elle dispose de toutes les ressources nécessaires pour conserver ces bonnes performances dans l'avenir », souligne en effet l'AIEA. Les

experts mettent ainsi en lumière un certain nombre de « pratiques recommandables » pouvant être retenues comme des exemples à suivre, concernant notamment les méthodes de travail et de radioprotection, les équipements mis en œuvre pour la chimie, le suivi de l'étanchéité des enceintes par système informatisé. Leurs conclusions soulèvent cependant plusieurs questions relatives à une amélioration possible de la sûreté, auxquelles il convient d'accorder une attention tout aussi grande.

Résumé des détails d'alarme

Ainsi, dans le domaine de la gestion, les experts estiment que « l'organisation en cas d'urgence, en particulier en ce qui concerne les moyens immédiatement disponibles compte tenu du temps d'intervention des secours extérieurs ». De même le plan d'urgence interne de Saint-Alban, s'il permet « de répondre efficacement au niveau du site même, en cas d'incident ou d'accident » et assure « une surveillance

adéquate de l'environnement et une protection suffisante du public », gagnerait selon l'AIEA à être amélioré afin de « réduire les délais d'alerte ».

Actuellement, les dispositions prévues par l'organisation pour informer les autorités civiles dans l'éventualité d'un accident sont en effet de l'unique ressort de la direction de la centrale, le chef de quart et l'ingénieur sûreté radioprotection (ISR) n'étant pas autorisés à déclencher le plan d'urgence, même si la situation requiert une action immédiate.

Chargé de préparer et de mettre en œuvre toutes les actions techniques relatives à la sûreté des centrales, le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), qui souligne que « c'est par les questions particulières qu'elle soulève que la mission OSART confirme son intérêt », précise que l'autorité de sûreté française « veillera à ce que l'exploitant lui propose des réponses adéquates ».

Le rigoureux programme de sûreté nucléaire mené par l'AIEA, quant à lui, dépasse largement nos frontières. A terme, l'objectif de l'Agence internationale reste en effet que les différents Etats concernés « se mettent d'accord sur la sûreté d'exploitation qu'on est en droit d'attendre des centrales ». Et ce non par des décisions d'ordre administratif, « mais bien par l'acceptation spontanée de pratiques éprouvées et économiques ».

CATHERINE VINCENT.

MÉDECINE

Après cinq ans d'observations

Des chercheurs français et sénégalais envisagent l'existence d'un second virus de l'hépatite B

Des chercheurs français et sénégalais ont annoncé, le jeudi 23 février, à Genève, avoir réuni un ensemble de données scientifiques permettant de penser qu'il existe un second virus, inconnu jusqu'alors, de l'hépatite B (1). Cette annonce a été faite au cours de la conférence internationale pour l'éradication de l'hépatite virale B, qui réunit à Genève près de neuf cents spécialistes venus du monde entier. Si elle est confirmée, cette découverte pourrait compliquer sérieusement les stratégies actuelles de prévention par vaccination.

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Les observations du groupe de chercheurs dirigé par le professeur Pierre Coursaget (CHU de Tours) portent aujourd'hui sur près de deux cents personnes. Une centaine d'enfants sénégalais et une centaine de militaires français ayant pour la plupart séjourné dans des régions africaines où l'on sait que l'hépatite virale B sévit de façon endémique.

Pour tous les cas, la même « silhouette » sérologique a pu être retrouvée. Les personnes concernées sont apparemment infectées par le virus de l'hépatite B (présence dans le sang d'anticorps HBs), mais n'expriment pas la réponse immunitaire habituelle (absence d'anticorps anti HBc).

Les observations ont porté sur près de cinq ans et ont concerné à la

fois des sujets vaccinés contre l'hépatite B et d'autres non vaccinés.

Les chercheurs pensent avoir mis en évidence pour la première fois un nouveau virus de l'hépatite B baptisé HBV 2, de la même manière, par exemple, qu'il existe deux types de virus du sida baptisés HIV 1 et HIV 2. Les mêmes observations ont, selon eux, été faites en Espagne, à Taiwan et en Nouvelle-Zélande. L'infection de l'organisme humain par ce nouveau virus ne semble pas déclencher de symptômes chez les enfants. En revanche, chez l'adulte, elle peut être à l'origine d'hépatites aiguës (jaunisses) ou chroniques.

Conscients du risque qu'il y a à affirmer l'existence d'un nouveau virus pathogène, sans en avoir la preuve, les chercheurs estiment que d'autres travaux sont nécessaires (comme l'analyse du patrimoine génétique du virus) pour confirmer leur série d'observations convergentes. Si cette confirmation est obtenue, l'existence d'un second virus de l'hépatite B viendrait potentiellement compliquer la vaccination contre cette maladie puisque les multiples vaccins actuellement sur le marché, qu'ils soient produits à partir de sang humain ou par des manipulations génétiques, ne concernent que le seul virus qui avait, il y a une vingtaine d'années, été identifié.

JEAN-YVES NAU.

(1) La communication présentée à Genève était faite par des chercheurs du CHU de Tours, de l'hôpital du Val-de-Grâce de Paris et de la faculté de médecine et de pharmacie de Dakar.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

NUTILE d'envoyer des dons, l'Internationale de la calotte se porte bien, merci. Qu'il ne prenne pas l'envie à Voltaire et à ses pairs de montrer le bout de leur nez, ils se feraient rogner la plume, ras. Dieu restait intouchable parce qu'il est Dieu, et ses prophètes profitent de l'absence. De Dieu et du dogme, il n'est permis que de parler en bien, même si l'on n'y croit pas. Même déchu, Dieu règne, y compris sur les territoires qui ne sont pas les siens.

La solidarité de l'Eglise de France, et du plus répandu de ses princes, avec le fanatisme s'assortit de quelques réserves, mais quasiment d'ordre diplomatique, qui seraient tôt levées si l'ennemi Khomelny n'avait, à nos yeux trop facilement effarouchés d'Occidentaux judéo-chrétiens, commis la bêtise d'appeler directement au meurtre, dépendant le plus religieux de tous puisque son auteur est d'avance absout et béni : la meurtre rituel.

Si ce vieillard égaré, cherchant dans la haine une source de vie, s'était borné à des phrases plus sibyllines, qui n'auraient abouti qu'à l'incendie de quelques salles de cinéma bien de chez nous, on courrait droit au communisme commun, à un axe Lyon-Gom qui permettrait toutes les espérances. A commencer dans les rangs des incendiaires, les plus humanistes de ceux pour qui le cadavre d'un ennemi sent bon. Ad maiorem Dei gloriam, la corporation des tueurs à gages tacite.

Quel crime impardonnable, par comparaison, doit avoir perpétré Mgr Gallot, évêque d'Evreux, pour s'être si publiquement fait laver la tête par un cardinal qui se montre à présent si compréhensif et si benoît... Penser est évidemment plus grave que penser de penser, un hebdomadaire de nus plus perdrable qu'un « contrat » digne des mafieux.

« L'infâme » que Voltaire voulait « écorcher » se montrant au mieux de sa forme, va-t-il falloir, pour se défendre, adhérer à la violence et discrète Union des éthées, moins pour faire pendant et contrepoids à la parole religieuse que pour redonner du nerf au verbe laïque ? Va-t-il falloir restaurer la tradition des barreaux gras du vendredi saint, que défilent les francs-maçons, que pétitionnent les sans-Dieu pour que les Eglises ne rêvent pas du temps où le pape agaçait les rois ?

Viserait-on quelque « loi d'amour » qui abolirait la séparation de l'Eglise et de l'Etat ? Les évêques réclameraient-ils le droit de nommer les préfets ? Devra-t-on retourner à vèpres et à complies ? chanter matines ? Petit Père Combes, au secours ! Ils deviennent fous, les fous de Dieu.

MAIS de quoi se plaint-on ? Il n'y a plus, en Occident, d'Eglise qui puisse remettre au bras séculier les blasphémateurs et, en général, ceux qui doutent d'elle. On n'imagine plus aujourd'hui un chevalier de La Barre supplicié à dix-neuf ans sous Louis XV pour ne s'être pas découvert au passage d'une procession et, paraît-il, avoir « souri ». Du moins faut-il s'en convaincre et que resteront au magasin des mauvais souvenirs les outils qui gravaient sur le corps des mécréants la description de leurs péchés. L'ennui avec Mgr Decourtray, c'est qu'il est trop subtil et que cette subtilité sera mal

recue dans son pays et trop bien dans d'autres ; rejetée par nombre de ses fidèles, acclamée par ses adversaires. Il faudrait, en effet, être particulièrement inapte à saisir une belle au bond pour ne pas prétendre, du côté de l'imam, que cette cardinalie et pieuse déclaration est un soutien. On se fabrique un allié avec moins de cela.

L'ennui supplémentaire qui résulte de l'intervention du primat des Gaules, président de l'épiscopat français, c'est la douche froide que ce commentaire a déversée sur le rassurant discours des élites européennes, à l'exception du pas de clerc de l'éditeur Christian Bourgois.

Calotte

Politiques et intellectuels, tous à qui mieux mieux avaient condamné la condamnation. Pour une fois, l'unanimité n'était pas trop soupçonnable. Certes, dans ces protestations horrifiées, devait aussi se glisser, pour certains, le rejet de l'islam et des peuples qui en observent les préceptes. Mais à l'inverse, l'effacement ou la réclusion qui a saisi les plus sincères s'exprimait par des bouches qui étaient d'ordinaire sereines et parfois amies. Mgr Decourtray s'est voulu plus ami que osur-là.

CETTE réaction n'en est pas moins à l'image du temps, doublement. Par la surcharge religieuse dont elle témoigne et à laquelle le cardinal emboîte le pas selon des formes où les méchants vont de la démagogie. Mais aussi par la crispation de chacun sur soi-même et sur ses convictions, aux termes d'un mécanisme de pensée à plus d'un titre ambigu. Au nom de la protection et du respect des convictions, c'est la tolérance qui en est assommée.

La souci français, que définissent les codes, que nulle croyance, surtout si elle est d'essence religieuse, ne puisse être heurtée, ne peut se traduire que par une réduction symétrique du droit de critique et de la liberté d'opinion et d'expression.

Peignez un homosexuel sous des traits ridicules, tout le lobby correspondant vous dégringolera sur le râble. Décrivez une femme oideuse, ou bien lascive comme une espérille, vous n'échapperez pas à M^{me} Yvette Roudy, gardienne de la dignité de la femme.

Tracez le portrait d'un Noir sans honneur : trois associations, deux collectifs et cinq professeurs de vertu viendront vous faire la peau. Si la religion est décriée intouchable, et on en prend le chemin, la bouche est bouchée. Elle a la forme d'un bâillon. C'est au moins désagréable à un garrot.

Que les pamphléaires, les polémistes et même les simples esprits critiques, même les écrivains paisibles se le tiennent pour dit : mieux vaut maintenant se convertir à l'édition des livres de cuisine. Du moins tant que la

recette du couscous et celle du pot-au-feu ne sont pas couvertes par l'immunité diplomatique et l'infailibilité pontificale.

On redonne prochainement à la Comédie-Française le Mariage de Figaro. Rejoins sa plus fameuse tirade, cela met du baume au cœur. Mais on s'imaginait pas que deux cents ans de Révolution française aboutiraient à des nostalgies de liberté.

A force de s'efforcer vertueux, les Etats-Unis finiront par nous faire aimer nos corrompus. Parce que M. John Tower, secrétaire à la défense de M. Bush, a des faiblesses pour le jupon et des indigences pour le whisky, ses amis, voisins et connaissances défilent en public pour jurer qu'il fait l'amour conformément au 32^e amendement de la Constitution et qu'il ne s'enivre pas les jours de marché.

Il aurait peut-être aussi fallu lui demander s'il utilisait des préservatifs avec ses conquêtes afin de vérifier qu'il ne propagait pas le sida. Quel pays ! Un beau matin, les Etats-Unis seront contraints de déclarer intelligibles le pays entier, à l'exception des carmélites, des chartreux — et du Sacré Collège.

SPECIAL-COPAINS. L'univers discographique consacré aux œuvres de la période révolutionnaire n'est pas totalement le « désert » que déplorait l'« Amateur » du 21 janvier. Grâce à un groupement intitulé GIE-chanson (Cassey-sur-Tille, 21110 Genlis. Tél. : 80-31-25-07), Catherine Ribeiro « sort » un disque intitulé 1989... Déjà ! du tiers-état au tiers-monde.

Il permet d'entendre des textes d'une veine classiquement révolutionnaire (par exemple le Mort de Marat, avec ses vers « O ciel ! Est-ce possible / Marat n'existe plus / Sa cendre est insensible / Nos pleurs sont superflus ») ou la Romance patriotique sur la mort du jeune Bara), mais aussi des bluets que les enfants d'aujourd'hui peuvent chanter sans frémir : il pleut berge, ou Au clair de la lune, d'autant plus opportunes que, de ces deux chansons, il est rare qu'on connaisse davantage que le premier couplet...

Ce régal, qui est, comme le futur disque de Colette Magny, « autoproduit », est vendu, à l'adresse ci-dessus, 80 F en disque ou en cassette et 120 F en compact.

P. S. L'avant-dernier « Amateur », qui décrivait incidemment Strasbourg in articulo mortis pour ses ambitions européennes, a, légitimement de son point de vue, fait grincer M. Bertrand Kail, habitant de cette ville.

La tentative de Strasbourg pour rester capitale européenne, écrit-il, « est d'autant plus ridicule que sa défense n'est guère soutenue du fond du cœur par ce qui fait l'opinion dans ce pays. La défense de Paris se ferait sans doute avec une autre maestria ».

Encore peut-on se consoler du fait que notre pays a mis six mois pour nous larguer en 1870/71, un mois en 1940, et qu'il présente la défense est un peu plus résistante. Malheureusement, si Strasbourg ne resta pas capitale européenne, Paris ne la deviendra pas.

A Paris

Une semaine antitabac à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière

Et si tout un hôpital arrêtait de fumer ? Le plus grand centre hospitalier européen, le groupe de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, a décidé de donner l'exemple et de vivre une semaine, du 27 février au 3 mars, sans tabac et sans fumée.

La lutte antitabac ne rencontre pas un grand succès en France. Le nombre de gros fumeurs ne cesse d'augmenter, tout comme le tabagisme chez les adolescents et les femmes. Soixante-dix mille Français meurent chaque année des méfaits du tabac, et les médecins eux-mêmes fument autant que la moyenne des Français. Les campagnes de dissuasion, menées à peu de frais et sans grande conviction, n'obtiennent pas les résultats esparés. Quant à la loi qui, depuis 1976, interdit de fumer dans les

écoles et les hôpitaux, elle n'est pas respectée.

Devant cette passivité, le groupe de la Pitié-Salpêtrière réagit et propose, à l'initiative du professeur Bertrand Dautzenberg, chef de service de pneumologie, de devenir leader d'opinion dans « un esprit positif et optimiste ». Dix mille personnes, sans compter les malades et les visiteurs, sont ainsi concernées.

Une « mini-marathon », au concours de meilleur poumon, un festival du film sur le tabagisme et bien d'autres activités récréatives ou scientifiques animeront cette semaine antitabac. L'objectif : réduire de 20 % la consommation de tabac parmi le personnel du groupe. Un objectif bien ambitieux !

B. B.

Chute mortelle à l'université de Tolbiac

Un étudiant de vingt ans, Teddy Marcelus, est mort, le mercredi 22 février, en tombant d'une terrasse située au sixième étage de l'une des tours de l'université Paris-I Tolbiac.

Les premiers éléments de l'enquête n'ont pas permis de déterminer s'il s'agit d'un suicide ou d'un accident, mais la police exclut toute autre hypothèse. Que faisait le jeune homme, apparemment seul, sur cette terrasse qui sert de lieu de passage d'une tour à l'autre, en cas d'évacuation d'urgence et dont l'accès, forcément, est libre ?

Bien que redoublant sa première année, Teddy Marcelus ne semblait pas avoir de problèmes particuliers, selon les responsables de son unité d'enseignement. Les enquêteurs n'auraient pas non plus trouvé dans sa vie

privée d'éléments pour étayer la thèse du suicide. S'agit-il alors d'un accident ? Utilisée d'été par les étudiants de Tolbiac comme solarium, la terrasse n'est protégée du vide que par une rambarde symbolique d'une cinquantaine de centimètres.

Classé « immeuble de grande hauteur », le bâtiment est soumis à de rigoureuses contrôles de sécurité, mais, souligne-t-on à Paris-I, « jamais ce problème n'a été évoqué par les organismes agréés qui nous inspectent ou par la commission de sécurité de la Ville de Paris ». Depuis la construction du centre Pierre-Mendès-France à Tolbiac, en 1972, il y a déjà eu un accident mortel en 1975 et le 1^{er} mars 1985 un chômeur de vingt-neuf ans avait choisi cette même terrasse pour mettre fin à ses jours.

J.-J. B.

EN BREF

Deux morts dans l'explosion d'une usine chimique. — Une explosion survenue sur une canalisation d'hydrogène a gravement endommagé, jeudi 23 février, l'unité de synthèse d'ammoniac de l'usine chimique La Grande Paroisse, du Grand-Quevilly, dans la banlieue de Rouen. Deux employés d'une société de sous-traitance du Havre chargée de vérifier l'installation ont été tués dans l'explosion.

Cassation dans l'affaire Korber. — La chambre criminelle de la Cour de cassation a annulé, jeudi 23 février, l'arrêt rendu le 4 mai 1988 par les assises de la Gironde qui condamnaient François Korber à dix ans de réclusion criminelle pour complicité d'assassinat. L'affaire dut son

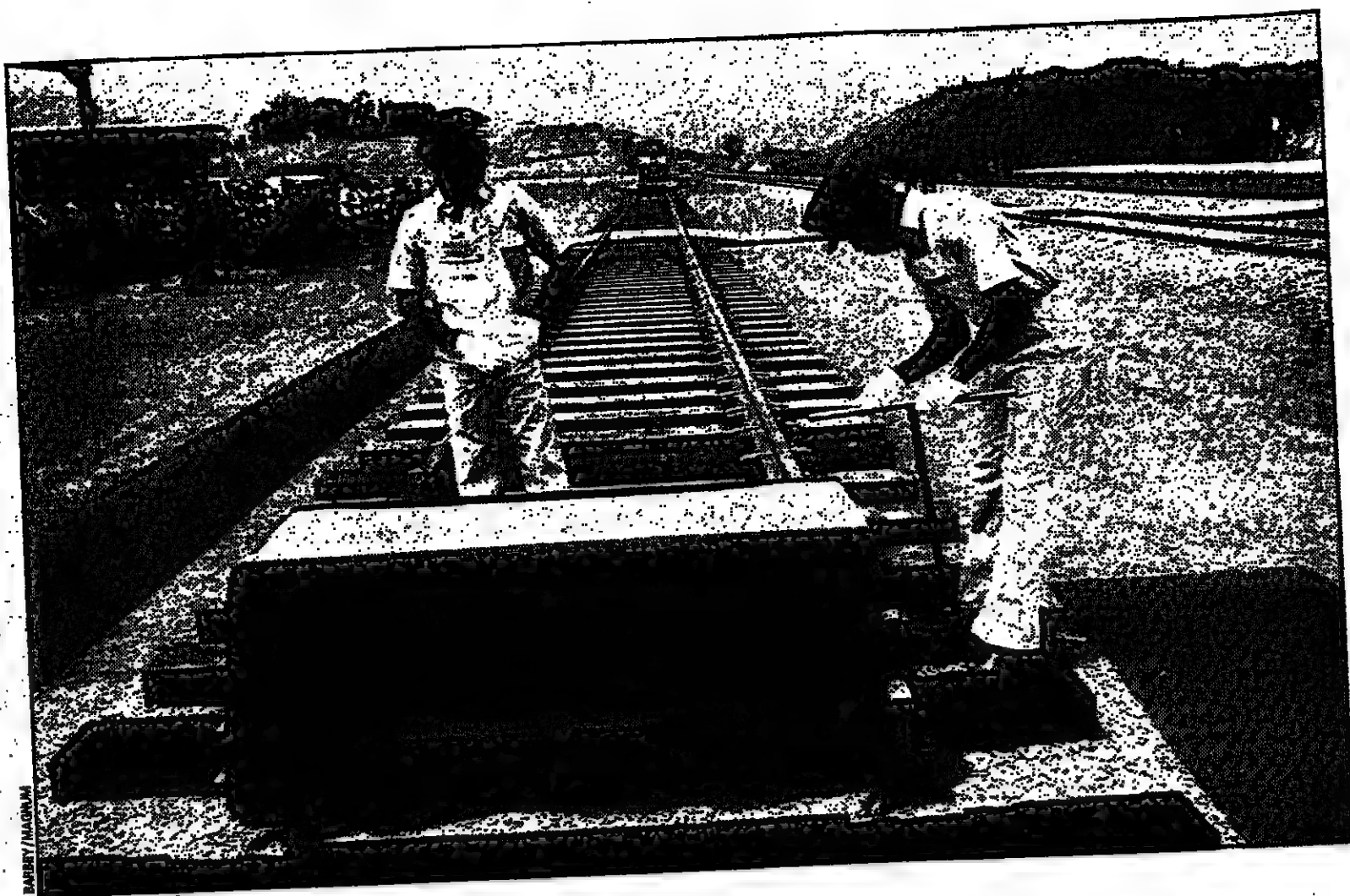
retentissement à la personnalité de François Korber, « jeune loup » du RPR en Gironde, accusé d'avoir ordonné l'assassinat, le 14 mars 1982, d'un de ses agents électoraux, Jackie Eichers (le Monde du 6 mai 1988).

M. Gilles Bertrand président de l'université de Bourgogne. — M. Gilles Bertrand, professeur de chimie, a été élu président de l'université de Bourgogne, à Dijon, par 75 voix contre 1 et 25 bulletins blancs ou nuls. Il remplace M. Roger Paris, président depuis 1983.

[Né le 22 septembre 1945, M. Bertrand a fait ses études à l'université de Dijon, où il est nommé assistant en 1970. Maître-assistant en 1974, il est professeur depuis 1981 et professeur de première classe depuis le 1^{er} janvier 1988.]

Le Monde SANS VISA

Le pays d'Omar Bongo ne suivra pas le mauvais exemple du Brésil : la sous-population et le pétrole y ont sauvé la forêt vierge.



Le Gabon vu du train

par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

LIBREVILLE. Une si petite gare pour un si grand train ! Elle est devant nous, à ciel ouvert, de plain-pied avec Owendo, ce faubourg herbu d'une capitale elle-même toute verte. Car, après tout, le Transgabonais, s'il n'a pas encore l'autorité de l'Orient-Express (d'ailleurs aboli dans sa vraie formule), du train des Andes, du Transsibérien ou du Canadien-National, est appelé à entrer dans le gotha des chemins de fer, à s'inscrire au cercle très fermé des « trains de légende ».

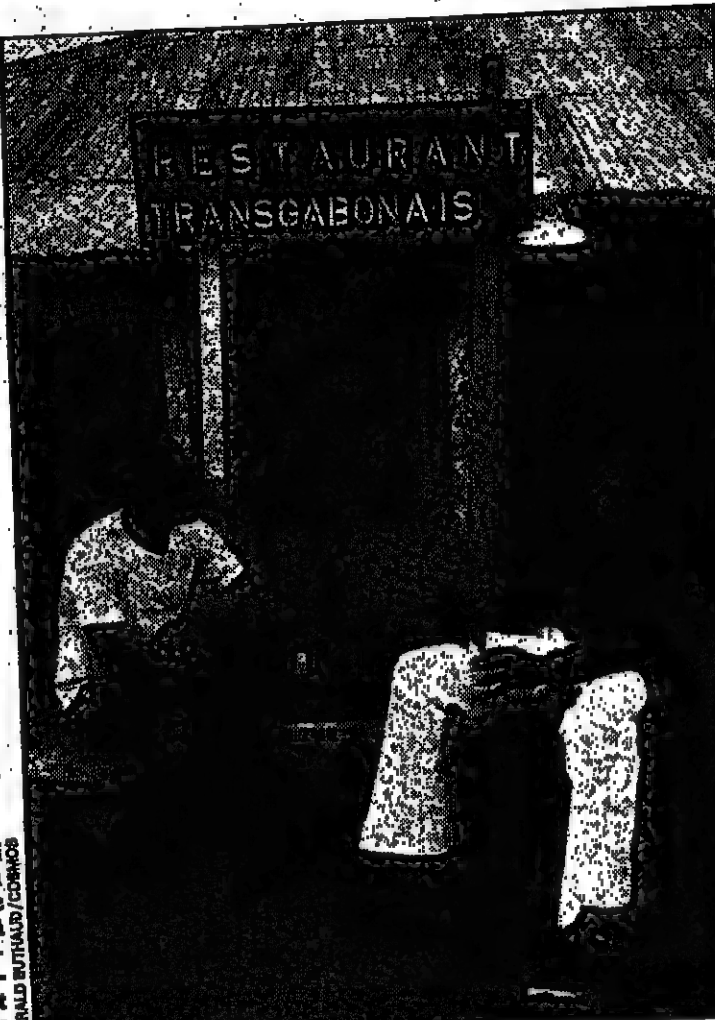
Où alors à quoi serviraient ces quelque 700 kilomètres forçant une forêt de matin du monde, vierge comme on dit si bien, pour mettre à quelques heures d'un Atlantique mollasson le roboratif plateau batté, près des sources de l'Ogooué, qu'un explorateur français aux mains mes, Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905), mit trois ans pour atteindre il y a un peu plus d'un siècle ?

A quoi aurait servi que la minuscule nation gabonaise, qui compte plus d'un million d'habitants, eût subi — comme l'Égypte nassérienne en 1956 à propos du barrage d'Assouan — les rebuffades de la Banque mondiale et autres puissances d'argent pour mener à bien une entreprise à laquelle l'Empire français à son zénith ne fit que rêver ? (Mais que la France réduite à l'Hexagone a quand même chèrement épaulée...)

Près de cent ans d'attente, cinq ans de palabres internationales, deux ans de travail d'un coût phénoménal (on parle de 15 à 20 millions de francs français). (Le Monde diplomatique de novembre 1988), les visites historiques de chantier de François Mitterrand et de Jacques Chirac (séparément...) et les bravades d'Omar Bongo : « Et si l'on faut pacifier avec le diable pour achever le Transgabonais, nous pactiserons avec le diable ».

La mâchoire « dévoreuse » du « dinosaure »

Heureusement, outre les prêts et subventions extérieurs enfin décrochés, Dieu (pas Mitterrand, l'autre) a fait pleuvoir du naphte sur le Gabon, et le train s'est enfoncé d'autant plus aisément dans la jungle que les pétroliers donnaient dans les années 70 à la jeune République le plus haut revenu *per capita* de tout le continent, supérieur même à celui de l'Afrique du Sud ; et en prime un air d'émirat plus vrai que nature, avec son chef passé à l'islam et à la djellaba. (Ce n'est pas le jour de discuter des avantages et inconvénients comparés, pour les Africains, de l'animisme, du



christianisme et de l'islamisme, mais reconnaissons volontiers que l'ample vœuvre arabe est à combien plus adaptée au climat équatorial que nos pantalons et autres cravates de tortue.)

Cinq mille hectares défrichés au prix de six millions de troncs abattus, l'entrée en action inédite du « dinosaure », engin de 150 mètres de long poussant une mâchoire dévoreuse du paysage : quarante-neuf ponts et viaducs ; le tunnel de Juncville : 300 mètres forés à travers un éperon rocheux sinon infranchissable ; et aussi l'« épopée » d'une ville ambulante de vingt-cinq mille personnes, avançant avec les travaux, car femmes et enfants, y compris ceux des techniciens européens, instituteurs, épiciers, médecins, musiciens, prostituées, suivaient les quatre mille poseurs du rail.

Si les constructeurs de la voie ferrée ont souillé la jungle, celle-ci, deux ans après, a déjà tout effacé. A peine le dos tourné à Libreville, avec ses palais semblables à des banques et ses limousines plus glacées que des igloos, aussitôt, au pied des monts de Cristal, c'est une nature à la Donatien Rousseau qui se jette à votre figure : l'Afrique toute en forêt, d'avant les Blancs, avec ses falaises d'arbres, ses paquets de lianes, ses plantes aquaphiles marchant sur les marigots, ses pistes

rouge minium, ses rares cases d'oïl les femmes envoyaient un sourire complé obligatoirement à celui du nourrisson arrimé à leur dos.

Le territoire gabonais est recouvert pour 85 % d'une épaisse végétation. Aucun pays d'Afrique n'a une densité forestière aussi généreuse par rapport à sa superficie. Quatre cent trente et une espèces, dont une trentaine actuellement exploitées, composent cette sylve sauvage.

Arbres « inférieurs »

La vie humaine n'est, le plus clair du temps, signalée que par les bananiers, dont le fruit plan-tain, frit, est le plat national — mais non autochtone, comme la plupart des autres produits consommés. A en croire le bon docteur Schweitzer, « le bananier, le manioc, l'igname, la patate et le palmier à huile ont été importés des Antilles par les Portugais, qui ont été par ce fait les grands bienfaiteurs de l'Afrique équatoriale ». Après tout, nos pommes de terre, nos tomates, nos haricots et même notre dinde de Noël viennent aussi des Amériques.

Le parasolier, prix d'élégance de la jungle, est bien gabonais, nous assure en revanche un natif, et évidemment l'okoumé,

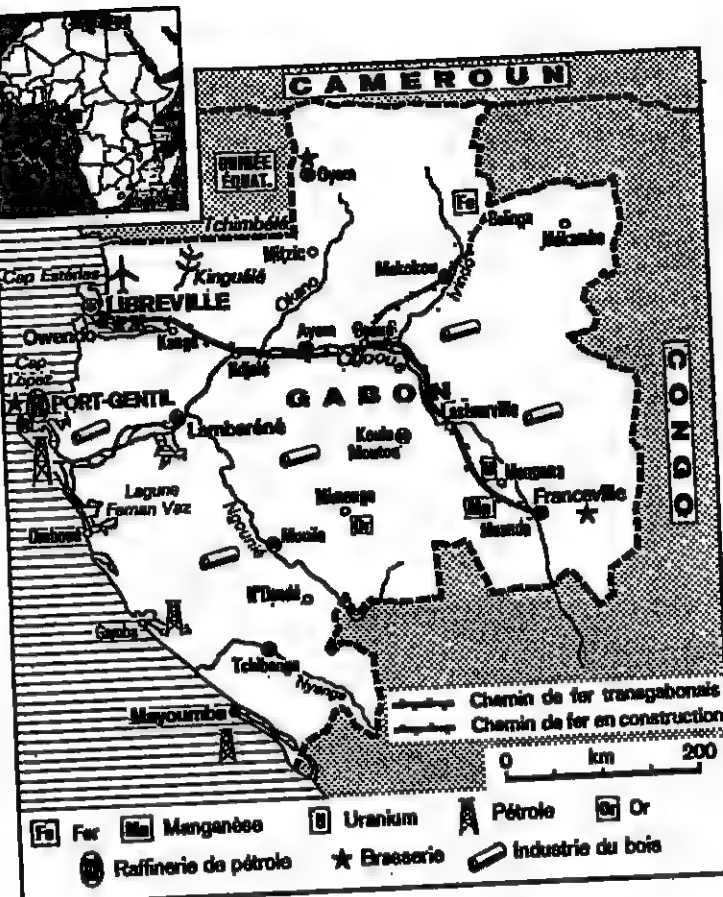
giant solitaire ou plutôt qui veut bien souffrir la compagnie d'arbres « inférieurs », mais n'admet pas de semblable « à moins d'un hectare ». Sur lui repose en tout cas une partie de la richesse primaire du Gabon, sur cet okoumé à peu près introuvable dans le reste de l'Afrique et dont les menuisiers et ébénistes du monde entier attendent leur contreplaqué.

Les réserves de bois précieux — okoumé mais aussi ozigo, édom, sogbo ou douka — sont estimées à 300 millions de mètres cubes, pour un territoire, il est vrai, grand comme la moitié de la France, mais comptant seulement une moyenne de 4,5 habitants au kilomètre carré.

1 000 hectares à replanter par an

L'exploitation forestière annuelle, ces derniers temps, a représenté un peu plus de 2 millions de mètres cubes, avec un reboisement global, surtout en okoumé, sur 30 000 hectares. L'objectif actuel, un peu maigre, est de 1 000 hectares replantés par an. Cela dit, au milieu du racisme antiforestier qui a saisi l'humanité depuis une ou deux décennies, le Gabon fait figure de vaillant écologiste.

Pendant qu'il édictait et appliquait sa loi sur la foresterie de 1982, les retombées des industries des États-Unis empoisonnaient des millions d'arbres québécois ; la spéculation brésilienne ne faisait qu'une bouchée de daimiers toujours plus gros, Américains vivants compris, du « poumon



vert » de la planète ; la Côte d'Ivoire déboisait frénétiquement les deux tiers des 10 millions d'hectares de sa jungle...

Adossé à ses 20 millions d'hectares complantés par le Créateur, le Gabon ne veut pas être, du moins sous l'angle forestier, le « Brésil de l'Afrique ». Ses pygmées ne subissent donc pas le triste sort, espèce de génocide lent et silencieux, des tribus du Mato Grosso ; sa forêt ne sera pas décimée, hachée, effacée : sa faune privée de flore et donc condamnée à disparaître.

Les appétits ne manquent pourtant pas dans cet État très capitaliste où Son Excellence El Hadj

Omar Bongo figure personnellement — avec 500 millions de francs — dans le Livre des plus grandes fortunes du monde (1) et où même le parti unique est « pédégé » (2), auquel « toute la population a adhéré massivement », à en croire le chef de l'État.

Mais ces appétits, un moment occupés à dévorer ou placer la rente pétrolière, auraient pu se tourner vers la malheureuse forêt, maintenant que baissent les redevances.

(Lire la suite page 15.)

EXPLORATOR EXPEDITIONS

Du Sahara au Tibet, de l'Éthiopie à l'Amazonie, du Yémen au Guatemala, du Mali au Groënland...

CENT ITINÉRAIRES INÉDITS

BROCHURE 1989. GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MADEIRA 75006 PARIS
TEL. (1) 42.06.00.24

Nom, Prénom _____
Adresse _____

هكذا من الأصل

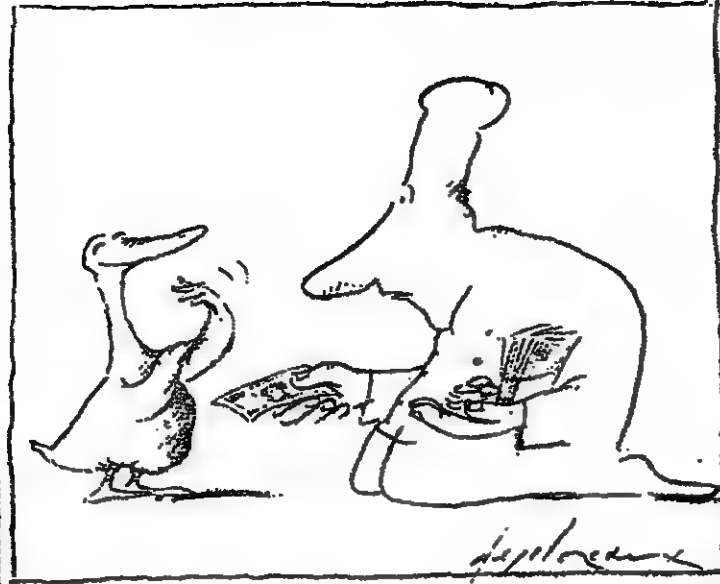
LA TABLE

Foie gras et vrai...

CINQUANTE tonnes en novembre, 80 tonnes aujourd'hui, la presse s'indigne de fraudes «gigantes» sur le foie gras. Faut-il accuser les services d'hygiène, ceux de la répression des fraudes, les usiniers escrocs? Et si le consommateur, lui aussi, avait tort de ne pas apprendre à choisir?

Si le *secur ficatum* des Romains provenait des oies gauloises nourries de figues latines, il y a longtemps que, dans notre Sud-Ouest, les oies françaises sont, ainsi que les canards, engraisées au maïs et donnent des foies qui, artisanalement traités, font les délices des gourmets. Seulement voilà : la demande augmentant, il a fallu vulgariser et donc industrialiser le produit, le mettre «en boîte», voire compléter son poids de barde, de farce, d'enrobage, etc. Bloc de foie gras, parfait de foie gras, quand ce ne sont pas pâtés, galantines, purées. Autant d'appellations légales, certes, mais auxquelles le gourmet ne doit pas se laisser prendre.

Ne pas oublier qu'il y a des foies gras «maigres», des foies dits «purés», des foies d'animaux malades ou mal élevés, selon Roger Lamazère, orfèvre en la matière. Et puis, la consommation augmentant, on fait appel à des foies venus d'ailleurs. Si l'élevage



des canards, animaux résistants mieux aux virus, est possible, celui des oies, style familial, n'est guère rentable. On pourrait même dire que le foie gras des petits éleveurs consciencieux n'est pas payé son prix. Mais allez expliquer cela au consommateur! Et à l'industriel qui l'achète pour le transformer! Alors le conservateur préfère s'adresser ailleurs, en Israël (où les techniques sont parfaitement maîtrisées, me dit-on), en Hongrie (où ils sont excellents). Seulement, la législation n'exige point, sur la boîte, l'indication

d'origine du produit. L'Union féminine civique et sociale, organe de défense des consommateurs, s'indignait d'une réponse du bureau de la qualité au ministère de l'Agriculture, réponse négative à sa demande d'obliger les conservateurs à indiquer sur les boîtes de foie gras (fussent-ils «fabriqués» en Périgord, comme ils disent) l'origine étrangère du produit. Passons. Mais on peut bien s'associer au cri d'alarme de M. Minvielle, artisan landais qui, avec d'autres professionnels, vient de réclamer, une fois de plus, une

appellation d'origine contrôlée pour ses foies gras autochtones.

Je doute, en ce cas, que les auteurs du scandale en question aient pu empoisonner les clients. Du moins, c'est été alors la faute des clients, inconscients au point de ne pas vérifier l'appellation!

Pour les amateurs sérieux ou désireux de le devenir, rappelons que le foie d'oie (600-800 grammes) est plus cher que celui de canard (350-450 grammes). Il est aussi d'une saveur plus fine, douce, alors que celui de canard plus musqué, plus musclé, est mieux au goût de certains. Et notez, si vous les cuisez vous-mêmes, que le foie de canard fond plus à la cuisson que celui de l'oie.

LA REYNÈRE.

P.S. — Et puisqu'une autre crainte nous vient des œufs (pas forcément britanniques) et de leurs salmonelles, sachons que le foie, quel qu'il soit, est lieu de stockage des microbes, notamment des salmonelles, et que les hygiénistes s'insurgent avec raison contre le mode qui consiste à nous faire déguster crus les foies gras. Préférez-les demi-cuits (en fait semi-conservés, méthode récente consistant en une cuisson rapide sans jamais dépasser les 90°C), ou «frais», c'est-à-dire cuits à la consommation, en terrine ou au torchon (roulé, dans un linge ou une étamine et cuit, sa frémissement dans un bouillon). Ou encore détaillés à cru et les tranches cuites à la poêle.

MIETTES

● Tour d'Argent. Les chauffeurs de taxis malintentionnés ou mal informés ne pourront plus conduire à la Bastille les étrangers ayant demandé à être conduits à La Tour d'Argent. Un jugement de janvier dernier demande la suppression de l'enseigne Tour d'Argent à ce qui fut d'abord une brasserie inoffensive mais qui, depuis quelques mois, entendait jouer sur l'enseigne au titre de restaurant.

● A Baden-Baden. C'est au Steigenberger Hotel de la jolie station allemande que les 17 et 18 février Pierre et Michel Troisgros ont donné pour les gourmets de l'Alsace deux repas d'exception. Menu : salade de truffes noires et pommes de terre, nid d'abailles au caviar rouge et noir, petite nage de homard breton safranée; pigeon rôti au poivre et gingembre, opus de fromage de chèvre frais à l'huile de noix, craquants au chocolat guajava à la feuille d'or, accompagnés de nombreux beaux vins de chez nous. Un seul reproche à ces chers amis : le caviar rouge est une appellation illégale.

● Prix du Montrachet. C'est un prix récompensant un sommelier suisse pour ses connaissances et d'une carte éloquentes et riches en vins blancs de Bourgogne. Il vient d'être décerné pour 1988 à Jean-Pierre Emilière, chef sommelier du Cyprien, le bon restaurant de l'Hôtel Hilton à Genève.

● Un Procope lyonnais. C'est au 68 de la rue Mercière, à Lyon (tél. : 78-37-18-86), que vient d'ouvrir un Procope frère de celui de Paris. Ouvert de 7 heures du matin pour le petit déjeuner à 1 heure du matin pour les soupers, il comporte deux salons, le salon d'Alembert et le salon Anatole-France.

● Croisière du vin. Ce sera le thème d'une croisière sur le Marmoz (20 mai au 27 mai), de Toulon à Toulon, en passant par Tunis (visite des vignobles), Palerme, Livourne

(paradis du chianti), etc. Entretien avec l'œnologue Jacques Puisais, l'auteur du *Goût juste* (Flammarion). grands dîners mitonnés par Emile Jung (Le Crocodile, à Strasbourg).

● Exit. Cela s'appelait La Caravelle (quai des Grands-Augustins), et ce n'était pas bon. Puis, à grand renfort de «pub» on nous y annonça *Sur les quais*, avec l'arrivée d'une fille de M. Giscard d'Estaing. Pourquoi aurait-ce été meilleur? C'est aujourd'hui Les Bouquinistes. Il faudra y aller voir...

● Dugast, l'excellent chef de Pétrus qui, vendu, va changer de style, se met à son compte. Il a repris le restaurant d'Yves Labrousse (4, rue Pierre-Leroux, dans le septième arrondissement).

● Cuisine élyséenne. Georges Poisson, dans son ouvrage *L'Elysée, histoire d'un palais* (Perrin éd.), oppose plaisamment le menu d'un dîner de juin 1882 (quinze plats, de la brique d'écrevisses au gâteau vanillé à l'orange) à celui de juin 1964 (réception du prince Sihanouk) : consommé froid Rubis, suprêmes de sole Marigny, dindonneaux de Bresse sauce Périgieuse, fraises Malbaï. Et dire que le menu de 1882 fut servi sous Jules Grévy, que l'on avait baptisé Jules le Laïné!

● Beato, le restaurant italien du 8, rue Malar (?), est désormais fermé les dimanches et lundis. Mais on y accepte les commandes jusqu'à 23 h 30 les autres soirs.

● Au pays de George Sand... à Pouilly-Notre-Dame (38160). Les Dryades... C'est au cœur du Berry tout à fait un complexe hôtelier «sports-loisirs» avec centres de soins (électrothérapie, balnéothérapie, etc.), golf international et d'initiation, équitation, etc. Rencontres artistiques animées par Mick Micheli. Trois restaurants et quatre-vingts chambres. Tél. : 54-30-28-00.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***NIN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-42-56 - Tél. 470 416.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, tél. direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Pare rég. Site classé. Stat. village. Piste fond. Plus l'été comm. d'Europe, 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO
Appart. Depuis 650 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1020 F à 1680 F la sem.
Pension compl. 1316 F à 1925 F la sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT

LA CALANQUE ***

«Les pieds dans l'eau». Site exceptionnel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers. de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-04-04-27.
Tél. 400 293 F CALANQUE
Spécialités : POISSONS.

LANGUEDOC

Vacances printemps, été, automne

Vallée de la CEZE

M. Maurice COSTE (3^e génération) et l'HOTEL DU COMMERCE **

vous proposent leurs séjours au soleil et leurs prix de pension (vin compris).
10/3 au 31/5. De 153 à 180 F. (suppl. ch. ind.)
1^{er} juin au 5 juillet 1989.
25/8 au 20/10. De 165 à 190 F. (suppl. ch. ind.)
6/7 au 24/8. De 185 à 215 F. (suppl. ch. ind.)
Réduction de 5 % pour 15 jours pleins.
(Sauf du 6 juillet au 24 août.)

Excursions en car dans toute la région, randonnées pédestres, pêche, baignade, nombreux loisirs, location de vélos, canoë-kayak, tennis, soleil, calme, repos, régimes assurés.
Doc. rapide sur dem. au tél. 66-82-20-68.

ROUSSILLON 84220 GORDES

Vacances d'hiver

au MAS DE GARRIGON ***

(TCV et aéroport d'Albi)
Séjour détente à prix doux dans le PETIT HOTEL DE CHARME DU LUBERON.

Stages de cuisine.
Stages d'équitation.
Espace gourmande.

Renseignements et réservations : 90-05-43-22

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES ***

Salon Marc 1936
Réservation : 193945/52-33-333
Fax : 193945/52-03-721.
Tél. : 41150 FENICE I.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI

Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL

68 QUEENSGATE,
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-770-6111. Tél. 916228.
Télécopie 19-44-1-770-6270.

Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Suisse

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

HOTEL HOLIDAY ***

Appart'hôtel avec service d'hôtel, 60 lits.
Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux, demi-pension.
Tél. 19-41/28/67 12 03.
Fax. R. Perren. Tél. 472 107.

PARKHOTEL BEAU-SITE ***

Moderne. Piscine. Sauna.
Arrangements spéciaux
avant/après saison.
Tél. 1941/28/67 12 71
CH 3520 ZERMATT TX 472 116.

TOURISME

LOCATION DE HOUSE BOAT

SUR LE CANAL DU MIDI

ET LA CHARENTE

Catalogue gratuit.
SAINTONGE RIVIÈRES, R.P. 55
17413 SAINT-JEAN-D'ANGELY Cedex
Tél. (16) 46-32-00-16.

SEMAINE GOURMANDE

Gourmand

Tout ce qui vient de la mer atteint encore rue Dughot grâce à Jean-Claude Goumard, en ce restaurant qui vit naître l'ancêtre du *Bœuf sur le toit* puis fut une auberge alsacienne. Ainsi donc le rez-de-chaussée reste-t-il décoré style art déco, tandis qu'un escalier conduit à deux mini-salles claires du premier pour des dégustations bien savoureuses (seuls deux plats «carnés» sur le carte). Il serait trop long de citer les nombreux plats. Les huîtres de claire tièdes au persil et le tartare de poissons en panaché de saumon cru avec une salade «asiatique» sont des entrées de sage originalité. La fricassée de petits coquillages au curcuma (huîtres, langoustines, saint-jacques, coques et moules) m'a séduit tout autant que les rougets de roche simplement caressés d'huile d'olive vierge au basilic. Mais les homards peuvent être grillés ou pochés beurre blanc, les saint-jacques poêlées au cidre et l'escalope de bar au jus d'huîtres et fondue d'arichauts. Beau plateau de fromages, de l'affineur Allouche (rue Poncelet) et savoureux desserts. A noter le chablis de Jean Durup et, pour ceux qui n'hésitent point à

«poissonner» au vin rouge, le saumur-champignon de M.M. Vatan (110 F). Ce qui vient de la mer est, si frais et de bonne qualité, coûteux : comptez 400-600 F. Interdit de fumer la pipe.

● GOUWARD, 17, rue Dughot (75001 Paris). Tél. : 42-80-38-07.

Fermé dimanche.

AE-CC-CC.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

en constitution, quelques bouteilles de prix honnêtes tel le gamay de Marionnet 86 (85 F) et le Domaine de la Bernade 82 (110 F). Comptez 300-400 F avec, aux déjeuners, un menu à 165 F (choix de deux plats, fromage ET dessert).

● DANIEL MÉTÉRY, 4, rue de l'Arcade (75008 Paris). Tél. : 42-65-53-13.

Fermé samedi midi et dimanche.

CC.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

Parking Madeleine.

ESCALES



Cabourg toujours

Cabourg a trois atouts : la digue, le Grand Hôtel avec son Casino, et Marcel Proust. Longue de 1 300 mètres en 1921, à l'époque où Proust écrit *Sodome et Gomorhe*, la digue s'étire aujourd'hui sur 3 kilomètres. Trois kilomètres de promenade au plus près de l'eau et des embruns, sur un front de mer quasi rectiligne. Presque en son centre, édifié sous le Second Empire et reconstruit sous sa forme actuelle en 1907, le Grand Hôtel, propriété de la muni-

cipalité, incarne une époque qualifiée de « Belle ». Le Casino, qui fait corps avec le Grand Hôtel, est aussi l'un des éléments nécessaires de l'ensemble harmonieux que constituent les jardins dits « du Casino » et leur couronne de maisons à colombages. Toutes sont différentes, toutes indispensables. Que l'on en modifie une et l'équilibre est détruit. Ce qui risque de se produire si l'on casse le Casino pour le remplacer, rentabilité fautive : lot par un complexe plus ambitieux et plus lourd. Cabourg, la si jolie station de la côte normande, va-t-elle laisser tenir son identité proustienne ?

Vélos d'Afrique

Roue libre, mollets au vent, pour s'inspirer de la vie sénégalaise. Un pédalage africain d'Uniclam (dans les agences de voyages) à travers la Casamance. Il s'agit de la Sénégalaise. Deux nuits en hôtel isolé en bord de mer puis en campement intégré construit par les villageois et géré par le chef de village, ce qui permet un contact permanent avec la population. Le matin, briefing. Et chacun de rouler ensuite, à son rythme. Les randonneurs possèdent parfois leur bicyclette pour naviguer en pirogue sur un bras de mer. Moments forts : la traversée du parc de Bassa Casamance et l'immersion au cœur de la forêt sénégalaise. Pistes à travers savane, rizières, champs de mil, palmeraies et marécages ; conversation avec singes et pélicans, hérons et flamants roses...

Berger en Provence

Le troupeau qui descend « dans une gloire de poussière », ce sera en juin. Daudet aurait aimé ces « Chemins de transhumance dans les pays du Verdon ». Deux mille moutons qui noient la route, les aboiements des chiens, trois bergers et quelques privilégiés qui marcheront sous les étoiles et vivront quatre jours en osmose avec eux, du grand regroupement des troupeaux à Castellane à l'arrivée au lac Saint-André (du 24 au 28 juin, 2 500 F en pension complète).

Les autres institutions de Provence savoureuse et en pension complète

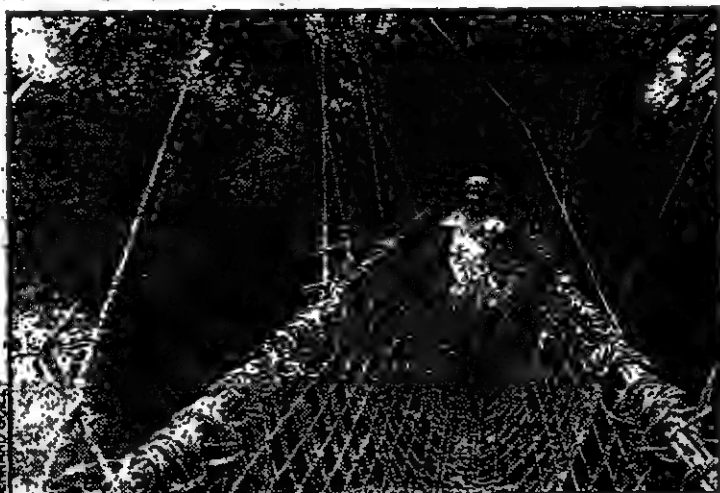
De « Fugues paysannes en Lubéron » (une semaine en juillet, août ou septembre, 2 500 F en pension complète) en « paysage littéraire de René Char » (trois jours en mai, juin ou septembre, 1 800 F en pension complète), Champs de Provence (103, rue des Infirmités, 84000 Avignon ; tél. : 90-85-21-51) ont d'autres propositions dans leur sac à malice. Demander leur joli dépliant.



Le Gabon vu du train

(Suite de la page 13.)

Ils se sont heurtés au manque de bras, et les étrangers, venus jusque du Sénégal ou du Mali, sont déjà tellement présents partout — « Plus nombreux que les Gabonais dans certaines provinces », selon le président Bongo — que le gouvernement, « pour sauvegarder l'identité nationale », a dû contrôler draconiquement l'immigration. Et il ne faut pas compter sur la natalité locale pour combler un jour ce manque d'hommes, en un pays, mutatis mutandis, dans la situation démographique d'une France qui n'aurait que 2 millions d'habitants. Le Gabon offre en effet la caractéristique rare dans le tiers-monde d'une sous-fécondité traduite par 30 à 40 % de femmes totalement stériles dans certaines ethnies. A croire qu'elles ont été « fétichées », pour reprendre une expression locale. Néanmoins à quelque chose malheur sera peut-être bon car un jour on verra — sait-on jamais ? — au Gabon pour y voir le dernier grand pan de la vieille forêt d'Adam et Eve que partout ailleurs leurs descendants auront néantisée.



500 000 mètres cubes à la seconde dans son embouchure, près de Port-Gentil : « Non un fleuve, mais un système de cours d'eau, où trois ou quatre bras s'entrecroisent, où apparaissent des lacs, grands et petits. » (Albert Schweitzer). Le train, en transportant de 500 à 1 000 voyageurs par jour, dont certains empruntent parfois pirogues ou bateaux, et une partie des grumes d'okoumé auparavant réservés au seul trafic fluvial, a privé l'Ogooué de pas mal de son activité, mais la vie sauvage y a gagné en tranquillité. Si, du Transgabonais, vous ne voyez guère d'animaux, les vitres ouvertes n'apportent pas non plus d'insectes, même en traversant l'immense forêt des Abeilles, du moins en saisons sèches (fin avril à début octobre, décembre à mi-février). A Bonté, à mi-parcours, votre wagon procède à un mystérieux arrêt, si long que vous avez le temps d'aller lire un graffiti géant, loin là-bas, sur un hangar :

« Je crois à l'amour » ; ensuite d'aller faire un tour en forêt, puisqu'elle commence là, ex abrupto, au coin de la rue, sombre tel un tunnel, étouffante comme une boîte de nuit, bigrement attirante quand même.

Une maison blanche à véranda

C'est donc le moment où jamais de prendre racine ici quelques jours, en plein parc national de Lopé-Oksanda, dont les 350 000 hectares sont rafraîchis par l'Ogooué, affluent du grand fleuve : antilopes, buffles, phacochères, pythons, crocodiles, singes peuplent les bois. Tous sont là en telle abondance que vous en ferez bientôt sans remords votre ordinaire en sauce, rôtis ou grillés. La fin du voyage sera un peu moins « forestière ». Après le Moyen-Ogooué et l'Ogooué-Lolo, on atteint le Haut-Ogooué, dont les habitants, très latinites à la Senghor, tiennent à être appelés « Altogovéens ». Bientôt le contrôleur vous signale une longue maison blanche à véranda sur une colline de gazon tondue aux arbustes polices : « C'est la ferme de Paul et Agathe Okumba (3) ! ». L'air est particu-

lièrement doux et léger. On entre en gare de Franceville, carrément encore en pleine campagne.

Si cette « cité » fondée jadis par Brazza, et à laquelle les Gabonais ont religieusement conservé son nom colonial, n'a guère l'apparence d'une ville — 45 000 habitants ont réparti leurs maisons et leurs commerces, selon leur fantaisie, sur quelque 6 000 hectares, soit plus de la moitié de la superficie de Paris intra-muros — son site justifie son appellation ; ce ne sont que rondes collines verdoyantes comme au printemps autour de Clermont-Ferrand et, serpentant entre elles, la paisible rivière Mpoussa, plus semblable à la Dordogne qu'à un affluent du très africain Ogooué.

C'est la dernière surprise et non la moindre du voyage transgabonais.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

- (1) Ouvrage de Philippe Beaudou, co-édité. Hachette/Exposition-Landé, prix du journalisme économique 1988.
- (2) PDG, Parti démocratique gabonais, fondé par le président Bongo en 1968.
- (3) Ancien ministre d'Etat du président Bongo, Paul Okumba d'Oko-Angoué est actuellement secrétaire général de l'Agence francophone de coopération culturelle et technique à Paris.

Que lire sous les okoumés ?

L'INÉVITABLE Transgabonais, la sieste tropicale et le choix limité des distractions font de séjour au Gabon un temps propice à la lecture. En dehors du chef de l'Etat en personne qui a consacré ses réflexions sur le Gabon et le monde dans *El Hadj Omar Bongo par lui-même* (éd. Multipress, BP 3875, Libreville), les plumes locales n'abondent pas, en dépit d'une scolarisation en français presque générale mais trop récente encore. Toutefois ce dénuement de talents littéraires subsahariens qu'est Jacques Chevier, directeur de la collection « Monde noir » chez Hatier, a publié *Au bout du silence*, premier et bref roman de Laurent Owondo, universitaire librevillois né en 1948. C'est un joli petit mélange de réalisme quotidien et de mysticisme animiste, de la case forestière natale à Petite-Venise, sale quartier de la capitale. Owondo a été inclus par Chevier dans sa récente anthologie, *Littérature africaine*, co-éditée par l'Etat guinéen et Hatier. C'est la compagnie littéraire indispensable à tout pé-

riple un peu culturel en Afrique noire francophone ou non. Comme l'est, en matière historique, l'Empire triomphant de Gilbert Comte, qui, dans la collection « L'aventure coloniale de la France », créée par Bernard Lauzanne en long et en large l'Afrique équatoriale, au moment où le monde moderne la saisit, entre 1871 et 1936. Si vous tombez sur A l'orée de la forêt vierge (Albin Michel), du docteur Albert Schweitzer (1875-1965) — cet Alsacien parent de Sartre qui, pour ses multiples bienfaits dans la jungle gabonaise, reçut le prix Nobel de la paix en 1952 — vous ne regretterez pas d'en avoir payé le prix demandé par votre bouquiniste. C'est une mine de choses vues et vécues, souvent toujours valables sur le plan pratique, et qui concernent aussi bien les sociétés africaines que les fétiches, les fleuves, les arbres, les animaux.

devenu El Hadj (pèlerin à La Mecque), Omar Bongo, il n'est pas inutile de faire un tour par l'Histoire tourmentée des Noirs et des Arabes, numéro spécial de la revue *Politique africaine* publié en juin 1988 par les éditions Karthala.

Dans le *Gabon du roi Denis à Omar Bongo*, Marc Aicardi de Saint-Paul (éd. Albatros) donne des informations générales succinctes sur cette contrée équatoriale, qui serait utilement complétées, le cas échéant, par l'Africope, guide économique annuel des pays francophones (éd. Mémorial) et par le *Gabon aujourd'hui* publié par Myriam Rémy aux éditions Jeune Afrique. Les enfants ont enfin à leur disposition la bande dessinée en couleurs du ministre gabonais Georges Rawiri et de Michèle Cohen, *Le Train de la forêt vierge* ou l'épopée du Transgabonais (coédition Berger-Levrault, Nancy et Etudes et communication, Libreville).

J. P. P.-H.

* Le Gabon, qui compte un réseau d'hôtels modernes parfois très luxueux, est desservi pratiquement chaque jour par UTA ou Air Gabon.

MIETTES

Les miettes de la vie sont partout. Elles sont dans les rues, dans les champs, dans les villes, dans les villages. Elles sont dans les yeux, dans les oreilles, dans le cœur. Elles sont dans les livres, dans les journaux, dans les magazines. Elles sont dans les rêves, dans les espoirs, dans les peurs. Elles sont dans les larmes, dans le sang, dans la sueur. Elles sont dans tout ce qui vit, tout ce qui sent, tout ce qui aime. Elles sont dans la vie elle-même, dans sa beauté, dans sa tristesse, dans sa complexité. Elles sont dans la mort, dans la résurrection, dans l'éternité. Elles sont dans tout, dans tout, dans tout.

Les miettes de la vie sont partout. Elles sont dans les rues, dans les champs, dans les villes, dans les villages. Elles sont dans les yeux, dans les oreilles, dans le cœur. Elles sont dans les livres, dans les journaux, dans les magazines. Elles sont dans les rêves, dans les espoirs, dans les peurs. Elles sont dans les larmes, dans le sang, dans la sueur. Elles sont dans tout ce qui vit, tout ce qui sent, tout ce qui aime. Elles sont dans la vie elle-même, dans sa beauté, dans sa tristesse, dans sa complexité. Elles sont dans la mort, dans la résurrection, dans l'éternité. Elles sont dans tout, dans tout, dans tout.

GASTRONOMIE

Les miettes de la vie sont partout. Elles sont dans les rues, dans les champs, dans les villes, dans les villages. Elles sont dans les yeux, dans les oreilles, dans le cœur. Elles sont dans les livres, dans les journaux, dans les magazines. Elles sont dans les rêves, dans les espoirs, dans les peurs. Elles sont dans les larmes, dans le sang, dans la sueur. Elles sont dans tout ce qui vit, tout ce qui sent, tout ce qui aime. Elles sont dans la vie elle-même, dans sa beauté, dans sa tristesse, dans sa complexité. Elles sont dans la mort, dans la résurrection, dans l'éternité. Elles sont dans tout, dans tout, dans tout.

VIRÉE A LONDRES : UN BIG BON A DÉCOUPER

Londres gratuite pour les moins de 16 ans

Aucune ville ne ressemble à Londres et Londres ne ressemble à aucune autre ville. Nulle part ailleurs on ne rencontre ce doux mélange de folie et de tradition. Londres c'est à la fois le musée « Madame Tussaud » et le British Museum. C'est aussi le Musée du Cinéma et la visite des Docks, la relève de la garde et les sermons de Hyde Park. Ça ne s'explique pas, ça se vit. On a tellement envie que vous veniez à Londres que les bateaux de Brittany Ferries partent de trois ports différents : Roscoff, Saint-Malo et Caen. On a tellement envie que vous veniez à Londres qu'on va être vraiment très gentil avec votre enfant : s'il a moins de 16 ans, il est invité, c'est gratuit. Renseignez-vous. Alors c'est promis ? Vous viendrez ?

* Un mois de 16 ans gratuit pour un adulte payant jusqu'au 30/05/89. Renseignements dans toutes les agences de voyage.

Brittany Ferries

هكذا من الأصل

JEUX

échecs

N° 1321

VÉNITIEN

(Championnat par équipes en Allemagne fédérale, janvier 1989)

Blancs : SWEINHAL (Munich 1988)
Noirs : CHANDLER (Hambourg)
Gambit D. Défense vierge.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 f6 10. f6 g7 11. g7 h8 12. h8 g7 13. g7 f6 14. f6 e5 15. e5 d4 16. d4 c3 17. c3 b2 18. b2 a1 19. a1 b2 20. b2 c3 21. c3 d4 22. d4 e5 23. e5 f6 24. f6 g7 25. g7 h8 26. h8 g7 27. g7 f6 28. f6 e5 29. e5 d4 30. d4 c3 31. c3 b2 32. b2 a1 33. a1 b2 34. b2 c3 35. c3 d4 36. d4 e5 37. e5 f6 38. f6 g7 39. g7 h8 40. h8 g7 41. g7 f6 42. f6 e5 43. e5 d4 44. d4 c3 45. c3 b2 46. b2 a1 47. a1 b2 48. b2 c3 49. c3 d4 50. d4 e5 51. e5 f6 52. f6 g7 53. g7 h8 54. h8 g7 55. g7 f6 56. f6 e5 57. e5 d4 58. d4 c3 59. c3 b2 60. b2 a1 61. a1 b2 62. b2 c3 63. c3 d4 64. d4 e5 65. e5 f6 66. f6 g7 67. g7 h8 68. h8 g7 69. g7 f6 70. f6 e5 71. e5 d4 72. d4 c3 73. c3 b2 74. b2 a1 75. a1 b2 76. b2 c3 77. c3 d4 78. d4 e5 79. e5 f6 80. f6 g7 81. g7 h8 82. h8 g7 83. g7 f6 84. f6 e5 85. e5 d4 86. d4 c3 87. c3 b2 88. b2 a1 89. a1 b2 90. b2 c3 91. c3 d4 92. d4 e5 93. e5 f6 94. f6 g7 95. g7 h8 96. h8 g7 97. g7 f6 98. f6 e5 99. e5 d4 100. d4 c3 101. c3 b2 102. b2 a1 103. a1 b2 104. b2 c3 105. c3 d4 106. d4 e5 107. e5 f6 108. f6 g7 109. g7 h8 110. h8 g7 111. g7 f6 112. f6 e5 113. e5 d4 114. d4 c3 115. c3 b2 116. b2 a1 117. a1 b2 118. b2 c3 119. c3 d4 120. d4 e5 121. e5 f6 122. f6 g7 123. g7 h8 124. h8 g7 125. g7 f6 126. f6 e5 127. e5 d4 128. d4 c3 129. c3 b2 130. b2 a1 131. a1 b2 132. b2 c3 133. c3 d4 134. d4 e5 135. e5 f6 136. f6 g7 137. g7 h8 138. h8 g7 139. g7 f6 140. f6 e5 141. e5 d4 142. d4 c3 143. c3 b2 144. b2 a1 145. a1 b2 146. b2 c3 147. c3 d4 148. d4 e5 149. e5 f6 150. f6 g7 151. g7 h8 152. h8 g7 153. g7 f6 154. f6 e5 155. e5 d4 156. d4 c3 157. c3 b2 158. b2 a1 159. a1 b2 160. b2 c3 161. c3 d4 162. d4 e5 163. e5 f6 164. f6 g7 165. g7 h8 166. h8 g7 167. g7 f6 168. f6 e5 169. e5 d4 170. d4 c3 171. c3 b2 172. b2 a1 173. a1 b2 174. b2 c3 175. c3 d4 176. d4 e5 177. e5 f6 178. f6 g7 179. g7 h8 180. h8 g7 181. g7 f6 182. f6 e5 183. e5 d4 184. d4 c3 185. c3 b2 186. b2 a1 187. a1 b2 188. b2 c3 189. c3 d4 190. d4 e5 191. e5 f6 192. f6 g7 193. g7 h8 194. h8 g7 195. g7 f6 196. f6 e5 197. e5 d4 198. d4 c3 199. c3 b2 200. b2 a1 201. a1 b2 202. b2 c3 203. c3 d4 204. d4 e5 205. e5 f6 206. f6 g7 207. g7 h8 208. h8 g7 209. g7 f6 210. f6 e5 211. e5 d4 212. d4 c3 213. c3 b2 214. b2 a1 215. a1 b2 216. b2 c3 217. c3 d4 218. d4 e5 219. e5 f6 220. f6 g7 221. g7 h8 222. h8 g7 223. g7 f6 224. f6 e5 225. e5 d4 226. d4 c3 227. c3 b2 228. b2 a1 229. a1 b2 230. b2 c3 231. c3 d4 232. d4 e5 233. e5 f6 234. f6 g7 235. g7 h8 236. h8 g7 237. g7 f6 238. f6 e5 239. e5 d4 240. d4 c3 241. c3 b2 242. b2 a1 243. a1 b2 244. b2 c3 245. c3 d4 246. d4 e5 247. e5 f6 248. f6 g7 249. g7 h8 250. h8 g7 251. g7 f6 252. f6 e5 253. e5 d4 254. d4 c3 255. c3 b2 256. b2 a1 257. a1 b2 258. b2 c3 259. c3 d4 260. d4 e5 261. e5 f6 262. f6 g7 263. g7 h8 264. h8 g7 265. g7 f6 266. f6 e5 267. e5 d4 268. d4 c3 269. c3 b2 270. b2 a1 271. a1 b2 272. b2 c3 273. c3 d4 274. d4 e5 275. e5 f6 276. f6 g7 277. g7 h8 278. h8 g7 279. g7 f6 280. f6 e5 281. e5 d4 282. d4 c3 283. c3 b2 284. b2 a1 285. a1 b2 286. b2 c3 287. c3 d4 288. d4 e5 289. e5 f6 290. f6 g7 291. g7 h8 292. h8 g7 293. g7 f6 294. f6 e5 295. e5 d4 296. d4 c3 297. c3 b2 298. b2 a1 299. a1 b2 300. b2 c3 301. c3 d4 302. d4 e5 303. e5 f6 304. f6 g7 305. g7 h8 306. h8 g7 307. g7 f6 308. f6 e5 309. e5 d4 310. d4 c3 311. c3 b2 312. b2 a1 313. a1 b2 314. b2 c3 315. c3 d4 316. d4 e5 317. e5 f6 318. f6 g7 319. g7 h8 320. h8 g7 321. g7 f6 322. f6 e5 323. e5 d4 324. d4 c3 325. c3 b2 326. b2 a1 327. a1 b2 328. b2 c3 329. c3 d4 330. d4 e5 331. e5 f6 332. f6 g7 333. g7 h8 334. h8 g7 335. g7 f6 336. f6 e5 337. e5 d4 338. d4 c3 339. c3 b2 340. b2 a1 341. a1 b2 342. b2 c3 343. c3 d4 344. d4 e5 345. e5 f6 346. f6 g7 347. g7 h8 348. h8 g7 349. g7 f6 350. f6 e5 351. e5 d4 352. d4 c3 353. c3 b2 354. b2 a1 355. a1 b2 356. b2 c3 357. c3 d4 358. d4 e5 359. e5 f6 360. f6 g7 361. g7 h8 362. h8 g7 363. g7 f6 364. f6 e5 365. e5 d4 366. d4 c3 367. c3 b2 368. b2 a1 369. a1 b2 370. b2 c3 371. c3 d4 372. d4 e5 373. e5 f6 374. f6 g7 375. g7 h8 376. h8 g7 377. g7 f6 378. f6 e5 379. e5 d4 380. d4 c3 381. c3 b2 382. b2 a1 383. a1 b2 384. b2 c3 385. c3 d4 386. d4 e5 387. e5 f6 388. f6 g7 389. g7 h8 390. h8 g7 391. g7 f6 392. f6 e5 393. e5 d4 394. d4 c3 395. c3 b2 396. b2 a1 397. a1 b2 398. b2 c3 399. c3 d4 400. d4 e5 401. e5 f6 402. f6 g7 403. g7 h8 404. h8 g7 405. g7 f6 406. f6 e5 407. e5 d4 408. d4 c3 409. c3 b2 410. b2 a1 411. a1 b2 412. b2 c3 413. c3 d4 414. d4 e5 415. e5 f6 416. f6 g7 417. g7 h8 418. h8 g7 419. g7 f6 420. f6 e5 421. e5 d4 422. d4 c3 423. c3 b2 424. b2 a1 425. a1 b2 426. b2 c3 427. c3 d4 428. d4 e5 429. e5 f6 430. f6 g7 431. g7 h8 432. h8 g7 433. g7 f6 434. f6 e5 435. e5 d4 436. d4 c3 437. c3 b2 438. b2 a1 439. a1 b2 440. b2 c3 441. c3 d4 442. d4 e5 443. e5 f6 444. f6 g7 445. g7 h8 446. h8 g7 447. g7 f6 448. f6 e5 449. e5 d4 450. d4 c3 451. c3 b2 452. b2 a1 453. a1 b2 454. b2 c3 455. c3 d4 456. d4 e5 457. e5 f6 458. f6 g7 459. g7 h8 460. h8 g7 461. g7 f6 462. f6 e5 463. e5 d4 464. d4 c3 465. c3 b2 466. b2 a1 467. a1 b2 468. b2 c3 469. c3 d4 470. d4 e5 471. e5 f6 472. f6 g7 473. g7 h8 474. h8 g7 475. g7 f6 476. f6 e5 477. e5 d4 478. d4 c3 479. c3 b2 480. b2 a1 481. a1 b2 482. b2 c3 483. c3 d4 484. d4 e5 485. e5 f6 486. f6 g7 487. g7 h8 488. h8 g7 489. g7 f6 490. f6 e5 491. e5 d4 492. d4 c3 493. c3 b2 494. b2 a1 495. a1 b2 496. b2 c3 497. c3 d4 498. d4 e5 499. e5 f6 500. f6 g7 501. g7 h8 502. h8 g7 503. g7 f6 504. f6 e5 505. e5 d4 506. d4 c3 507. c3 b2 508. b2 a1 509. a1 b2 510. b2 c3 511. c3 d4 512. d4 e5 513. e5 f6 514. f6 g7 515. g7 h8 516. h8 g7 517. g7 f6 518. f6 e5 519. e5 d4 520. d4 c3 521. c3 b2 522. b2 a1 523. a1 b2 524. b2 c3 525. c3 d4 526. d4 e5 527. e5 f6 528. f6 g7 529. g7 h8 530. h8 g7 531. g7 f6 532. f6 e5 533. e5 d4 534. d4 c3 535. c3 b2 536. b2 a1 537. a1 b2 538. b2 c3 539. c3 d4 540. d4 e5 541. e5 f6 542. f6 g7 543. g7 h8 544. h8 g7 545. g7 f6 546. f6 e5 547. e5 d4 548. d4 c3 549. c3 b2 550. b2 a1 551. a1 b2 552. b2 c3 553. c3 d4 554. d4 e5 555. e5 f6 556. f6 g7 557. g7 h8 558. h8 g7 559. g7 f6 560. f6 e5 561. e5 d4 562. d4 c3 563. c3 b2 564. b2 a1 565. a1 b2 566. b2 c3 567. c3 d4 568. d4 e5 569. e5 f6 570. f6 g7 571. g7 h8 572. h8 g7 573. g7 f6 574. f6 e5 575. e5 d4 576. d4 c3 577. c3 b2 578. b2 a1 579. a1 b2 580. b2 c3 581. c3 d4 582. d4 e5 583. e5 f6 584. f6 g7 585. g7 h8 586. h8 g7 587. g7 f6 588. f6 e5 589. e5 d4 590. d4 c3 591. c3 b2 592. b2 a1 593. a1 b2 594. b2 c3 595. c3 d4 596. d4 e5 597. e5 f6 598. f6 g7 599. g7 h8 600. h8 g7 601. g7 f6 602. f6 e5 603. e5 d4 604. d4 c3 605. c3 b2 606. b2 a1 607. a1 b2 608. b2 c3 609. c3 d4 610. d4 e5 611. e5 f6 612. f6 g7 613. g7 h8 614. h8 g7 615. g7 f6 616. f6 e5 617. e5 d4 618. d4 c3 619. c3 b2 620. b2 a1 621. a1 b2 622. b2 c3 623. c3 d4 624. d4 e5 625. e5 f6 626. f6 g7 627. g7 h8 628. h8 g7 629. g7 f6 630. f6 e5 631. e5 d4 632. d4 c3 633. c3 b2 634. b2 a1 635. a1 b2 636. b2 c3 637. c3 d4 638. d4 e5 639. e5 f6 640. f6 g7 641. g7 h8 642. h8 g7 643. g7 f6 644. f6 e5 645. e5 d4 646. d4 c3 647. c3 b2 648. b2 a1 649. a1 b2 650. b2 c3 651. c3 d4 652. d4 e5 653. e5 f6 654. f6 g7 655. g7 h8 656. h8 g7 657. g7 f6 658. f6 e5 659. e5 d4 660. d4 c3 661. c3 b2 662. b2 a1 663. a1 b2 664. b2 c3 665. c3 d4 666. d4 e5 667. e5 f6 668. f6 g7 669. g7 h8 670. h8 g7 671. g7 f6 672. f6 e5 673. e5 d4 674. d4 c3 675. c3 b2 676. b2 a1 677. a1 b2 678. b2 c3 679. c3 d4 680. d4 e5 681. e5 f6 682. f6 g7 683. g7 h8 684. h8 g7 685. g7 f6 686. f6 e5 687. e5 d4 688. d4 c3 689. c3 b2 690. b2 a1 691. a1 b2 692. b2 c3 693. c3 d4 694. d4 e5 695. e5 f6 696. f6 g7 697. g7 h8 698. h8 g7 699. g7 f6 700. f6 e5 701. e5 d4 702. d4 c3 703. c3 b2 704. b2 a1 705. a1 b2 706. b2 c3 707. c3 d4 708. d4 e5 709. e5 f6 710. f6 g7 711. g7 h8 712. h8 g7 713. g7 f6 714. f6 e5 715. e5 d4 716. d4 c3 717. c3 b2 718. b2 a1 719. a1 b2 720. b2 c3 721. c3 d4 722. d4 e5 723. e5 f6 724. f6 g7 725. g7 h8 726. h8 g7 727. g7 f6 728. f6 e5 729. e5 d4 730. d4 c3 731. c3 b2 732. b2 a1 733. a1 b2 734. b2 c3 735. c3 d4 736. d4 e5 737. e5 f6 738. f6 g7 739. g7 h8 740. h8 g7 741. g7 f6 742. f6 e5 743. e5 d4 744. d4 c3 745. c3 b2 746. b2 a1 747. a1 b2 748. b2 c3 749. c3 d4 750. d4 e5 751. e5 f6 752. f6 g7 753. g7 h8 754. h8 g7 755. g7 f6 756. f6 e5 757. e5 d4 758. d4 c3 759. c3 b2 760. b2 a1 761. a1 b2 762. b2 c3 763. c3 d4 764. d4 e5 765. e5 f6 766. f6 g7 767. g7 h8 768. h8 g7 769. g7 f6 770. f6 e5 771. e5 d4 772. d4 c3 773. c3 b2 774. b2 a1 775. a1 b2 776. b2 c3 777. c3 d4 778. d4 e5 779. e5 f6 780. f6 g7 781. g7 h8 782. h8 g7 783. g7 f6 784. f6 e5 785. e5 d4 786. d4 c3 787. c3 b2 788. b2 a1 789. a1 b2 790. b2 c3 791. c3 d4 792. d4 e5 793. e5 f6 794. f6 g7 795. g7 h8 796. h8 g7 797. g7 f6 798. f6 e5 799. e5 d4 800. d4 c3 801. c3 b2 802. b2 a1 803. a1 b2 804. b2 c3 805. c3 d4 806. d4 e5 807. e5 f6 808. f6 g7 809. g7 h8 810. h8 g7 811. g7 f6 812. f6 e5 813. e5 d4 814. d4 c3 815. c3 b2 816. b2 a1 817. a1 b2 818. b2 c3 819. c3 d4 820. d4 e5 821. e5 f6 822. f6 g7 823. g7 h8 824. h8 g7 825. g7 f6 826. f6 e5 827. e5 d4 828. d4 c3 829. c3 b2 830. b2 a1 831. a1 b2 832. b2 c3 833. c3 d4 834. d4 e5 835. e5 f6 836. f6 g7 837. g7 h8 838. h8 g7 839. g7 f6 840. f6 e5 841. e5 d4 842. d4 c3 843. c3 b2 844. b2 a1 845. a1 b2 846. b2 c3 847. c3 d4 848. d4 e5 849. e5 f6 850. f6 g7 851. g7 h8 852. h8 g7 853. g7 f6 854. f6 e5 855. e5 d4 856. d4 c3 857. c3 b2 858. b2 a1 859. a1 b2 860. b2 c3 861. c3 d4 862. d4 e5 863. e5 f6 864. f6 g7 865. g7 h8 866. h8 g7 867. g7 f6 868. f6 e5 869. e5 d4 870. d4 c3 871. c3 b2 872. b2 a1 873. a1 b2 874. b2 c3 875. c3 d4 876. d4 e5 877. e5 f6 878. f6 g7 879. g7 h8 880. h8 g7 881. g7 f6 882. f6 e5 883. e5 d4 884. d4 c3 885. c3 b2 886. b2 a1 887. a1 b2 888. b2 c3 889. c3 d4 890. d4 e5 891. e5 f6 892. f6 g7 893. g7 h8 894. h8 g7 895. g7 f6 896. f6 e5 897. e5 d4 898. d4 c3 899. c3 b2 900. b2 a1 901. a1 b2 902. b2 c3 903. c3 d4 904. d4 e5 905. e5 f6 906. f6 g7 907. g7 h8 908. h8 g7 909. g7 f6 910. f6 e5 911. e5 d4 912. d4 c3 913. c3 b2 914. b2 a1 915. a1 b2 916. b2 c3 917. c3 d4 918. d4 e5 919. e5 f6 920. f6 g7 921. g7 h8 922. h8 g7 923. g7 f6 924. f6 e5 925. e5 d4 926. d4 c3 927. c3 b2 928. b2 a1 929. a1 b2 930. b2 c3 931. c3 d4 932. d4 e5 933. e5 f6 934. f6 g7 935. g7 h8 936. h8 g7 937. g7 f6 938. f6 e5 939. e5 d4 940. d4 c3 941. c3 b2 942. b2 a1 943. a1 b2 944. b2 c3 945. c3 d4 946. d4 e5 947. e5 f6 948. f6 g7 949. g7 h8 950. h8 g7 951. g7 f6 952. f6 e5 953. e5 d4 954. d4 c3 955. c3 b2 956. b2 a1 957. a1 b2 958. b2 c3 959. c3 d4 960. d4 e5 961. e5 f6 962. f6 g7 963. g7 h8 964. h8 g7 965. g7 f6 966. f6 e5 967. e5 d4 968. d4 c3 969. c3 b2 970. b2 a1 971. a1 b2 972. b2 c3 973. c3 d4 974. d4 e5 975. e5 f6 976. f6 g7 977. g7 h8 978. h8 g7 979. g7 f6 980. f6 e5 981. e5 d4 982. d4 c3 983. c3 b2 984. b2 a1 985. a1 b2 986. b2 c3 987. c3 d4 988. d4 e5 989. e5 f6 990. f6 g7 991. g7 h8 992. h8 g7 993. g7 f6 994. f6 e5 995. e5 d4 996. d4 c3 997. c3 b2 998. b2 a1 999. a1 b2 1000. b2 c3 1001. c3 d4 1002. d4 e5 1003. e5 f6 1004. f6 g7 1005. g7 h8 1006. h8 g7 1007. g7 f6 1008. f6 e5 1009. e5 d4 1010. d4 c3 1011. c3 b2 1012. b2 a1 1013. a1 b2 1014. b2 c3 1015. c3 d4 1016. d4 e5 1017. e5 f6 1018. f6 g7 1019. g7 h8 1020. h8 g7 1021. g7 f6 1022. f6 e5 1023. e5 d4 1024. d4 c3 1025. c3 b2 1026. b2 a1 1027. a1 b2 1028. b2 c3 1029. c3 d4 1030. d4 e5 1031. e5 f6 1032. f6 g7 1033. g7 h8 1034. h8 g7 1035. g7 f6 1036. f6 e5 1037. e5 d4 1038. d4 c3 1039. c3 b2 1040. b2 a1 1041. a1 b2 1042. b2 c3 1043. c3 d4 1044. d4 e5 1045. e5 f6 1046. f6 g7 1047. g7 h8 1048. h8 g7 1049. g7 f6 1050. f6 e5 1051. e5 d4 1052. d4 c3 1053. c3 b2 1054. b2 a1 1055. a1 b2 1056. b2 c3 1057. c3 d4 1058. d4 e5 1059. e5 f6 1060. f6 g7 1061. g7 h8 1062. h8 g7 1063. g7 f6 1064. f6 e5 1065. e5 d4 1066. d4 c3 1067. c3 b2 1068. b2 a1 1069. a1 b2 1070. b2 c3 1071. c3 d4 1072. d4 e5 1073. e5 f6 1074. f6 g7 1075. g7 h8 1076. h8 g7 1077. g7 f6 1078. f6 e5 1079. e5 d4 1080. d4 c3 1081. c3 b2 1082. b2 a1 1083. a1 b2 1084. b2 c3 1085. c3 d4 1086. d4 e5 1087. e5 f6 1088. f6 g7 1089. g7 h8 1090. h8 g7 1091. g7 f6 1092. f6 e5 1093. e5 d4 1094. d4 c3 1095. c3 b2 1096. b2 a1 1097. a1 b2 1098. b2 c3 1099. c3 d4 1100. d4 e5 1101. e5 f6 1102. f6 g7 1103. g7 h8 1104. h8 g7 1105. g7 f6 1106. f6 e5 1107. e5 d4 1108. d4 c3 1109. c3 b2 1110. b2 a1 1111. a1 b2 1112. b2 c3 1113. c3 d4 1114. d4 e5 1115. e5 f6 1116. f6 g7 1117. g7 h8 1118. h8 g7 1119. g7 f6 1120. f6 e5 1121. e5 d4 1122. d4 c3 1123. c3 b2 1124. b2 a1 1125. a1 b2 1126. b2 c3 1127. c3 d4 1128. d4 e5 1129. e5 f6 1130. f6 g7 1131. g7 h8 1132. h8 g7 1133. g7 f6 1134. f6 e5 1135. e5 d4 1136. d4 c3 1137. c3 b2 1138. b2 a1 1139. a1 b2 1140. b2 c3 1141. c3 d4 1142. d4 e5 1143. e5 f6 1144. f6 g7 1145. g7 h8 1146. h8 g7 1147. g7 f6 1148. f6 e5 1149. e5 d4 1150. d4 c3 1151. c3 b2 1152. b2 a1 1153. a1 b2 1154. b2 c3 1155. c3 d4 1156. d4 e5 1157. e5 f6 1158. f6 g7 1159. g7 h8 1160. h8 g7 1161. g7 f6 1162. f6 e5 1163. e5 d4 1164. d4 c3 1165. c3 b2 1166. b2 a1 1167. a1 b2 1168. b2 c3 1169. c3 d4 1170. d4 e5 1171. e5 f6 1172. f6 g7 1173. g7 h8 1174. h8 g7 1175. g7 f6 1176. f6 e5 1177. e5 d4 1178. d4 c3 1179. c3 b2 1180. b2 a1 1181. a1 b2 1182. b2 c3 1183. c3 d4 1184. d4 e5 1185. e5 f6 1186. f6 g7 1187. g7 h8 1188. h8 g7 1189. g7 f6 1190. f6 e5 1191. e5 d4 1192. d4 c3 1193. c3 b2 1194. b2 a1 1195. a1 b2 1196. b2 c3 1197. c3 d4 1198. d4 e5 1199. e5 f6 1200. f6 g7 1201. g7 h8 1202. h8 g7 1203. g7 f6 1204. f6 e5 1205. e5 d4 1206. d4 c3 1207. c3 b2 1208. b2 a1 1209. a1 b2 1210. b2 c3 1211. c3 d4 1212. d4 e5 1213. e5 f6 1214. f6 g7 1215. g7 h8 1216. h8 g7 1217. g7 f6 1218. f6 e5 1219. e5 d4 1220. d4 c3 1221. c3 b2 1222. b2 a1 1223. a1 b2 1224. b2 c3 1225. c3 d4 1226. d4 e5 1227. e5 f6 1228. f6 g7 1229. g7 h8 1230. h8 g7 1231. g7 f6 1232. f6 e5 1233. e5 d4 1234. d4 c3 1235. c3 b2 1236. b2 a1 1237. a1 b2 1238. b2 c3 1239. c3 d4 1240. d4 e5 1241. e5 f6 1242. f6 g7 1243. g7 h8 1244. h8 g7 1245. g7 f6 1246. f6 e5 1247. e5 d4 1248. d4 c3 1249. c3 b2 1250. b2 a1 1251. a1 b2 1252. b2 c3 1253. c3 d4 1254. d4 e5 1255. e5 f6 1256. f6 g7 1257. g7 h8 1258. h8 g7 1259. g7 f6 1260. f6 e5 1261. e5 d4 1262. d4 c3 1263. c3 b2 1264. b2 a1 1265. a1 b2 1266. b2 c3 1267. c3 d4 1268. d4 e5 1269. e5 f6 1270. f6 g7 1271. g7 h8 1272. h8 g7 1273. g7 f6 1274. f6 e5 1275. e5 d4 1276. d4 c3 1277. c3 b2 1278. b2 a1 1279. a1 b2 1280. b2 c3 1281. c3 d4 1282. d4 e5 1283. e5 f6 1284. f6 g7 1285. g7 h8 1286. h8 g7 1287. g7 f6 1288. f6 e5 1289. e5 d4 1290. d4 c3 1291. c3 b2 1292. b2 a1 1293. a1 b2 1294. b2 c3 1295. c3 d4 1296. d4 e5 1297. e5 f6 1298. f6 g7 1299. g7 h8 1300. h8 g7 1301. g7 f6 1302. f6 e5 1303. e5 d4 1304. d4 c3 1305. c3 b2 1306. b2 a1 1

Culture

THÉÂTRE

« La Veillée » de Lars Noren Furia flamboyante

Auteur d'un théâtre de chambre cruel, homme doux et discret, Lars Noren a rencontré un metteur en scène extrêmement latin. Résultat : un hymne fiévreux à la vie.

Deux couples — deux frères et leur femme — s'entredéchirent autour de l'urne funéraire contenant les cendres de la mère, qui vient de mourir. L'auteur de la *Veillée*, Lars Noren, était suédois, on s'attendait à un affrontement figé dans la méchanceté glacée. A des mœurs plus tranchantes qu'une trompette, encore plus méchant que les invectives des deux frères et leurs femmes, car dire que ça ne marche pas dans les ménages est un euphémisme.

Mâles enfantins et femmes frustrées. Sans rien oublier, Lars Noren détaille tout ce qui peut ne pas aller entre époux, entre parents et enfants, entre enfants et parents. Tout ce que chacun a vécu ou va vivre au moins une fois, ce que chacun sait mais en général garde en lui, est ici formulé, craché. Et ça ne sert même pas d'exorcisme. Au long de cette veillée, tandis que les vérités épouvantables sont dites, les personnages se défont, se dégradent, s'abîment, perdent leur dignité. Parce que Lars Noren est suédois, on cite évidemment Bergman à son propos. Mais ils n'ont pas grand-chose en commun, et on est bien loin des scènes de la vie conjugale. En tout cas, Lars Noren ne laisse aucune chance de rédemption à ses personnages. Ils ne sont pas frappés par le dieu divin, ils n'ont jamais connu Dieu.

A propos de la mise en scène de Jorge Lavelli dans son Théâtre de la Colline, avec les comédiens Patrice Kerbrat-Catherine Hiegel et Roland Bertin-Françoise Brion, on ne peut certainement pas évoquer Bergman. Lavelli est un latin baroque et il a



Catherine Hiegel et Patrice Kerbrat

lancé le quatuor dans une furia flamboyante. En fait, si Lars Noren écrit ce que l'on appelle un « théâtre de chambre », du genre huis-clos étouffant, dans la grande salle du Théâtre de la Colline, les dimensions de la scène imposent un jeu physique, extériorisé. Ici, dans un appartement pour yuppies bien convenables, et qui progressivement se délabre, la déraison seule forme de pudeur l'emporte sur la méchanceté. La cruauté s'exprime dans un jeu animal, viscéral, un jeu de provocations. Chacun va au plus loin de ce qu'il est, crache ses faiblesses, ses haines impuissantes. « Je ne veux plus de toi parce que tu me rends trop moche », dit à peu près Patrice Kerbrat à Catherine Hiegel.

A coups de vérités exaspérées, transformées en armes mortelles, ils

tendent de s'arracher aux liens familiaux, conjugaux. Ils veulent se déseigner, se retrouver eux-mêmes. Ils ne souffrent pas d'avoir perdu un Dieu paternel, ils courent comme des dératés après leur innocence. Mais ont-ils jamais été des enfants ouverts à la vie ?

C'est alors qu'ils atteignent la quarantaine que la conscience leur vient du temps perdu, de leur précocité. Au fond, même destructrice, leur réaction de révolte est saine. Pour une fois, un spectacle de Lavelli ne se termine pas sur une image de mort, d'abandon définitif, mais sur un champ d'attente où demeure une étincelle de vie. Mauvaise, malheureuse, mais indestructible. C'est dû beaucoup aux acteurs. Patrice Kerbrat insiste un peu beaucoup sur la puérilité exas-

pérante de son personnage, mais Catherine Hiegel exalte, Françoise Brion coupe, sont magnifiques, et on n'avait pas vu depuis longtemps Roland Bertin aussi extraordinairement équivoque.

Tous les quatre ont travaillé plusieurs fois avec Lavelli. Ils connaissent leurs faiblesses et leurs forces respectives. Ils en ont joué. Ils donnent l'impression d'avoir pris un plaisir sauvage qu'ils transmettent. Bien ensemble, comme une famille qui ne parvient pas à se déseigner quoi qu'il en coûte.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Colline. Tél. : 43-66-43-60, 20 heures.

Rencontre avec l'auteur

« Le chagrin fait tout éclater »

La Veillée (Éditions de l'Arche), raconte un affrontement familial. Une situation que je connais pour l'avoir vécue, avec mon frère, dit Lars Noren. Le conflit est aujourd'hui résolu.

Homme secret, discret, Lars Noren écrit des pièces sombres. Son regard est bleu clair et doux. En France, on l'a découvert, en juin dernier, quand Jean-Louis Jacopin a créé, au Petit Odéon, la *Force de tuer*, l'histoire d'un jeune homme qui poignarde son père (le *Monde* du 24 juin).

Son théâtre de chambre terrible, cru, parle de la famille d'aujourd'hui. Seul *Oreste*, histoire d'un meurtre mythologique et antique, et une pièce sur O'Neill qu'il vient d'achever se situent dans le passé.

Lars Noren ne se définit pas comme un auteur spécifiquement suédois. On cite souvent, à son propos, Strindberg. Il lui préfère Ibsen. Il s'est fait connaître dans les années 60 par ses poèmes et ses romans. Depuis dix ans, il donne l'exclusivité au théâtre. De Stock-

holm à Vienne, en passant par Berlin, on le salue comme le plus grand dramaturge suédois contemporain.

« J'aime travailler, comme dans la *Veillée* sur un quatuor, une forme proche du quatuor musical, explique-t-il. Le théâtre comme polyphonie émotionnelle. La plus difficile est de choisir les personnages avec lesquels je vais vivre. Car je vis avec eux, il me faut du temps pour percevoir leurs secrets. Je dois tout savoir d'eux. Je décide d'abord de l'ensemble de la situation ; puis de la scénographie. Je prévois la manière dont mes personnages vont se déplacer, se rencontrer. J'imagine leur profession, quelle chemise ils achètent, ce qu'ils mangent. En suite, je jette tous ces détails à la poubelle et j'écris ce qu'ils vont raconter : les mots viennent en dernier. »

Ma première pièce datée de 1973. Depuis, j'ai abandonné le roman et la poésie. Le théâtre est un monde différent, qui demande un investissement immense. Je vais de

plus en plus loin dans le secret, et c'est fascinant. Je déteste les intrigues et je suis de plus en plus intéressé par l'être humain. Mon naturalisme n'est pas direct, la scène privilégie l'instant où l'homme se montre à nu. Shakespeare l'aurait montré en utilisant la loi, O'Neill l'alcool. Dans la *Veillée*, j'ai choisi le chagrin. Il fait tout éclater.

« Il me semble, écrivez-vous dans le programme d'*Oreste*, que c'est de la parole que vient une grande part de la cruauté entre les hommes. » Que cherchez-vous à provoquer avec votre parole ?

« Je souhaite que le public — même si je ne pense pas à lui au moment de l'écriture — ne s'identifie pas à mes personnages, mais se mette dans leurs sentiments. Il doit avoir assez de repères, de sympathie, pour entendre leurs paroles terribles, et travailler à son tour sur le mal, l'intérieur. »

« Le moyen de vos pièces, sans exception, est la famille ? Et si l'on y entend le mot « amour », il y a

d'abord et surtout la frustration, la peur, le désir, le sexe. »

« Nous luttons avec notre imagination tout au long de notre vie. L'homme ne voit pas l'homme comme une personne humaine. Sinon, il ne se blesserait pas si fort. Ils mènent une guerre fantasmagorique. Et ces forces — la peur, le désir, la violence — tirent l'essence de leur puissance de ce qu'elles sont nées. »

« Quoi qu'il arrive, on retourne toujours vers un seul sujet : la famille, car toute notre vie en découle. Mais je ne suis pas psychanalyste ! »

« Vos personnages de la *Veillée* ont parfois des trous, des absences pendant lesquelles ils promettent une parole dont ils ne semblent pas avoir la maîtrise. C'est un peu lacunaire. »

« Avec Kristeva et Simone Weil, Lacan est un auteur que j'ai beaucoup lu dans les années 60. Il écrit un peu comme un poète, en tout cas c'est comme cela que j'ai aimé le lire. »

« Vous refusez les intrigues, vous abandonnez peu à peu les actions. Que reste-t-il dans vos dernières pièces : la parole, seulement ? »

« Oui. Ainsi dans *Les Etres d'un jour*, on entend d'abord le bruit des mots, comme une musique. Bien sûr, il y a une évolution. Dans cette pièce, les conflits sont terminés, mais mes personnages ont encore trente ans à vivre. Que vont-ils faire ? »

« Ce désarroi d'une société dans laquelle tous les conflits sont résolus, est-ce celui de la Seconde, pays du bonheur où le taux de suicide est particulièrement élevé ? »

« La Seconde n'est pas un pays heureux. Tout est éclairé, il n'y a aucune ombre. On a toujours la sensation que quelqu'un vous regarde. La société est figée. Même si aujourd'hui je vois la vie de manière plus positive que lorsque j'ai écrit *Les Etres d'un jour*. Car il me semble que, face à de nouvelles difficultés — le Sida, le chômage, — les gens vont devenir plus constructifs dans leur vie intellectuelle et sentimentale. »

Propos recueillis par

ODILE QUIROT.
* Théâtre de la Colline. Jusqu'au 31 mars. Tél. : 43-66-43-60.

« La Vie parisienne », « l'Avare » Offenbach l'entraîneur

Jacques Maucclair joue l'Avare dans le Marais, et Michel Bouquet à Lyon avant de venir à Paris. Les élèves du Conservatoire sont prêts pour la relève. Ils l'ont prouvé en jouant la Vie parisienne d'Offenbach.

Ces jours-ci les élèves du Conservatoire d'art dramatique de Paris — ce n'est pas la première fois — aux côtés des professeurs Pierre Vial et Louis-Jacques Rondeleux, ils ont joué la Vie parisienne, un enchantement.

Offenbach, dans ces mêmes murs, avait été lui-même élève du Conservatoire, en 1833-1834, mais c'était alors le Conservatoire de musique, et non celui d'art dramatique.

Pour des jeunes gens qui ont choisi l'art du théâtre, il n'y a peut-être pas d'exercice, d'entraînement, meilleur que la Vie parisienne. Entre autres choses parce qu'Offenbach n'arrête pas de changer le rythme : marche, polka, farandole, triple galop, tous les temps y passent. De plus en plus vite. Un train d'enfer, qui est un train de nature, d'extérieur, de grand-rue et de grand-rue.

Alliance explosive d'opéra-buffa, de caricature de société, de gags vocaux. Avec des « rôles », car chaque protagoniste est le croquis aigu, précis, d'un caractère, d'un métier.

Que Louis-Jacques Rondeleux soit un irremplaçable animateur de chœurs, de musiques, au conservatoire, nous le savions, mais la force de galeté d'imagination de Pierre Vial ne nous était pas connue, enfin pas à ce point-là : c'est merveilleux, le comique de grand style boudé d'un geste à l'autre, d'un mot à l'autre, les « solos » furieux d'ensemble n'ont pas une bavure, et c'est d'une grande qualité d'esprit, bravo !

La promotion 1989 sera bonne, ces élèves de troisième année ont de la présence, de l'allant, et déjà un air évident. Gérard Watkins, qui joue Frick le bottier, irradie un enjouement, une facilité naturelle, et il a merveilleusement compris le « problème » qu'avait Offenbach avec l'accent et l'allure prussiens : il était plutôt dégagé, Offenbach, n'a pas hésité à se convertir pour épouser une Espagnole catholique, et quand ça bardait à Paris en 1848, en 1870, il fichait le camp respirer ailleurs, mais une chose ne le lâchait pas : son accent allemand, vrai rabat-joie.

Michel Vuilleumoz, grand diable ténébreux, drôle, assez bandesien dans sa manière sans y toucher de chasser les papillons noirs, joue un baron de Gondremarek qu'aucun coup ne désempare. Benoît Vergne, très défilé, charmant, donne au personnage de Gardieu la légèreté note « Musset » qu'Offenbach indique par moments, par exemple dans le célèbre « rondo » de Métella (Catherine Pietri, actrice de net caractère, décidée, enjouée, est une excellente Métella). Le Brésilien, joué avec beaucoup de finesse, d'ambiguïté, par Arnaud Giovanniotti. Il faudrait citer Michel Fau (Bobinet un peu torero), Isabelle Gardien (Pauline), Catherine Valbrègue (Gabrielle), Andrea Schiefer (la baronne), toutes et tous.

MICHEL COURNOT.
* L'Avare. Théâtre des Célestins à Lyon. 20 h 30. Théâtre du Marais, Paris. 20 h 45. Tél. : 42-78-03-53.

Que ces acteurs de vingt ans ne nous incitent pas à passer sous silence, quand même, les grands rouliers (d'une indiscutable jeunesse). Michel Bouquet aux Célestins de Lyon (mais il viendra à Paris, à l'Atelier) et Jacques Maucclair au Théâtre du Marais, à Paris, se font les griffes sur l'Avare.

C'est une pièce à part, chez Molière, l'Avare, parce qu'elle n'est pas, comme Tartuffe, l'École des Femmes, le Malade imaginaire, une œuvre infusée d'une émotion de vie, d'une mémoire souffrante ou souriante.

L'Avare est plus calmement pensé, écrit : ce sont des scènes d'une technique comique accomplie, qui s'enchaînent. Avec une écoute particulièrement attentive, affolement des enfants de la famille. La tenue, des enfants de la famille, affolement des enfants de la famille. La tenue, des enfants de la famille, affolement des enfants de la famille.

« spectaculaire », en réalité : vous pouvez avoir devant vous une personne affable, responsable, ouverte, et même accablante, vraiment, et tout à coup, pour un rien, une bougie trop vite allumée, une cerise tombée de la nappe, cette affection si étrange, apparaît : l'avarice.

Au bord d'un gouffre

Michel Bouquet, grand acteur, sans quitter pour autant sa démarche habituelle, sur la pointe des pieds, de Ramnagrobis, il son ricrus habitude, l'ères serrées, de Voltaire à Ferney, où Michel Bouquet s'amuse à placer des gestes de rien, des regards de biais, qui laissent prévoir une maladie, même dans les moments d'abandon. Mais cette représentation, sans doute, vaut aussi par la mise en scène de Pierre Frank, qui montre ici un sens extrêmement juste des pauses, des heures, et qui « serre » ou « détend » le jeu de manière à nous faire sentir que le comique, la mécanique du rire, lorsqu'ils sont épurés comme ici par Molière, conduisent doucement, mais tout droit, au bord d'un gouffre. Et là, nous rejoignons l'émotion du Malade, l'École, mais sous des couleurs plus sobres, on dirait presque aveuglement.

A Paris, dans un lieu et une mise en scène beaucoup plus modestes qu'à Lyon, Jacques Maucclair, transportant les costumes de la pièce vers un aujourd'hui un peu babe-cool, joue un Harpagon plus clownesque, et qui se surveille moins. Le public est très content, et il y a en des mises en scène de Maucclair plus subtiles, mais comment résister à la séduction, au côté « gens du voyage » de Maucclair et de ses acteurs ? Le théâtre, c'est cela aussi : la toile peinte et l'amour de jouer.

Mancclair joue dans le quartier Arts et Métiers, à deux pas de ce qui fut, des siècles durant, l'abbaye de Saint-Martin-des-Champs. Les moines en étaient détestés du peuple de Paris, parce qu'ils faisaient venir, par un conduit de plusieurs kilomètres, de très fait de plomb et de grès, de l'eau de source, pure et fraîche, depuis une colline de Montreuil. Alors qu'à Paris l'eau était immonde. Maucclair, c'est le contraire de ces moines : c'est l'eau de source pour tout le monde, le cœur du théâtre sur la main.

MICHEL COURNOT.
* L'Avare. Théâtre des Célestins à Lyon. 20 h 30. Théâtre du Marais, Paris. 20 h 45. Tél. : 42-78-03-53.

CINÉMA

« Les Cannibales », de Manoel de Oliveira

Divertissement dans un palais

Le réalisateur d'un Soulier de satin mémorable se lance cette fois dans l'opéra filmé.

On fête, cette année, les soixante ans de cinéma du réalisateur portugais Manoel de Oliveira, qui débute comme acteur en 1928. Sa carrière de cinéaste fut difficile sous le régime de Salazar, mais, depuis 1971, il connaît ses années de gloire, et ses admirateurs lui ont voté un véritable culte.

Les Cannibales, sélectionné pour la compétition au Festival de Cannes 1988, se présente comme un film-opéra. Les acteurs s'expriment en chantant, selon la technique du play-back. L'originalité que d'anciens volants dans ce film est toute relative. L'action se passe au dix-neuvième siècle et la musique de Joao Pais ne pastiche pas les opéras

de l'époque. Elle se rapproche plutôt du « parlé-chanté » des films de Jacques Demy, en s'appliquant — sans ironie d'ailleurs — à un livre tiré d'un conte noir d'Alvaro Carvalho.

Dès le début, le film se place sous le signe du théâtre, en montrant l'arrivée, dans un palais portugais, d'invités costumés. Un narrateur et un violoniste, en habit de soirée, commentent l'action, présentent les personnages. On assiste alors à un divertissement comme les aristocrates en donnaient autrefois, dans leurs riches demeures, avec de la musique, et, justement, on est chez les aristocrates, dont Manoel de Oliveira a filmé les rites, les façons d'être.

Le décor est beau. Le metteur en scène en a utilisé l'espace comme celui d'un théâtre à machines, avec changements de tableaux. La mise en scène s'exerce comme à distance

sur d'évidentes conventions. Marguerite, fille très romantique d'un père au sang bleu, est passionnément éprise du vicomte d'Alveleda, gentilhomme fier et mystérieux. Un jeune homme, Don José, amoureux fou de Marguerite, la nuit de nocce armé d'un revolver, éprouve l'effroi de l'amoureux transi surpris, en partie, derrière la fenêtre.

Le film bascule alors dans le fantastique « gothique » mais pour rebondir aussitôt dans l'humour noir, la déraison la plus totale. C'est là, sans doute, qu'on peut voir la critique d'un certain type d'opéra et de la société qui l'avait engendré. De là à trouver l'œuvre « burlesque », il y a, tout de même, un monde. Cet exercice de style se suffit à lui-même en témoignant de la vitalité d'un cinéaste presque octogénaire qui, depuis le Soulier de satin (1966), s'accorde des pauses.

JACQUES SICLIER.

هكذا من الأصل

Le Mardi 28 Février 1989
AU C.A.C. LES PLATEAUX
ANGOULEME
JAZZ
LOUIS SCLAVIS TRIO
DANIEL HUMAIR
REUNION
89

COMÉDIE DE CAEN • 22 FEV / 4 MARS • 31 47 39 00
THEATRE 71/MALAKOFF • 8/31 MARS
Ainsi va le Monde
Comédie de William Congreve
Mise en scène Michel Dubois
Texte français Isabelle Fanchon
avec Taïlla Chelton, Christiane Millet, Chantal Deruaz, Valérie Vogt,
Louise-Anne Monod, Sonia Zink, Laurence Bienvenu,
Gerard Chailou, Serge Maggiani, Alain Moussy, Jean-Marie Fnn,
François Gamard, Thierry Parot
Une production C.M. COMEDIE DE CAEN avec le J.T.N.

Culture

MUSIQUES

Yo Yo Ma aux Champs-Élysées

Aussi léger qu'un violon

Connaissez-vous la Sonate la Surprise, de Brahms ? Yo Yo Ma nous l'a révélée au cours d'un récital éblouissant.

Un violoncelliste, de trente-trois ans, qui remplit de fond en comble le Théâtre des Champs-Élysées, ce n'est pas fréquent. Mais celui-ci est un élu des foules internationales et, de plus, à Paris il est un peu chez lui, puisqu'il y est né (de parents chinois) et a fait ses « débuts » dans l'atelier d'Etienne Vatelot à trois ans et demi.

Quand Yo Yo Ma commence les *Pièces dans le style populaire* op. 102, de Schumann, ce scherzo vif, crépitant, gai comme un *bis de virtuosité*, comment n'être pas conquis d'emblée par ce feu, cette passion brûlante, puis par l'idéalisme, la rêverie légendaire qui débouche sur un lyrisme si viril ? En quelques pages, c'est le grand Schumann qu'il fait revivre, celui qui jette ses derniers rayons au soleil couchant.

Jouer les contemporains est certes louable, mais *For cello solo*, de Léon Kirchner, même exécuté avec une virtuosité diabolique, contient plus de formules, hélas, que de musique.

Dans la *Sonate pour Arpeggione*, de Schubert, le jeu de Yo Yo Ma devient simple, limpide, léger, parfait, et il déploie l'admirable mélodie de l'adagio comme une fleur qui s'épanouit lentement. L'expression

s'intériorise complètement, comme en rêve, presque en léthargie, avant que le chant réapparaisse doucement à l'oreille de la forêt, encore tout ému, et se livre peu à peu à la danse, tournoyant à l'infini sous cet archet si chaleureux.

Après l'entracte, quelle surprise ! Le programme nous prometait la *Première Sonate en mi mineur* op. 38, de Brahms, et Yo Yo Ma attaque la *Troisième Sonate en ré mineur* op. 108... pour violon ! On ressent un certain choc dans l'estomac et puis on s'habitue.

Une interprétation fulgurante

Sans doute le violoncelliste a-t-il voulu montrer que son instrument est aussi léger qu'un violon, et il y réussit fort bien, évitant les sonorités empâtées et barytonantes. L'interprétation est fulgurante, le lyrisme débridé ; tout son corps est soulevé.

Le Studio des variétés à l'Olympia

Apprentis chanteurs

Pour la première fois les élèves de l'école des variétés présentent leur spectacle dans une vraie salle.

Créé en décembre 1984, le Studio des variétés s'est donné pour but de former des « bons professionnels ». L'enseignement de l'école, dont le conseil d'administration est constitué de membres nommés par le

ministère de la culture, de la SACEM et des institutions concernées, s'étend sur deux ans. Au siège du Studio, 28, rue Ballu, les élèves ont à leur disposition un espace scénique, une scène modulable, une salle de danse, une bibliothèque. La première promotion (vingt-huit élèves, moyenne d'âge : vingt-quatre ans) est sortie en juin 1986.

Neuf des promus — dont Jacques Haurougné, qui a donné, depuis, des concerts au Théâtre de la Ville — ont resté, bien sûr, à entreprendre dans une industrie musicale où 10 % seulement des artistes sont en mesure de gagner un jour ou l'autre l'équivalent du SMIC et où un succès de chanson n'est jamais une évidence.

Sous la direction artistique de Bob Soquet, qui supervisa autrefois pour RCA les premiers pas d'Alain Souchon, les élèves du Studio des variétés ont constitué une revue musicale qui revient sur les trente dernières années de la chanson française. Chaque chanson recrée (le Temps du tango, de Ferré et Caumont, *Je suis snob*, de Boris Vian, *Paris s'éveille*, de Jacques Dutronc, *Pouletier's Song*, le *Bagad de Lann Bihoué*, d'Alain Souchon, *Marcia Baila*, de Rita Mitsouko, *Etienne*, de Cœur de Patte) est l'objet d'une mini-comédie musicale.

Quelques reprises comme les *Play-Boys* de Dutronc, trop marquées par la dérision de la création originale, ne supportent pas un deuxième traitement parodique. Mais, dans l'ensemble, le spectacle est dynamique, souvent drôle. Il souligne qu'au moment même où la comédie musicale semble enfin prendre ses marques à Paris, de jeunes artistes savent chanter et possèdent le sens du mouvement.

Les élèves du Studio des variétés offrent à l'Olympia une image contrastée de bonheur et d'interrogation sur l'avenir, de fraternité dans une troupe, et d'isolement. Certains ont naturellement plus de charme, d'aisance, de faussette, que d'autres, plus d'éclat dans leur façon de transmettre une chanson. Mais tous sont là avec une vraie envie de spectacle, le plaisir d'être sur une scène et de pouvoir imposer un univers, sans jamais copier un chanteur connu.

CLAUDE FLÉOUTER.

Après l'Olympia, où il est passé les 21 et 22 février, le Studio des variétés était à Sèvres jeudi 23 et sera à Bruxelles le 9 mars, avant de participer au Printemps de Bourges.

EN RAISON DU SUCCÈS
BOULEVARD DES FILLES DU CALVAIRE
Le Bal de N'DINGA
TCHICAYA U TAM'SI
GABRIEL GARRAN
Une soirée parisienne, une œuvre majeure.
RÉALISATION : GABRIEL GARRAN
Mise en scène inégalable de GABRIEL GARRAN
Une œuvre d'exception, un spectacle unique.
4 comédies de haute qualité.
LE MOIS DE
TÉMOIGNAGE CHRIÉTIEN
Du 24 FÉVRIER au 19 MARS
BOUFFES DU NORD
LOCATION 42.39.34.50

Communication

Quatre rapports dressent l'état des lieux de l'audiovisuel public

Amoncée fin septembre, au plus fort de la grève, la concertation sur l'avenir de l'audiovisuel public touche à sa fin. Les quatre groupes de travail réunis à l'initiative du ministre délégué à la communication, M^{me} Catherine Tasca, ont achevé leurs travaux. Composés de représentants des entreprises (A 2, FR 3, Radio-France, la SEPT...), des syndicats et des pouvoirs publics ainsi que de parlementaires et d'experts, ils ont mis la dernière main à quatre rapports qui seront officiellement remis au ministre en début de semaine pro-

chaine (1). Quatre rapports qui, sans engager le gouvernement, serviront de base aux positions qu'il défendra, au printemps, au Parlement, lors du débat d'orientation sur la situation de l'audiovisuel public. Quatre documents qui, après avoir souvent sacrifié au traditionnel discours réconfortant (« l'attachement » du public, quatorze mille salariés « de qualité », un potentiel technique « irremplaçable », etc.), sont d'autant de cris d'alarme.

Les faits sont là : la télévision publique ne retient plus qu'un tiers (36 %) de l'audience aux heures de grande écoute ; le budget de TF 1 égale celui d'Antenne 2 et FR 3 réunis alors que la redevance stagne, que le coût des émissions s'envole et que les entreprises publiques se livrent à une concurrence anarchique. Tous les groupes de travail s'accordent donc sur la nécessité d'un service public fort, ouvert sur le monde, doté d'une véritable « stratégie de groupe » ainsi que de moyens accrus. Aucun n'apporte cependant de réponse aux deux questions-clés du paysage audiovisuel : la décentralisation de FR 3 et l'avenir de la Société française de production (SFP).

Un service public fort. Les télévisions publiques n'ont qu'une raison d'être : offrir à tous les téléspectateurs un vrai choix de programmes. Deux chaînes nationales généralistes ne sont pas de trop pour cette mission, et les rapports leur assignent des objectifs extrêmement ambitieux : dépasser ensemble 45 % de parts de marché par une remontée d'Antenne 2 aux alentours de 30-35 % et par une progression de FR 3 de 10 à 15 %. Tout repli de cette dernière sur une programmation uniquement culturelle est ainsi écarté. « Une chaîne financée par la redevance à concurrence de sommes très importantes », explique le groupe de travail mené par M. Jean-Pierre Hoss, « ne peut, sous peine de perdre une grande partie de sa légitimité et de démotiver ses personnels, se contenter très longtemps d'une audience inférieure à un certain seuil ».

FR 3 ne doit donc pas être une « chaîne secondaire », mais la « télévision plurielle française ». Chacun des régions de l'information et des grands événements, des grands magazines et documentaires, elle devrait aussi assurer « l'interactivité entre la télévision et les Français ». « Ainsi, les grandes opérations médiatiques, caritatives ou autres, organisées avec le concours de la France entière » (devraient-elles appeler) « tout naturellement l'utilisation systématique du réseau FR 3 ».

Le secteur public devra aussi veiller à ne pas se laisser distancer sur les nouveaux médias. Câble, satellite, télévision haute définition, rien ne doit lui rester étranger.

Un stratégie de groupe. La SFP signe un gros contrat avec TF 1 mais pas avec A 2 ; l'INA et FR 3 se disputent la formation ; la production de FR 3 et la SFP se disputent à présent des parts de marché. « Le secteur public joue contre lui-même », note un rapport, alors que la durée de la concurrence lui impose plus de solidarité.

Coordonner le développement, les investissements des différentes sociétés est indispensable. Mais à la création d'un holding A 2-FR 3 (un « écran supplémentaire » sans garantie de meilleurs résultats), les groupes de travail préfèrent la mise en place de structures plus souples ou adaptées à un objectif précis.

Au sommet, un « comité stratégique » pourrait décider des grands choix (investissement, production, recherche, nouveaux médias). A la base, Antenne 2 et FR 3 devraient disposer d'une régie publicitaire commune, procéder de concert à leurs achats de droits télévisés, disposer d'une structure commune d'étude du public, et bien sûr, d'un comité d'harmonisation des programmes, harmonisation indispensable à toute remontée de l'audience. Et si cela ne suffisait pas ? On pourrait toujours nommer un même président à la tête des deux chaînes, voire faire fusionner celles-ci. Cette nouvelle stratégie du groupe devrait enfin se traduire — visuellement —

Précision sur le magazine « Aujourd'hui Madame ». — Le magazine du groupe Bauer ne devra changer de titre que si la cour d'appel confirme le jugement rendu par le tribunal de grande instance de Paris (le Monde du 24 février). La décision n'a en effet pas été assortie de l'exécution provisoire, précise un communiqué des Editions Bauer, la société éditrice à laquelle le producteur de l'émission télévisée « Aujourd'hui Madame » — Armand Jammot — conteste le droit d'utiliser ce titre.

La thèse dissidente d'un service public sans publicité. C'est avec surprise et irritation que Mme Catherine Tasca, a découvert, il y a environ deux semaines, que la commission chargée de réfléchir particulièrement sur les moyens de financement du service public n'avait pas jugé bon de recevoir les auteurs d'un projet visant à une transformation radicale de l'économie du système audiovisuel : la suppression de la publicité sur les chaînes publiques en contrepartie de la création d'une taxe sur l'ensemble des dépenses publicitaires du secteur privé. Estimant « paradoxal » la négligence, voire le rejet immédiat, de ce qui lui apparaissait comme la proposition la plus « originale » du débat ouvert depuis l'été, le ministre a donc imposé au président de la commission — M. François Giquel — l'audition d'extrêmes des représentants de cette thèse. Une thèse dissidente par rapport aux diverses autres propositions d'aménagement du système mais qui — et pour des raisons parfois opposées — semble rallier autant de partisans dans les rangs de la majorité que dans l'opposition.

Outre la clarté du dispositif proposé, l'objectif des études réalisées par un petit groupe de personnalités membres ou proches du Parti socialiste est triple : doter le secteur public d'un financement permettant de soustraire les programmes aux pressions de la publicité et des sondages ; dégager des moyens

équivalents à ceux des chaînes commerciales et prévoir leur évolution dans les mêmes proportions. Misant sur l'absorption par les autres médias des recettes publicitaires abandonnées par Antenne 2 et FR 3 (3 milliards de francs en 1987), le projet prévoit donc l'instauration d'une taxe sur la totalité des recettes publicitaires médias et hors médias (52 milliards de francs en 1987). Une taxe modulable selon les supports qui non seulement compenserait la perte des 3 milliards mais couvrirait aussi les besoins supplémentaires des chaînes évalués à 1 milliard. Les chaînes publiques n'en seraient pas pour autant soustraites totalement à l'obligation d'audience mais d'autres impératifs liés à la qualité, la création originale et la « satisfaction » du public verraient à insuffler au service public une philosophie et une logique différentes.

Une logique à laquelle le président de la République, ne serait-ce, dit-on, insensible mais que la commission n'a guère jugé réaliste. Encore admet-elle n'avoir « pu examiner et évaluer l'ensemble des études techniques nombreuses qui semblent avoir été déjà menées sur ce point (...) ni entreprendre de nouvelles recherches ni procéder à la nécessaire consultation des parties intéressées ».

La politique audiovisuelle internationale ne fait pas l'objet d'un jugement aussi sévère, même si le rapport rédigé sous la houlette de M. Jacques Vistel attire à juste titre l'attention des pouvoirs publics sur deux lacunes particulièrement criantes dans le domaine de l'information : l'absence d'un réseau minimum de correspondants à l'étranger (que l'audiovisuel public pourrait bâtir par exemple en liaison avec l'AFF) et le besoin d'une véritable agence télévisuelle française couvrant l'actualité l'étranger.

Le rapport déplore également l'éparpillement des initiatives extérieures et suggère des rapprochements. En radio, avec une meilleure coordination des activités de Radio-France, RFI et de la Solrad. En télévision, avec le regroupement au sein d'une nouvelle structure — Télévision française internationale — de TV 5-Europe, Canal France et l'agence d'images AFV.

Deux points de divergence : la régionalisation de FR 3 et le financement de la SFP.

Sur la régionalisation métropolitaine de l'audiovisuel (...) le groupe n'a pas pu dégager de consensus », reconnaît le premier rapport. Entre les syndicats, partisans d'un éclatement de la troisième chaîne en « structures autonomes » et les tenants d'une décentralisation plus modeste, toute conciliation s'est révélée impossible. De même n'a pu se faire un rapprochement entre les organisations syndicales de la SFP, souhaitant un financement public de cette société, et les tenants de la production privée, qui rejettent totalement cette proposition.

Des oppositions irréductibles qui ne peuvent qu'embarrasser le gouvernement et qui font des stations régionales de FR 3 et de la SFP — lourdement déficitaires — les deux pôles explosifs de l'audiovisuel public. Les syndicats sont sur le qui-vive, les personnels largement démoralisés. Après avoir canalisé les revendications de l'automne dernier et habilement reporté les échéances, le pouvoir doit aujourd'hui gérer la sortie de la crise en évitant... d'y retomber.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Les quatre rapports : missions et complémentarités de l'audiovisuel public ; moyens et méthodes de gestion ; production et patrimoine ; enjeux européens et internationaux.

(2) Bureau d'information et de prévisions économiques.

La thèse dissidente d'un service public sans publicité

Après l'Olympia, où il est passé les 21 et 22 février, le Studio des variétés était à Sèvres jeudi 23 et sera à Bruxelles le 9 mars, avant de participer au Printemps de Bourges.

ANNICK COJEAN

A partir du 28 février 1989

LA FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE PRESENTE

FABRICE LUCHINI

FRANÇOISE DORNER

HELENE DUC

Une folie électrique

D'après "Mystification" de Diderot.

Adaptation théâtrale : Françoise Thyron.

Mise en scène : Michel Valmer.

Décor et costumes : Arthur Abolm.

Un spectacle SCIENCE 89

Organisation de la Mairie de Paris

COUVET DES CORDELIERS

15, rue de l'Ecole de Médecine, 75006 Paris - M^o Odéon

Soirées : du mardi au samedi à 21h - Matinées : dimanche à 15h

Location : 43.29.40.63 - 3 FNAC - Billel - Pafel - Virgin Megastore

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : **P** Signalé dans « Le Monde radio-télévision » **F** Film à voir **M** On peut voir **N** Ne pas manquer **M** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 24 février

TF 1

20.35 Variétés : *Arts de recherche*. Invité : Patrick Bruel. Variétés : Bernard Lavilliers, Mylène Farmer, Thierry Minier, Michel Béro, Chris de Burgh, Eddy de Burgh, Philippe Suen, Kylie Minogue. Coups de cœur : Josiane Balasko et Richard Berry. 22.35 Magazine : *Demain la lune*. Sommaire : Sortie du corps (des témoins racontent leur voyage astral) ; Portrait de Marcel Lockin (un scientifique passionné par les champignons) ; Planète mer ; Médium (un témoin raconte son expérience de communication avec Marie-Antoinette) ; 23.30 Journal et Météo. 23.50 Feuilleton : *Maria Chapdelaine*. De Gilles Carles (1^{re} épisode). De 0.40 à 0.43 *Rediffusions*. 0.40 Série : *Drôles d'histoires*. 1.00 Série : *Des agents très spéciaux*. 1.25 Feuilleton : *L'homme à poigne*. 2.45 Téléfilm : *L'oreille*. 4.35 Magazine : *Demain la lune*. 5.25 Musique. 5.30 Documentaire : *Histoires naturelles*. 6.00 Série : *Drôles d'histoires*. 6.30 Documentaire : *Histoires naturelles*.

A2

20.35 Série : *Hôtel de police*. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème



« Le choc des cultures », sont invités : Azouz Bagag (*Béré ou le Paradis*

privé), Julia Kristeva (*Etrangers à nous-mêmes*), Yves Leguin (*la Mosquée France*), Yves Médaire (*France, terre d'azil*), Tsvetan Todorov (*Nous et les Autres*). 22.55 Journal et Météo. 23.15 Cinéma : *Alice dans les villes*. Film allemand de Wim Wenders (1973, v.o., N.). 1.05 Magazine : *De club de club*.

FR3

20.35 Feuilleton : *L'or du diable* (4^e épisode). 21.30 Magazine : *Thalassa*. Pêcheurs de glaces. 22.25 Journal et Météo. 23.50 Magazine : *Océaniques*. 0.20 Musique. Sonate en si bémol majeur de Haydn, par Jean-Claude Pennetier, piano.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : *Mentir à Covatta County*. 22.05 Documentaire : *Le monde lacunaire des serpents*. 23.30 Documentaire : *Exploits*. 23.55 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : *Mission*. Film anglais de Roland Joffé (1986). Avec Robert De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnally. *Grand film d'aventures historiques aux superbes images, avec deux acteurs hors du commun. Palme d'or du Festival de Cannes 1986.* 1.00 Cinéma : *Les Saisons du plaisir*. Film français de Jean-Pierre Mocky (1967). Avec Charles Vanel, Denise Grey, Jacqueline Maillan. 2.20 Boîte. Championnat du monde des poids moyens : Iran Barkley (E.U.), Roberto Duran (Pan.). 4.30 Série : *Bergère*. 6.20 Série : *Sealing 13*.

LA 5

20.30 Téléfilm : *La nuit des guerriers*. De Peter Yul. 22.15 Téléfilm : *Préhistorique des femmes*. 0.00 Journal. 0.05 Cinéma : *Capitaine Furillo*. 1.08 Les

enquêtes du commissaire Maigret. 2.20 Boulevard et compagnie. 2.40 Journal de la nuit. 2.45 Vite la vie ! 3.10 Vidéo, vidéo. 4.10 Feuilleton : *Dominique*. 4.55 Vidéo, vidéo.

M 6

20.35 Téléfilm : *Scandale à la une*. De David Lowell Rich, avec Burt Lancaster, Lauren Hutton. 22.10 Documentaire : *Mémoires*. *Le premier ministre*. D'Edward Behr. 23.15 Six minutes d'informations. 23.20 Six clips. 23.50 Série : *La prisonnière*. 0.40 Le lys dans la vallée. 2.40 Magazine : *Mémoires*. 3.30 Magazine : *Dans de choc*. 4.20 Le lys dans la vallée. 6.20 Magazine : *Boulevard des clips*.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Denis ou l'intelligence. 21.30 Musique : *Black and blue*. Le Jazz Dictionary, de Grove. 22.40 Nuits magiques. Quatre villes imaginaires ou réelles. 4. Une ville imaginaire. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : *Coda*. Pierre Barouh et Saravali, un homme et une femme.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 9 avril 1988 à Paris). Concerto pour piano et orchestre n° 2 en la mineur op. 21, de Chopin ; Symphonie n° 1 en ré majeur, de Mahler, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Myung-whun Chung ; sol. : Murray Perahia, piano. 22.30 Magazine : *Dans de choc*. 4.20 Le lys dans la vallée. 6.20 Magazine : *Boulevard des clips*.

Samedi 25 février

TF 1

13.15 Magazine : *Reportages*. De Michèle Cotta et Jean-Claude Patis. Sommaire : La brigade des stupés ; Hors limite. 13.50 La Une est à vous. 13.55 Série : *Salut les hommes*. 14.35 La Une est à vous (suite). 14.45 Théo à Saint-Cloud. 15.50 La Une est à vous (suite). 18.05 Treize millions d'années. *Arlette*. Arlette Badier, le Sacha à la mode. Le Bordier Collin, champion des chiens de berger. Taxis : des progrès à faire. 18.35 Série : *Les professionnels*. L'éclat féminin. *Une brigade de choc contre l'espionnage*. 19.30 Série : *Marc et Sophie*. 20.30 Journal et Météo. 20.35 Tapis vert et tirage du Loto. 20.45 Jeux : *Interpique*. Présenté par S. Garmier, C. Lux et C. Savarit en direct de Grenoble. Les équipes : Villard-de-Lans, l'Alpe d'Huez, Briançon et Grenoble. 22.20 Magazine : *Ushama*. Sommaire : Justice de cachalot ; Terro de l'Alaska ; Météo d'été ; Soleil de glace ; Portrait de Marcel Baraduc. 23.15 Feuilleton : *Mont-Royal* (8^e épisode). 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : *Drôles d'histoires*. 0.50 Série : *Vous-avez-épousé-une-femme* ? 0.50 Série : *Drôles d'histoires*. Météo : En plein dans la nuit. 1.15 Série : *Maman*.

A2

13.20 Magazine : *L'annuaire anglais*. Présenté par Bernard Rapp. Sommaire : Les coulisses des grands entretiens ; Mariana Rodriguez-Tome, une one-woman show comique. 14.10 Magazine : *Samedi passion*. Aventure passion : opération survie (descente d'une rivière au nord du Québec en raft par des adolescents) ; Handball : championnat du monde à Barcelone ; Boxe : rencontres entre l'équipe de Cuba et les médaillés olympiques. 18.05 Magazine : *Le chevalier du week-end*. Présenté par Pierre Bess. 18.15 Série : *Papa poule*. Papa poule moins 1. 19.00 INC. 19.05 Série : *L'homme qui tombe à pic*. Les caprices de Jody. 20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Variétés : *Champs-Élysées*. Émission présentée par Michel Drucker. Avec Elton John, Christian Clavier, Jeanne Mas, Alain Souchon, Kassav, Enya, Le bagay du Lata Bihoué, Les belles de Redha, Jean Rochefort, Michel Lagueyrie. 22.25 Série : *Médecine de nuit*. Mot de cœur, avec Catherine Allégret. 23.25 Journal et Météo. 23.40 Magazine : *Lettes noires pour maitres blancs*. De Catherine Barma, présenté par Thierry Ardisson.

FR 3

13.00 Magazine : 12.14, 14.00 Tennis. 3^e Grand Prix de tennis de Lyon. Demi-finales du simple. 18.00 *Samedi* (sous réserve). 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.50 Dessin animé : 31

était une fois la vie. Les musclics et la graine. 20.47 Jeu : *La chasse*. Présenté par Jean-Louis Buzat. 21.00, Harvey cartoons : à 21.07 un épisode de la série *L'homme invisible* (Le transfuge) ; à 21.30 *Boty Boop*. 21.50 Journal et Météo. 22.15 Magazine : *Le dessin*. D'Henry Chapier. Invité : Patrick Sébastien. 22.35 Magazine : *Musiques*. D'Alain Dussault. Georges Bizet. 130^e anniversaire. Avec la participation de Montserat Caballé. 23.00 Cinéma : *Cassandre*. 23.35 Magazine : *Sports 3*. Spécial championnat du monde de handball.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : *Samedi 1* heure. De Jean-Louis Buzat. Erik Gilbert et Michel Falcid. 14.00 *Téléfilm* : *Les prisonniers de la mer*. De James Malichuk, avec Jackie Wray, Ray Paisley. 15.40 Documentaire : *Les animaux de sport*. Spiderman au Australie. 16.10 Série : *Max Haddock*. 16.50 Football. 32^e de finale de la Coupe de France : Sochaux-Metz. 19.00 *Cahos cadu*. Les enfants de la liberté. *Thip tap*. Ex clair jusqu'à 19.30. 19.30 *Flash*. 19.35 Top 50. Présenté par Marc Tosca. 20.30 Série : *Palace*. De Jean-Michel Ribes, avec Pierre Arditi, Jean Carmet, Eva Darian. 5^e numéro de la série. 21.45 Les espions du catch. 22.40 Spectacle : *Magie, magie*. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : *Le principe de l'arche* de Noël en film allemand de Rüdiger Eggert. (1983). Avec Richy Müller, Franz Buchrieser, Aviva Joel. En 1984, un officier scientifique russe et un officier technique américain travaillent dans une nation orientale à des recherches météorologiques. *La guerre se prépare sur la terre*. L'officier russe peut favoriser son pays. Deux exécutifs sont envoyés sur la station. C'est le film de science-fiction *Indis*. Essayez, vous verrez bien. 0.25 Cinéma : *Saxo* en film français d'Ariel Zeitoun (1987). Avec Gérard Lavin, Akouss Boudier, Richard Brooks. 2.20 Cinéma : *Canary Mountain*. Film belge-franco-canadien de Robert Frank et Rudy Wurlitzer (1987). Avec Karin O'Connor, Harris Yulin, Tom Waits. 3.45 Boîte. Championnat du monde des poids lourds, des super-plume, des super-welters. 5.30 Série : *Bergère*.

LA 5

13.15 *L'hebdo de la Cinq*. 13.30 Série : *L'homme qui valait 3 milliards*. 14.30 Série : *2000*. 15.30 Série : *Shah, fais-moi peur*. De 16.25 à 18.30 *Dessins animés*. 16.25 Les Schtroumpfs. 16.50 *Eni magiques*. 17.15 *File et les Robinson* sautes. 17.40 *Karine*, l'aventure de Noévaan Monde. 18.05 *Jeanne et Serge*. 18.30 *Boulevard et compagnie*. 18.50 Journal image. 19.00 Série :

Deux fées à Miami. 20.00 Journal. 20.30 *Téléfilm* : *Épave de foras*. Entre une jeune fille et une bande de voyous qui ont tué ses grands-parents. 22.15 Série : *La belle et la bête*. 23.15 Magazine : *Télé matches*. 23.25 Série : *Arabesque*. 0.00 Journal de minuit. 0.05 *Arabesque* (suite). 0.25 Série : *Amicalement vôtre*. 1.15 Les enquêtes du commissaire Maigret (rediff.). 2.45 Journal de la nuit. 2.50 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.20 *Voisins*. 3.50 *Voisins* (rediff.). 4.20 *Voisins* (rediff.). 6.00 Boulevard et compagnie (rediff.). 6.30 *Musique* : *Aria de rêve*.

M 6

12.40 Série : *La petite maison dans la prairie*. 13.50 Série : *Incroyable Hulk*. 14.20 Série : *Section 17*. 15.10 Variétés : *Hexagone 60-80*. 16.30 Variétés : *6^e avenue*. 17.30 Magazine : *Adventure*. Sommaire : Surf des sables ; Rive de glace ; Ari Vatanen. 18.00 Informations : *M6* 60. 18.05 *Alfred Hitchcock* (rediff.). 19.00 Série : *Expion monde*. 19.50 Six minutes d'informations. 20.00 Série : *Cosby*. Un pilote dans la famille. 20.35 *Flash*. 20.40 *Flash*. 20.45 *Flash*. 20.50 *Flash*. 21.00 *Flash*. 21.05 *Flash*. 21.10 *Flash*. 21.15 *Flash*. 21.20 *Flash*. 21.25 *Flash*. 21.30 *Flash*. 21.35 *Flash*. 21.40 *Flash*. 21.45 *Flash*. 21.50 *Flash*. 21.55 *Flash*. 22.00 *Flash*. 22.05 *Flash*. 22.10 *Flash*. 22.15 *Flash*. 22.20 *Flash*. 22.25 *Flash*. 22.30 *Flash*. 22.35 *Flash*. 22.40 *Flash*. 22.45 *Flash*. 22.50 *Flash*. 22.55 *Flash*. 23.00 *Flash*. 23.05 *Flash*. 23.10 *Flash*. 23.15 *Flash*. 23.20 *Flash*. 23.25 *Flash*. 23.30 *Flash*. 23.35 *Flash*. 23.40 *Flash*. 23.45 *Flash*. 23.50 *Flash*. 23.55 *Flash*. 24.00 *Flash*. 24.05 *Flash*. 24.10 *Flash*. 24.15 *Flash*. 24.20 *Flash*. 24.25 *Flash*. 24.30 *Flash*. 24.35 *Flash*. 24.40 *Flash*. 24.45 *Flash*. 24.50 *Flash*. 24.55 *Flash*. 25.00 *Flash*. 25.05 *Flash*. 25.10 *Flash*. 25.15 *Flash*. 25.20 *Flash*. 25.25 *Flash*. 25.30 *Flash*. 25.35 *Flash*. 25.40 *Flash*. 25.45 *Flash*. 25.50 *Flash*. 25.55 *Flash*. 26.00 *Flash*. 26.05 *Flash*. 26.10 *Flash*. 26.15 *Flash*. 26.20 *Flash*. 26.25 *Flash*. 26.30 *Flash*. 26.35 *Flash*. 26.40 *Flash*. 26.45 *Flash*. 26.50 *Flash*. 26.55 *Flash*. 27.00 *Flash*. 27.05 *Flash*. 27.10 *Flash*. 27.15 *Flash*. 27.20 *Flash*. 27.25 *Flash*. 27.30 *Flash*. 27.35 *Flash*. 27.40 *Flash*. 27.45 *Flash*. 27.50 *Flash*. 27.55 *Flash*. 28.00 *Flash*. 28.05 *Flash*. 28.10 *Flash*. 28.15 *Flash*. 28.20 *Flash*. 28.25 *Flash*. 28.30 *Flash*. 28.35 *Flash*. 28.40 *Flash*. 28.45 *Flash*. 28.50 *Flash*. 28.55 *Flash*. 29.00 *Flash*. 29.05 *Flash*. 29.10 *Flash*. 29.15 *Flash*. 29.20 *Flash*. 29.25 *Flash*. 29.30 *Flash*. 29.35 *Flash*. 29.40 *Flash*. 29.45 *Flash*. 29.50 *Flash*. 29.55 *Flash*. 30.00 *Flash*. 30.05 *Flash*. 30.10 *Flash*. 30.15 *Flash*. 30.20 *Flash*. 30.25 *Flash*. 30.30 *Flash*. 30.35 *Flash*. 30.40 *Flash*. 30.45 *Flash*. 30.50 *Flash*. 30.55 *Flash*. 31.00 *Flash*. 31.05 *Flash*. 31.10 *Flash*. 31.15 *Flash*. 31.20 *Flash*. 31.25 *Flash*. 31.30 *Flash*. 31.35 *Flash*. 31.40 *Flash*. 31.45 *Flash*. 31.50 *Flash*. 31.55 *Flash*. 32.00 *Flash*. 32.05 *Flash*. 32.10 *Flash*. 32.15 *Flash*. 32.20 *Flash*. 32.25 *Flash*. 32.30 *Flash*. 32.35 *Flash*. 32.40 *Flash*. 32.45 *Flash*. 32.50 *Flash*. 32.55 *Flash*. 33.00 *Flash*. 33.05 *Flash*. 33.10 *Flash*. 33.15 *Flash*. 33.20 *Flash*. 33.25 *Flash*. 33.30 *Flash*. 33.35 *Flash*. 33.40 *Flash*. 33.45 *Flash*. 33.50 *Flash*. 33.55 *Flash*. 34.00 *Flash*. 34.05 *Flash*. 34.10 *Flash*. 34.15 *Flash*. 34.20 *Flash*. 34.25 *Flash*. 34.30 *Flash*. 34.35 *Flash*. 34.40 *Flash*. 34.45 *Flash*. 34.50 *Flash*. 34.55 *Flash*. 35.00 *Flash*. 35.05 *Flash*. 35.10 *Flash*. 35.15 *Flash*. 35.20 *Flash*. 35.25 *Flash*. 35.30 *Flash*. 35.35 *Flash*. 35.40 *Flash*. 35.45 *Flash*. 35.50 *Flash*. 35.55 *Flash*. 36.00 *Flash*. 36.05 *Flash*. 36.10 *Flash*. 36.15 *Flash*. 36.20 *Flash*. 36.25 *Flash*. 36.30 *Flash*. 36.35 *Flash*. 36.40 *Flash*. 36.45 *Flash*. 36.50 *Flash*. 36.55 *Flash*. 37.00 *Flash*. 37.05 *Flash*. 37.10 *Flash*. 37.15 *Flash*. 37.20 *Flash*. 37.25 *Flash*. 37.30 *Flash*. 37.35 *Flash*. 37.40 *Flash*. 37.45 *Flash*. 37.50 *Flash*. 37.55 *Flash*. 38.00 *Flash*. 38.05 *Flash*. 38.10 *Flash*. 38.15 *Flash*. 38.20 *Flash*. 38.25 *Flash*. 38.30 *Flash*. 38.35 *Flash*. 38.40 *Flash*. 38.45 *Flash*. 38.50 *Flash*. 38.55 *Flash*. 39.00 *Flash*. 39.05 *Flash*. 39.10 *Flash*. 39.15 *Flash*. 39.20 *Flash*. 39.25 *Flash*. 39.30 *Flash*. 39.35 *Flash*. 39.40 *Flash*. 39.45 *Flash*. 39.50 *Flash*. 39.55 *Flash*. 40.00 *Flash*. 40.05 *Flash*. 40.10 *Flash*. 40.15 *Flash*. 40.20 *Flash*. 40.25 *Flash*. 40.30 *Flash*. 40.35 *Flash*. 40.40 *Flash*. 40.45 *Flash*. 40.50 *Flash*. 40.55 *Flash*. 41.00 *Flash*. 41.05 *Flash*. 41.10 *Flash*. 41.15 *Flash*. 41.20 *Flash*. 41.25 *Flash*. 41.30 *Flash*. 41.35 *Flash*. 41.40 *Flash*. 41.45 *Flash*. 41.50 *Flash*. 41.55 *Flash*. 42.00 *Flash*. 42.05 *Flash*. 42.10 *Flash*. 42.15 *Flash*. 42.20 *Flash*. 42.25 *Flash*. 42.30 *Flash*. 42.35 *Flash*. 42.40 *Flash*. 42.45 *Flash*. 42.50 *Flash*. 42.55 *Flash*. 43.00 *Flash*. 43.05 *Flash*. 43.10 *Flash*. 43.15 *Flash*. 43.20 *Flash*. 43.25 *Flash*. 43.30 *Flash*. 43.35 *Flash*. 43.40 *Flash*. 43.45 *Flash*. 43.50 *Flash*. 43.55 *Flash*. 44.00 *Flash*. 44.05 *Flash*. 44.10 *Flash*. 44.15 *Flash*. 44.20 *Flash*. 44.25 *Flash*. 44.30 *Flash*. 44.35 *Flash*. 44.40 *Flash*. 44.45 *Flash*. 44.50 *Flash*. 44.55 *Flash*. 45.00 *Flash*. 45.05 *Flash*. 45.10 *Flash*. 45.15 *Flash*. 45.20 *Flash*. 45.25 *Flash*. 45.30 *Flash*. 45.35 *Flash*. 45.40 *Flash*. 45.45 *Flash*. 45.50 *Flash*. 45.55 *Flash*. 46.00 *Flash*. 46.05 *Flash*. 46.10 *Flash*. 46.15 *Flash*. 46.20 *Flash*. 46.25 *Flash*. 46.30 *Flash*. 46.35 *Flash*. 46.40 *Flash*. 46.45 *Flash*. 46.50 *Flash*. 46.55 *Flash*. 47.00 *Flash*. 47.05 *Flash*. 47.10 *Flash*. 47.15 *Flash*. 47.20 *Flash*. 47.25 *Flash*. 47.30 *Flash*. 47.35 *Flash*. 47.40 *Flash*. 47.45 *Flash*. 47.50 *Flash*. 47.55 *Flash*. 48.00 *Flash*. 48.05 *Flash*. 48.10 *Flash*. 48.15 *Flash*. 48.20 *Flash*. 48.25 *Flash*. 48.30 *Flash*. 48.35 *Flash*. 48.40 *Flash*. 48.45 *Flash*. 48.50 *Flash*. 48.55 *Flash*. 49.00 *Flash*. 49.05 *Flash*. 49.10 *Flash*. 49.15 *Flash*. 49.20 *Flash*. 49.25 *Flash*. 49.30 *Flash*. 49.35 *Flash*. 49.40 *Flash*. 49.45 *Flash*. 49.50 *Flash*. 49.55 *Flash*. 50.00 *Flash*. 50.05 *Flash*. 50.10 *Flash*. 50.15 *Flash*. 50.20 *Flash*. 50.25 *Flash*. 50.30 *Flash*. 50.35 *Flash*. 50.40 *Flash*. 50.45 *Flash*. 50.50 *Flash*. 50.55 *Flash*. 51.00 *Flash*. 51.05 *Flash*. 51.10 *Flash*. 51.15 *Flash*. 51.20 *Flash*. 51.25 *Flash*. 51.30 *Flash*. 51.35 *Flash*. 51.40 *Flash*. 51.45 *Flash*. 51.50 *Flash*. 51.55 *Flash*. 52.00 *Flash*. 52.05 *Flash*. 52.10 *Flash*. 52.15 *Flash*. 52.20 *Flash*. 52.25 *Flash*. 52.30 *Flash*. 52.35 *Flash*. 52.40 *Flash*. 52.45 *Flash*. 52.50 *Flash*. 52.55 *Flash*. 53.00 *Flash*. 53.05 *Flash*. 53.10 *Flash*. 53.15 *Flash*. 53.20 *Flash*. 53.25 *Flash*. 53.30 *Flash*. 53.35 *Flash*. 53.40 *Flash*. 53.45 *Flash*. 53.50 *Flash*. 53.55 *Flash*. 54.00 *Flash*. 54.05 *Flash*. 54.10 *Flash*. 54.15 *Flash*. 54.20 *Flash*. 54.25 *Flash*. 54.30 *Flash*. 54.35 *Flash*. 54.40 *Flash*. 54.45 *Flash*. 54.50 *Flash*. 54.55 *Flash*. 55.00 *Flash*. 55.05 *Flash*. 55.10 *Flash*. 55.15 *Flash*. 55.20 *Flash*. 55.25 *Flash*. 55.30 *Flash*. 55.35 *Flash*. 55.40 *Flash*. 55.45 *Flash*. 55.50 *Flash*. 55.55 *Flash*. 56.00 *Flash*. 56.05 *Flash*. 56.10 *Flash*. 56.15 *Flash*. 56.20 *Flash*. 56.25 *Flash*. 56.30 *Flash*. 56.35 *Flash*. 56.40 *Flash*. 56.45 *Flash*. 56.50 *Flash*. 56.55 *Flash*. 57.00 *Flash*. 57.05 *Flash*. 57.10 *Flash*. 57.15 *Flash*. 57.20 *Flash*. 57.25 *Flash*. 57.30 *Flash*. 57.35 *Flash*. 57.40 *Flash*. 57.45 *Flash*. 57.50 *Flash*. 57.55 *Flash*. 58.00 *Flash*. 58.05 *Flash*. 58.10 *Flash*. 58.15 *Flash*. 58.20 *Flash*. 58.25 *Flash*. 58.30 *Flash*. 58.35 *Flash*. 58.40 *Flash*. 58.45 *Flash*. 58.50 *Flash*. 58.55 *Flash*. 59.00 *Flash*. 59.05 *Flash*. 59.10 *Flash*. 59.15 *Flash*. 59.20 *Flash*. 59.25 *Flash*. 59.30 *Flash*. 59.35 *Flash*. 59.40 *Flash*. 59.45 *Flash*. 59.50 *Flash*. 59.55 *Flash*. 60.00 *Flash*. 60.05 *Flash*. 60.10 *Flash*. 60.15 *Flash*. 60.20 *Flash*. 60.25 *Flash*. 60.30 *Flash*. 60.35 *Flash*. 60.40 *Flash*. 60.45 *Flash*. 60.50 *Flash*. 60.55 *Flash*. 61.00 *Flash*. 61.05 *Flash*. 61.10 *Flash*. 61.15 *Flash*. 61.20 *Flash*. 61.25 *Flash*. 61.30 *Flash*. 61.35 *Flash*. 61.40 *Flash*. 61.45 *Flash*. 61.50 *Flash*. 61.55 *Flash*. 62.00 *Flash*. 62.05 *Flash*. 62.10 *Flash*. 62.15 *Flash*. 62.20 *Flash*. 62.25 *Flash*. 62.30 *Flash*. 62.35 *Flash*. 62.40 *Flash*. 62.45 *Flash*. 62.50 *Flash*. 62.55 *Flash*. 63.00 *Flash*. 63.05 *Flash*. 63.10 *Flash*. 63.15 *Flash*. 63.20 *Flash*. 63.25 *Flash*. 63.30 *Flash*. 63.35 *Flash*. 63.40 *Flash*. 63.45 *Flash*. 63.50 *Flash*. 63.55 *Flash*. 64.00 *Flash*. 64.05 *Flash*. 64.10 *Flash*. 64.15

Sports

FOOTBALL : Coupe de France

« Mickey », apprenti sorcier

Sochaux et Metz, finalistes de la Coupe de France 1988, se retrouvent, samedi 25 février, au Parc des Princes, en trente-deuxième de finale de cette même compétition. En juin dernier, Sochaux s'était incliné aux pénalités. Un jeune joueur, Michaël Madar, avait manqué son tir au but. Sa carrière s'est-elle arrêtée à cet instant ? En tout cas, il reste sur la touche.

SOCHAUX.
de notre envoyé spécial

MICHAËL MADAR, sa mère le surnomme « Mickey ». C'est mignon, Mickey. Cela rappelle que, à vingt ans, ce grand costard au regard sombre et à la chevelure bouclée n'est pas encore tout à fait un adulte, simplement un gamin de Montreuil parti à quinze ans apprendre le métier de footballeur à Sochaux. Le club a bonne réputation. Entre les rives du Doubs et les murs grisissants des usines Peugeot, les jeunes talents rêvent de devenir « pros ».

Aujourd'hui, Mickey est bien professionnel. Mais il ne jouera pas à Paris, samedi 25 février, face à Metz, en trente-deuxième de finale de la Coupe de France. Pour un tir mal ajusté, au soir de juin dernier au Parc des Princes, il est « grillé », comme on dit d'une résistance électrique qui n'a pas supporté un surcroît de tension.

Des larmes en gros plan

Ce samedi 11 juin, Sochaux affronte donc Metz, en finale cette fois. Les deux équipes restent dos à dos (1-1). Il faut un vaquant. C'est la séance des tirs aux buts qui le désignera. Du côté sochalien, Sylvester Takac, l'entraîneur, recense les volontaires.

La plupart des ses joueurs, même les plus expérimentés, détournent le regard. Trop de pression. Trop d'enjeu. Michaël Madar, lui, lève le doigt. Précise machinalement. Comme un élève consciencieux qui ne veut pas flâcher le professeur. « Je ne me suis pas rendu compte des conséquences. Pour moi, c'était logique : j'avais toujours tiré les pénalités. Puis, au fur et à mesure que les autres frappaient, j'ai senti l'angoisse monter ».

Son tour arrive. La foule le pousse du regard et de la voix vers le point fatidique. Personne ne connaît ce jeune homme qui porte le numéro 13 dans son dos. Porte-bonheur ou porte-malheur ? Michaël s'approche. S'élance. Tire. Arrêt du gardien messin ! Sochaux est battu. Il pleure, Mickey. De grosses larmes de gosse que les caméras dégustent en gros plan.

Plus tard dans la nuit, vainqueurs et vaincus se retrouvent dans un cabaret parisien des Champs-Élysées. Mickey « costume beige et chaussures noires des soirs de fête » noie ses remords dans le champagne, en solitaire. Solidaires sur le terrain,



Michaël Madar : un raté difficile à oublier.

ses coéquipiers l'ignorent. Puis il s'égare dans la capitale avec un ami. Après le champagne, le pastis. Se griser pour oublier.

Oublier ? Pas si facile. Une nuit d'errance, une fête dans l'appartement familial de Montreuil au lendemain du match, des vacances sur la Côte d'Azur et un stage de préparation en RFA n'y changent rien. Le mal est profond. Michaël Madar plonge. Le magnétoscope du souvenir repasse sans cesse la même image : « Au début, j'en ai fait des cauchemars ».

« Madar, penalty »

Il met deux mois et demi à se remettre : « Je suis d'un naturel assez négatif, j'ai tendance à m'apitoyer sur mon sort. Encore maintenant, à l'entraînement, quand les gars tirent des pénalités, je ne bouge pas. Je sais que tout le monde pense à moi ». D'autant qu'il se trouve toujours quelqu'un pour ramener le passé. Un spectateur qui hurle « Madar, penalty ! ». Un gamin qui lui demande un autographe. « A part quelques abrutis, les gens ne m'en ont pas trop voulu. Ils m'aiment bien. Enfin, je crois... ».

Depuis la finale, il n'a pourtant pas souvent rejoint son équipe première, ni même en troisième division. L'oubli. Le grand plongeon. Tous juste quelques apparitions sur le banc des remplaçants, mais aussi une sélection en équipe de France espoir contre la Norvège, histoire de confirmer que le jeune homme est bien doué pour les choses du ballon. « Avant Noël, je revenais bien, mais j'ai été blessé », explique-t-il timidement. « Mickey a besoin d'être entouré, de sentir qu'on lui fait confiance », ajoute sa mère.

Sylvester Takac fait une analyse plus incisive : « Il ne m'a

jamais redonné satisfaction. Pour le penalty, personne ne lui en a voulu, mais, après la finale, un courant de sympathie s'est développé et il est devenu plus connu que certains joueurs. Il a mal digéré cette célébrité due, il ne faut pas l'oublier, à un échec ! Or un gars qui ne parvient pas à s'assumer, cela veut dire quelque chose ! ».

« Je vais revenir... »

Cela signifie surtout que Mickey est désormais un « banni ». Mais, alors qu'il vient de signer son premier contrat professionnel (quatre ans), il refuse de polémique : « C'est fini, je vais revenir. Simplement, j'ai besoin d'être secouru pour avancer... ». Mais des proches du club certifient que Takac n'en veut plus. D'ailleurs, il le lui aurait fait sèchement savoir en début de saison.

D'autres prétendent que certains joueurs marquent toujours leur défiance. D'où son exclusion progressive d'un groupe dont il faisait partie la saison dernière. En vertu de la loi du silence qui régit le milieu du football, personne n'avouera cette rancune. Tout juste se dévoile-t-elle au détour d'un regard sans équivoque ou d'une indifférence pleine de sous-entendus. « Rater un penalty, cela arrive même aux plus grands », dit-on à Sochaux. Reste que le foot est sans pitié avec les anonymes qui échouent.

Finalement, Madar n'a commis qu'une erreur : lever le doigt au mauvais moment. Personne ne lui demandait rien. Sur tout pas de mourir en héros. Un héros qui, bien malgré lui, traîne son penalty comme un ballon de plomb accroché à son pied droit, celui qui a tremblé un soir de juin à Paris...

PHILIPPE BROUSSARD.

PLANCHE A VOILE : Coupe du monde de funboard

Le creux de la vague

La première épreuve de la Coupe du monde de funboard à laquelle participent 105 coureurs professionnels (78 hommes et 27 femmes) se déroule à Hyères jusqu'au 26 février.

HYÈRES
de notre envoyé spécial

QUAND le vent vient à manquer sur une épreuve de funboard — et cela a été le cas à Hyères pendant six jours — les coureurs, privés des 11 nœuds minimum nécessaires pour gonfler leur voile et faire planer leur planche au-dessus de la mer, rassemblent des idées noires. Ils s'interrogent sur l'avenir d'une Coupe du monde qui entame dans le Var sa sixième année d'existence.

La précédente édition de cette épreuve a été quasiment ignorée par les médias en 1988. Seul un accord privilégié avec TF1 a permis la diffusion de quelques émissions à des heures tardives. Pourtant, pour la première fois en cinq ans, la compétition a connu l'an dernier un véritable suspens.

L'Américain Robby Naish, qui survolait le funboard depuis l'apparition de ce sport, a été dominé par un jeune Hispano-Néerlandais de vingt ans, Björn Dunkerbeck, et par un Suédois de vingt et un ans, Anders Bringdal. Le titre s'est joué tout au long d'une saison marathon de seize épreuves courues du Japon à l'Espagne, de la France aux Caraïbes et des États-Unis à l'Allemagne : un calendrier mis au point en catastrophe par les coureurs lors de la finale 1987 en Guadeloupe. Les fabricants de planches qui organisaient la Coupe du monde déclaraient alors brutalement forfait à cause des difficultés financières liées au rétrécissement du marché.

Le comité de l'Association des coureurs professionnels, le PBA, ne regrette pas cette saison sans échos : « Le Tour 1988 a permis à cinq cents coureurs différents de s'aligner, contre une centaine les années précédentes. Présent dans de nouveaux pays, le funboard a

conquis des sponsors. Ils ont apporté 700 000 dollars de primes, contre moins de 200 000 dollars les années précédentes », explique le coureur suisse Christian Herles, porte-parole du PBA.

Conflit d'intérêt

Pour la plupart des professionnels, brutalement licenciés par les marques de planches, les primes à l'arrivée ont permis de boucler des budgets qui dépassent souvent les 300 000 francs par an : « Il faut savoir que transporter sept à huit planches, plus de vingt voiles et autant de mâts et de wish-bones, coûte déjà au moins 150 000 francs par saison », précise le Français Raphaël Salles, qui a dû quitter l'équipe Tiba en cours d'année.

Reste qu'il peut y avoir conflit entre l'intérêt sportif du funboard et l'intérêt des sponsors. C'est un voyageur dépendant du groupe Rothmans qui organise trois épreuves de la Coupe du monde.

Mais après avoir accepté de concourir sur des sites et à des dates surtout propices au far niente, les coureurs cherchent à imposer les conditions d'un véritable affrontement avec le vent et les vagues. En France, des contacts ont été renouvelés avec La Torche, en Bretagne, où, selon Robby Naish, « les conditions se rapprochent le plus de celles d'Hawaï ».

Bref, pour empêcher que les meilleurs ne s'évitent et ne portent ainsi préjudice au prestige des épreuves, l'Association des coureurs professionnels est revenue cette année à un calendrier plus proche des quatre premières éditions de la Coupe du monde. Six épreuves principales, dites du « grand chelem », sont désormais obligatoires pour figurer au classement. Une douzaine de courses de moindre importance permettront éventuellement aux coureurs de remplacer certains mauvais résultats.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

HANDBALL : Mondial B

Un chèque tiré sur l'avenir

La Pologne qui a battu, jeudi 23 février, la France (27-24), rencontrera l'Islande, dimanche 26 février à Bercy, en finale du championnat du monde B de handball. La France verra la veille la cinquième place contre la Suisse, mais elle a déjà atteint son principal objectif : la qualification pour le Mondial A, l'an prochain en Tchétoslovaquie.

DEUX buts. Deux petits buts d'écart, mardi soir contre le Danemark (23-21) en faveur de la France, et c'est tout l'avenir du handball français qui s'en est trouvé

changé. En mieux. Deux buts marqués avec hargne, un avantage défensif avec courage. Deux buts qui garantissent à l'équipe de France sa présence, au printemps prochain, au Mondial A en Tchétoslovaquie. Et — qui sait ? — sa qualification pour le tournoi olympique en 1992 à Barcelone.

En organisant le championnat du monde B, le handball français voulait convaincre. Mieux : il voulait survivre. Recueillir au peloton des sports collectifs deux médiatiques : football, rugby ou basket. Le handball français voulait se débarrasser enfin de cette image

un rien vieillotte de sport de masse à vocation scolaire. Définitivement et désespérément scolaire.

Verdict : le résultat est acquis, la France ira au Mondial A. Mais la bataille n'est pas gagnée. Pas encore. Il suffit pour s'en convaincre de mesurer les difficultés rencontrées par la Fédération française pour atteindre sa cible.

Première embêche : les clubs. Daniel Constantini, l'entraîneur de l'équipe de France, les avait souhaîtés dociles et coopératifs. A l'image de ceux du volley-ball, qui avait accepté sans rechigner de se séparer de leurs internationaux

pour les laisser à l'entière disposition de l'équipe de France, avant le Mondial de 1986. Constantini rêvait d'une préparation commando, avec stages de longue durée et tournées planétaires, du 1^{er} juillet 1987 à fin février 1989. Il a dû revoir ses ambitions à la baisse, échantonné par une violente campagne de presse orchestrée par les clubs français peu enclins à laisser filer leurs meilleurs joueurs.

Deuxième obstacle : l'IFHF, la Fédération internationale, une institution archaïque et lourde à manoeuvrer. La France a dû composer avec ses structures et ses règlements. Cela a donné des résultats pour le moins saugrenus, notamment lorsqu'il a fallu séduire d'indispensables partenaires financiers. La Fédération internationale étant sous contrat avec une société suisse spécialisée dans la recherche de commanditaires, le maillot de l'équipe de France a ainsi été « vendu » à une marque de boisson allemande.

Restait à réussir l'impact médiatique, cette sacro-sainte reconnaissance derrière laquelle le handball français court depuis des années. Là aussi, la tâche était ardue. Le résultat est mitigé. La Fédération française de handball n'a pu attirer les télévisions qu'en puisant dans ses propres caisses, payant à FR 3 le droit d'avoir une place dans ses programmes. Et encore, la couverture télévisée s'est-elle trouvée réduite par la concurrence du Tournoi de tennis de Lyon, FR 3 ayant un accord global avec la Fédération française de tennis.

En arrachant sa qualification pour le Mondial A, le handball français a atteint son objectif. Mais il n'a pas forcément garanti son avenir.

A. M.

Le Parlement européen se prononce contre la limitation du nombre de joueurs étrangers

Le Parlement européen dénonce « l'esclavage » dont sont victimes les joueurs de football. La commission juridique du Parlement européen a qualifié, mercredi 22 février, « d'esclavage moderne » le coût exorbitant des footballeurs professionnels entre clubs européens.

Dans un rapport adopté à l'unanimité et adressé à l'Assemblée plénière — qui devrait l'adopter — elle manifeste son hostilité à la limita-

tion du nombre de joueurs étrangers autorisés à évoluer dans les clubs professionnels. Elle demande donc à la Commission européenne, l'exécutif de la CEE, d'engager des poursuites contre l'UEFA (Union européenne de football), les fédérations nationales et les clubs, pour mettre un terme à ce système qui, selon elle, porte atteinte à la « liberté de signer un contrat de travail ».

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats de France de cross. — Dimanche 26 février à Coudekerque (Nord).

Automobilisme

Championnat du monde des rallyes. — A partir du mardi 28 février, Rallye du Portugal.

Basket-ball

Championnat de France. — Onzième tour retour, samedi 25 février.

Boxe

Championnat du monde des poids lourds. — Mike Tyson (E.-U.)-Frank Bruno (G.-B.). Samedi 25 février à Las Vegas (Etats-Unis). Canal Plus, dimanche, en direct dimanche 26, à partir de 3 h 45.

Football

Coupe de France. — Trente-deuxième de finale, samedi 25

et dimanche 26 février. Canal Plus, en direct samedi 25, à 16 h 55, Sochaux-Metz.

Coupe d'Europe des clubs champions. — Quarts de finale aller : Monaco-Galatasaray, mercredi 1^{er} mars. Canal Plus, en direct 20 h 30.

Funboard

Coupe du monde à Hyères. — TF 1, lundi 27 février. Résumé à 23 h 50.

Handball

Championnat du monde, groupe B. — Samedi 25 et dimanche 26 février, au Palais omnisports de Paris-Bercy.

Antenne 2, samedi 25 février à 15 heures, match de classement pour la troisième et la quatrième place. FR 3, dimanche 26 février à 14 h 30, finale.

Patinage de vitesse

Championnats du monde de sprint. — Samedi 25 et dimanche 26 février à Heerenveen (Pays-Bas).

Ski alpin

Coupe du monde. — Epreuve messieurs à Whistler-Mountain (Canada), et dames à Steamboat-Springs (Etats-Unis), jusqu'au dimanche 26 février.

Ski nordique

Championnats du monde. — Jusqu'au dimanche 26 février à Lahti (Finlande).

Tennis

Grand Prix de Lyon. — Jusqu'au dimanche 26 février. FR 3, samedi à 14 heures, demi-finale en direct. FR 3, dimanche à 15 h 30, finale.

Grand Prix de Naney. — Du lundi 27 février au dimanche 5 mars.

هكذا من الأصل

SOMMAIRE

■ Déficit de 2,8 milliards de francs en janvier, le commerce extérieur de la France souffre toujours du déséquilibre du solde industriel (lire ci-dessous).

■ Philips, le numéro un européen de l'électronique, affiche pour 1988 d'excellents résultats, fruit de ses restructurations (lire page 24).

■ Une expérience originale est menée chez Thomson-CSF pour régler « humainement » le problème de la réduction des effectifs (lire page 25).

Les marchés financiers secoués par la crainte de l'inflation et de la hausse des taux

Un peu partout dans le monde, à l'exception de Tokyo, les marchés financiers ont été secoués dès le milieu de la semaine par les nouvelles venues des États-Unis. Les déclarations pessimistes de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, accompagnées mercredi 22 de la publication du mauvais indice des prix à la consommation de janvier (+ 0,6 %) ont accentué les craintes d'une reprise de l'inflation. Les réactions furent immédiates et importantes sans vraiment devenir inquiétantes. Wall Street donna le ton mercredi, l'indice Dow Jones perdant 42,50 points (- 2 %), enregistrant ainsi sa plus forte baisse depuis le 11 novembre dernier.

Toutefois, ce repli se fit dans une ambiance modérément active. Les Bourses européennes suivirent le mouvement à des degrés différents. Jeudi, alors que Londres perdait près de 1 %, Zurich se dépréciait de 1,13 %, tandis qu'à Francfort l'indice DAX 30 abandonnait 1,16 %, tombant à son plus bas niveau depuis le début de l'année. Mais la plus forte dépression fut enregistrée à Paris où l'indice CAC 40, qui avait déjà perdu 1,16 % la veille, chuta de 2,52 %. Outre le marché des actions, celui des obligations était vivement secoué, une activité intense régnant sur le MATIF, qui enregistrerait un record avec 164 000 contrats échangés pour 32 milliards de francs.

Toutefois, cette chute des valeurs boursières s'est effectuée sans aucune panique. Ainsi, sur le mar-

ché à règlement mensuel, le volume des transactions est resté identique à celui des semaines précédentes, avec un montant avoisinant les 2 milliards de francs. Signe que les vendeurs d'actions n'étaient pas si nombreux. Les opérateurs jouent cette baisse comme « salutaire » et « nécessaire » après le parcours remarquable qu'a effectué la place parisienne pendant six semaines consécutives de la mi-décembre à la fin du mois de janvier. Durant cette période, le marché s'est apprécié de plus de 12 %, et l'indice CAC a frôlé le 3 février, son plus haut niveau historique de 460,4 atteint le 26 mars 1987. Jeudi, il revenait à son niveau du début de l'année, cette « pause », ou cette « purge », selon les avis, est indispensable mais ne préjuge en rien de l'avenir. Car les facteurs positifs pour l'économie française sont toujours présents et les perspectives d'amélioration des bénéfices des entreprises pour 1989 ne sont pas négligeables.

D'ailleurs, vendredi, la Bourse semblait oublier sa suite d'humour de la veille, ouvrant en légère hausse (+ 0,2 %), reconfortée par deux éléments : un déficit commercial français pour janvier moins important que prévu (2,8 milliards contre des estimations variant entre 4 et 5 milliards de francs) et la décision de la Bundesbank de ne pas remonter ses taux d'intérêt, même si le relèvement du taux de l'argent se poursuit aux États-Unis avec la hausse du taux de base des banques.

DOMINIQUE GALLOIS.

Tous les protagonistes se félicitent de l'accord sur la Société générale

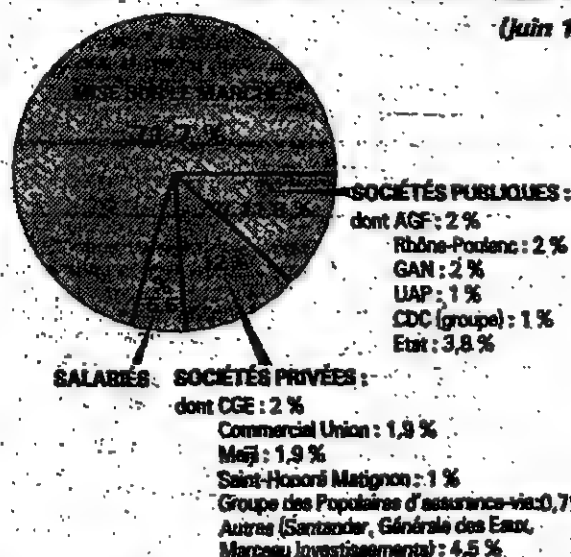
Quatre mois après l'annonce de l'ouverture des hostilités sur le capital de la Société générale — la première banque commerciale privée française — un accord a été signé, jeudi 23 février, entre les différents protagonistes. Il a été élaboré sous la houlette de M. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor (et ancien directeur du cabinet de M. Balladur au ministère des finances), chargé par M. Bérégovoy d'une

mission de conciliation. Le compromis prévoit une restructuration du capital de la banque, l'entrée de trois nouvelles personnalités dans son conseil d'administration et le retrait pratiquement total de l'assailant, M. Georges Pébereau (le Monde du 23 février).

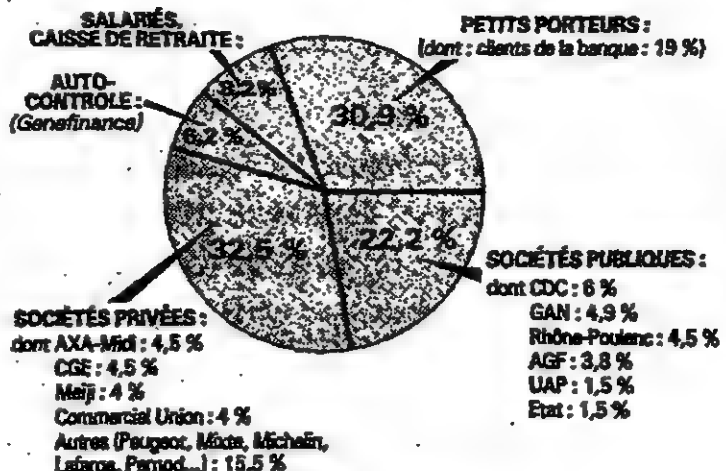
Approuvé dans ses grandes lignes par le conseil d'administration de la banque jeudi

23 février, l'accord doit être lundi 27 février par celui de Marceau Investissements, la société de M. Pébereau. Le dispositif global est accompagné, semble-t-il, d'un ensemble d'accords bilatéraux entre les différentes parties prenantes. La plupart devraient rester secrets. Sans surprise, tous les participants ont fait part, dès jeudi après-midi, de leur satisfaction sur l'accord global.

LE CAPITAL LORS DE LA PRIVATISATION (juin 1987)



LA NOUVELLE GÉOGRAPHIE DU CAPITAL DE LA BANQUE



Tout en félicitant M. Trichet, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, estime que « l'accord, qui satisfait toutes les parties intéressées (...), est conforme aux orientations » qu'il avait fixées. La solution répond, selon le communiqué du ministre, au « souci du gouvernement d'aider au renforcement du secteur bancaire dans un contexte international de concurrence accrue ».

M. Viénot

principal vainqueur

Le ministre d'Etat souhaitait que « le capital des entreprises privées fût composé de formes pluralistes afin de favoriser l'émergence d'actionnaires privés ou publics puissants, capables d'une vision à long terme de l'avenir de ces entreprises ». A ce jour, cet objectif est désormais rempli. Il se « répond » également de la nouvelle composition du conseil d'administration de la banque. Vont entrer au conseil trois personnalités nouvelles, l'une, M. Claude Bébéar, président d'AXA, ancien trésorier de l'UDF, les deux autres proches des socialistes, MM. Louis Schweitzer, directeur financier de Renault, et Jean-Pierre Aubert, conseiller d'Etat et président d'honneur du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME). Je suis convaincu que la Société générale,

son personnel et sa clientèle ont tout à gagner à la solution qui vient d'être décidée », conclut M. Bérégovoy.

S'il a dû accepter plusieurs concessions — deux actionnaires publics possédant plus de 4,5 % du capital de la banque, la Caisse des dépôts (6 %) et le GAN (4,9 %) — M. Marc Viénot, le président de la Société générale et le principal vainqueur de l'affaire, a réuni le conseil d'administration de la banque jeudi 23 février. Le conseil a accepté les principaux termes de l'accord.

La nouvelle répartition du capital, qui exclut « toute position prépondérante », a été jugée par les membres du conseil « conforme à l'impératif d'un actionariat stable et diversifié, garant de la nécessaire indépendance d'une grande banque commerciale internationale ». Conformément à l'accord, le conseil a décidé de proposer à la prochaine assemblée générale, extraordinaire en mai de porter de quinze à dix-huit le nombre des administrateurs, indique le communiqué publié par la banque jeudi après-midi.

Critiqué pour avoir engagé 1 milliard de francs auprès de M. Pébereau, la Caisse des dépôts se félicite également de l'accord intervenu entre les différentes parties. « L'objectif qu'elle avait en vue est largement atteint », indique jeudi un porte-parole de la CDC. Le capital de la Société générale était extrêmement dispersé. Il est aujourd'hui renforcé et organisé : huit action-

naires de premier rang détiendront plus de 35 % du capital de la banque.

Avec 6 %, la CDC est le premier actionnaire de la Générale. Conformément à la position exprimée dès le début par M. Robert Lion, le directeur général de la Caisse, elle ne sera pas représentée au conseil d'administration de la banque. « La Caisse n'a pas intervenu dans l'activité de la banque, mais elle se comportera en actionnaire attentif, soucieux d'appuyer son développement au service des entreprises françaises », indiquait-on encore au siège de la Caisse des dépôts.

Pour sa part, M. Jean-René Fourton, président de Rhône-Poulenc et administrateur de la banque depuis octobre 1987, a confirmé que son groupe allait porter sa participation de 2,4 % à 4,5 %. « Le groupe souhaite ainsi contribuer à une solution d'apaisement », a indiqué, jeudi 23 février, M. Fourton dans un communiqué. « Nous le faisons compte tenu des relations étroites que le groupe a toujours entretenues avec la Société générale », explique M. Fourton, qui ajoute : « Notre participation accrue confortera les liens actuels, d'autant que la contribution de cette banque à notre effort de développement devrait encore se renforcer dans l'avenir. »

Les gains

de M. Pébereau

La banque pourrait participer à des opérations en fonds propres, par exemple à l'occasion d'acquisitions, pour aider le groupe industriel public. M. Fourton confirme, enfin, que son groupe va prendre une participation d'un montant de 66 millions de francs dans la société de M. Pébereau, Marceau Investissements.

Pour sa part, justement, M. Pébereau, l'assailant, a lui aussi rendu un hommage appuyé au travail « remarquable » effectué par MM. Jean-Claude Trichet, directeur du Trésor, et Claude Bébéar, président d'AXA, dans leur médiation entre les différentes parties. Il a expliqué les raisons de son retrait. « La coopération industrielle, qui constituait l'objectif prioritaire de son intervention, ne s'avérant pas possible, la SIGP [Société immobilière de gestion et de participation] se désiste de sa participation, devenue purement financière », a-t-il indiqué dans un communiqué publié jeudi.

N'ayant pas atteint son objectif industriel, M. Pébereau a-t-il réalisé une plus-value financière importante ? Les conditions de vente des actions de la Société générale sont complexes. Elles ne sont pas

connues. Il s'agit d'une procédure simplifiée de cession de la SIGP, propriétaire actuelle des actions, et de cession des actions de la banque. A quel prix seront-elles vendues ? Dans les milieux financiers, on estime que M. Pébereau aura acheté à un coût moyen d'environ 490 francs et revendu à un prix de 525 francs (un gain d'environ 7 %).

Les protagonistes refusent de commenter les chiffres. M. Pébereau indique uniquement que l'opération financière s'assimilera finalement pour lui à « une situation légèrement supérieure à un simple placement de trésorerie ». En tout état de cause, et quelque peu amer, il indique : « L'opération va donner un coup de fouet à l'activité de sa société, Marceau Investissements », et annonce d'ores et déjà « trois opérations en vue ».

ÉRIK IZBALEWICZ.

Les banques américaines relèvent à nouveau leur taux de base

Pour la cinquième fois depuis le début de 1988 et pour la seconde fois en quinze jours, les banques américaines ont relevé leur taux de base prime rate, le portant de 11 % à 11,50 %, le plus haut niveau depuis novembre 1984. Un tel relèvement est en relation directe avec la hausse continue du foyer de l'argent à court terme, due au resserrement de la politique monétaire d'une Réserve fédérale soucieuse de lutter contre l'inflation.

Ce foyer monte régulièrement depuis plusieurs mois, passant de 6,25 % en juin 1988 à près de 10 % actuellement, avec une augmentation de près d'un demi-point en trois semaines. Son niveau est déterminé par la Réserve fédérale, qui le fait varier en réglant l'alimentation du marché interbancaire en liquidités. L'augmentation des prix de gros (1 %) et de détail (0,6 %) en janvier aux États-Unis inquiète les autorités monétaires américaines, qui tentent de freiner la hausse des prix sans « casser » l'expansion, exercice délicat et aléatoire.

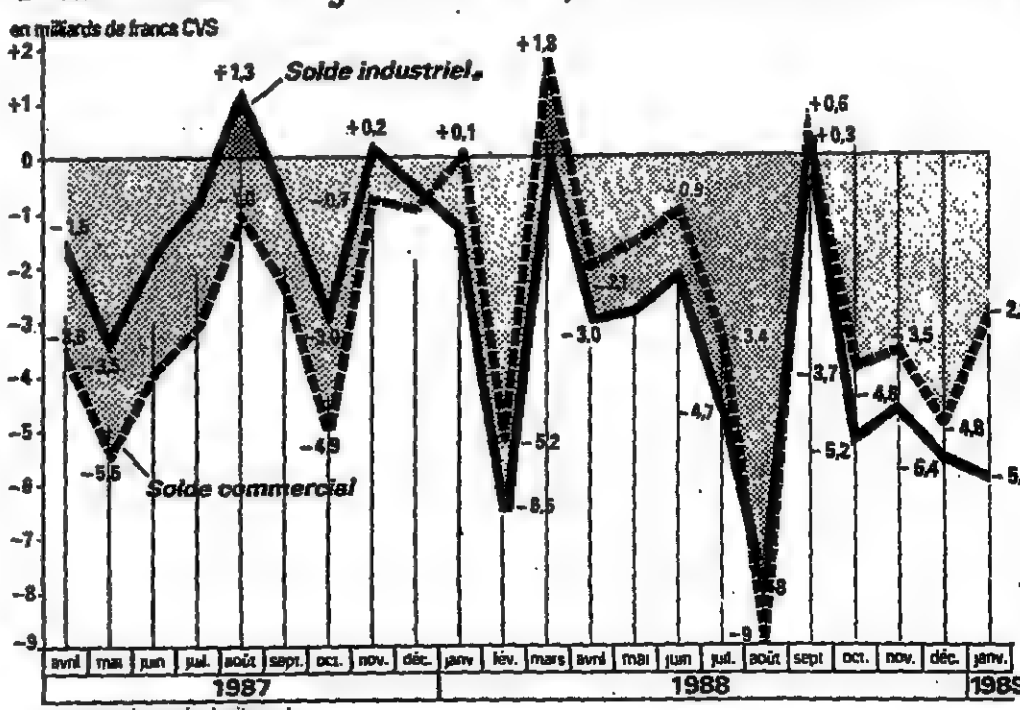
Le Japon offre 1,5 milliard de dollars de nouveaux crédits au Brésil

M. Takeshita, premier ministre japonais, a offert au Brésil 1,5 milliard de dollars (9 milliards de francs) de nouveaux crédits lors d'un entretien, jeudi 23 février, avec le président brésilien José Sarney, venu à Tokyo pour les obsèques d'Hirohito.

Le détail de cette proposition sera mis au point lors d'une mission japonaise à Brasilia au printemps. Il devrait s'agir de crédits en yens, non liés à l'achat de produits japonais et de prêts de la banque japonaise d'export-import.

Cette initiative intervient quelques jours après l'annonce d'un accord bilatéral sur le rééchelonnement de 280 milliards de yens (13,7 milliards de francs) de dette publique brésilienne auprès de Tokyo et confirme la volonté du Japon de jouer un rôle accru dans l'allègement de la dette des pays en développement.

Le déficit du commerce extérieur de la France s'est réduit en janvier à 2,8 milliards de francs



La commerce extérieur de la France en janvier a été déficitaire de 5,1 milliards de francs en données brutes, les importations ayant atteint 94,1 milliards de francs et les exportations 89 milliards de francs. Après correction des variations saisonnières, le déficit est ramené à 2,8 milliards de francs, les importations s'étant élevées à 97,1 milliards de francs, les exportations à 94,3 milliards de francs.

Les achats de la France à l'étranger augmentent de 5 % en un mois et de 20,5 % en un an (janvier 1989 comparé à janvier 1988). Les ventes progressent quant à elles de 8,5 % par rapport à décembre 1988 et de 18,8 % en un an.

Les échanges de produits agro-alimentaires sont largement excédentaires : + 4,5 milliards de francs après + 3,5 milliards en décembre. Le déficit énergétique atteint 5,8 milliards après 5,1 milliards en décembre. Quant au solde industriel qui comprend les ventes de matériel militaire, il est déficitaire de 5,8 milliards de francs, après - 5,4 milliards de francs en décembre.

Ces résultats tiennent compte de la vente de quatre Airbus en janvier pour 1 milliard de francs. Les échanges avec la CEE ont été déficitaires de 3,1 milliards de francs (- 3,7 milliards en décembre). Avec la RFA notre déficit atteint 5 milliards de francs, après - 4,7 milliards de francs en décembre.

Économie

SOCIAL

La prévention des difficultés de l'emploi

Une expérience originale pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF

Confrontée à un vaste projet de réorganisation de ses activités entraînant des réductions massives d'effectifs, la filiale Thomson-CSF du groupe Thomson a signé le 16 février un accord original « sur la prévention des difficultés de l'emploi ». Cet accord prévoit la mise en place d'une gestion prévisionnelle de l'emploi assurée par M. Jean-Pierre Solson, ministre du travail.

Après une longue négociation où la CFTD a joué un rôle moteur, le texte proposé par la direction de Thomson-CSF a finalement été adopté par la CFTD, FO et la CGC, qui représentent un peu plus de 25 % du personnel. La CFTD (29.34 %) qui s'est toujours montrée en observatrice, et la CFTD (45 %) ont refusé de l'approuver. Très sophistiqué et novateur, le dispositif prévoit que « les populations à risque », celles dont les métiers sont appelés à changer ou à disparaître, disposeront de plus de deux mois pour réussir leur conversion dans ou hors de l'entreprise.

Concrètement, Thomson-CSF n'aura plus désormais à annoncer des plans de licenciement collectif. La procédure retenue, si elle fonctionne, évitera les traumatismes provoqués récemment par l'annonce de la suppression de 4 700 à 7 500 emplois en 1989, un chiffre qui rassemblerait aussi bien les réductions d'effectifs que les baisses dues à la cessation d'activités, les refus de transfert que les départs naturels de la société.

Un bilan professionnel

Dorénavant, et selon la procédure retenue, les modifications de structure du personnel feront l'objet d'une évaluation au niveau de chaque division de Thomson, sur la base d'une analyse de l'évolution des métiers, de l'identification des qualifications nécessaires et de la mesure de leurs conséquences sur l'emploi. Ces données seront fournies à une commission de « division » paritaire, composée de dirigeants et de spécialistes. Celle-ci disposera d'un délai de quarante-cinq jours pour se prononcer et transmettre son avis au comité d'établissement, qui, dès lors, sera consulté sur les dispositions à prendre.

Bien avant que les difficultés réelles n'apparaissent, le processus conduisant à la réduction d'effectifs sera donc engagé. Dans les quinze jours, le responsable hiérarchique informera les salariés susceptibles d'être visés lors d'un entretien individuel, qui donnera ensuite lieu à un premier bilan professionnel.

La personne concernée par une modification de structure du personnel pourra, si elle accepte le processus, signer une convention constituant un avenant à son contrat de travail qui précisera la méthode retenue. Selon les cas, il s'agira d'une adaptation au poste moyen-

nant une formation, une mutation au sein de l'entreprise, ou de l'engagement d'un reclassement à terme au dehors de Thomson. Avec une aide, elle pourra se préparer à un nouvel emploi accompagné de la formation correspondante, réaliser un projet individuel, même créer une entreprise.

En cas de suppressions d'emplois, la société s'engage, dans un délai de douze mois pendant lequel le salarié sera rémunéré à compléter le bilan professionnel, à fournir les stages d'adaptation nécessaires au futur emploi et à proposer une « offre d'emploi valable ». Le participant pourra effectuer des essais et se verra offrir une seconde offre en cas d'échec, sachant que toute proposition correspondra à un contrat à durée indéterminée sur un poste adapté à sa qualification actuelle ou à venir, payé à 85 % de sa rémunération annuelle brute et pour un emploi s'exerçant à moins de 50 kilomètres de son domicile ou avec moins d'une heure et demie de transport. S'il y avait litige, la commission de division pourrait être saisie, et, sauf en cas de mutation, le salarié de Thomson conservera ses droits à indemnités de licenciement.

Des syndicats divisés

Dans le cas de salariés âgés de plus de cinquante ans, l'entreprise renonce à tout licenciement. Elle promet de le reclasser sans limitation de période d'essai dans un emploi « valable » à l'extérieur ou, à défaut, de le maintenir dans ses effectifs jusqu'à cinquante-cinq ans, âge auquel il pourra bénéficier d'une convention de retraite du fonds national de l'emploi. En contrepartie, le salarié âgé pourra être appelé à accomplir des missions dans un autre établissement de Thomson.

« Nous abordons un âge adulte des relations industrielles », explique M. Paul Calandra, directeur des relations du travail de Thomson-CSF, pour défendre son projet, qui,

dit-il, annonce la « gestion sociale de temps plus épaiss ». L'entreprise, à laquelle chaque licenciement coûte actuellement de 150 000 à 170 000 francs en moyenne, n'écartera pas réellement réaliser des économies par ce moyen, au contraire. Mais elle « espère parvenir à un traitement en douceur de ses sureffectifs ». Elle entend aussi apporter la démonstration que cette difficulté peut être réglée sans trop de dommages si les choix sont effectués « en amont » et suffisamment de temps à l'avance.

Si la CFTD et la CGC se félicitent de l'accord et si FO déclare l'avoir accepté à son corps défendant pour « résoudre certaines difficultés qui seront engendrées par la compression des effectifs », des obstacles demeurent, que les positions de la CFTD et de la CGT révèlent.

D'abord intéressée, la première organisation syndicale de Thomson doute de la volonté des différentes directions d'appliquer un tel accord et y voit le moyen pour le groupe de ne pas « apporter de solution industrielle aux évolutions des emplois ». Totallement opposée sur le principe, la CGT refuse d'avoir « à gérer les difficultés de l'emploi alors qu'aucun débat de fond n'a eu lieu (...) sur les orientations et les stratégies du groupe ». « La seule porte qui nous est ouverte, c'est de dégrader les conséquences des choix pris en dehors des salariés », constate-t-elle, alors que M. Paul Calandra s'en remet, lui, à la sagesse des mêmes salariés pour croire à l'adhésion du personnel à sa démarche et à la réussite de son accord.

« Les organisations syndicales sont réformistes », déclare-t-il, pour se rassurer. Il ne désespère pas que la CFTD ait moins finisse par signer le texte.

ALAIN LEBEAUE.

Accord des syndicats et des employeurs de la CEE pour une politique sociale européenne

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La commission Delors, soucieuse de faire admettre que l'instauration du marché unique européen, pour ne pas être compromise, doit s'accompagner de garanties données aux salariés, vient de marquer un point important : le Comité économique et social européen qu'elle avait invité à réfléchir sur le contenu possible d'une charte communautaire des droits sociaux fondamentaux, vient d'adopter, à une très large majorité (135 voix pour, 22 contre, 3 abstentions), un avis demandant que la politique de libération des échanges commerciaux soit complétée par une série d'actions sur le plan social.

Les Britanniques (mis à part les représentants des syndicats) ont été les seuls à voter massivement contre le projet. Ils n'ont été suivis, de façon éparse, que par des représentants de employeurs espagnols et portugais... ainsi que par les délégués de la CGT française. L'adoption de l'avis isole les Anglais, dont le premier ministre est farouchement hostile à l'idée de doter le grand marché d'une dimension sociale. Elle témoigne au contraire, de la part de la grande majorité du patronat des États membres, d'un désir d'ouverture, d'un refus de couper les ponts, à propos de la construction européenne, avec les organisations syndicales.

Certes, sur ce qu'il convient de faire, des ambiguïtés et des divergences d'interprétation demeurent. Mais l'avis du Comité - c'est l'opinion des experts - ouvre diverses possibilités à la commission. Celle-ci dispose désormais de l'imprimatur d'une assemblée rassemblant les représentants des employeurs, des travailleurs et des intérêts divers (consommateurs, agriculteurs, pro-

fessions libérales, PME) pour aller de l'avant. C'est ce que cherchait M. Delors lorsqu'il s'est adressé au Comité.

M. François Stedelin, le rapporteur, qui est aussi le président du groupe des travailleurs, a ainsi résumé le message qu'a souhaité donner son organisation :

1) Les institutions de la CEE ne peuvent pas se substituer aux gouvernements ni aux partenaires sociaux. « Nous ne voulons pas que la Communauté produise un code du travail ».


2) Le Comité a identifié une liste de droits sociaux fondamentaux. Il reviendra à la Commission de s'assurer qu'ils figurent dans l'ensemble de la législation nationale et qu'ils sont effectivement appliqués ;

3) Il sera nécessaire d'adopter un certain nombre de règles communes nouvelles pour tenir compte des principaux changements que va susciter l'instauration du grand marché.

Le Comité estime ainsi qu'il est « urgent pour la réussite du marché intérieur » d'établir des règles concernant les licenciements, l'utilisation abusive du travail transfrontalier, le droit à l'information des travailleurs en cas de restructuration ou de fusion d'entreprises, l'application des lois sociales et des conventions collectives en vigueur lors de la passation des marchés publics.

A propos des dispositions à prévoir sur les licenciements, M. Stedelin a rappelé le cas de Michelin, qui, voici quelques mois, a fermé sans prévenir ni consulter le personnel son usine de Belgique. Le Comité souhaite qu'une telle situation ne puisse se reproduire, autrement dit qu'une réglementation commune décrive les obligations des entreprises envers leur activité de manière transnationale.

PHILIPPE LEMAITRE.



الجزائر - FORUM DES NOUVELLES OPPORTUNITÉS D'INVESTISSEMENT EN ALGERIE

PROGRAMME GENERAL

ESPACE D'ECHANGES ET DE COMMUNICATION

6-8 AVRIL 1989

Palais des congrès, niveau IV, sur une surface de 3.000 m², s'étendant sur un carrefour d'information et de mise en relation d'affaires entre chefs d'entreprises algériennes et étrangères (GPA, BUL, REA, SONELGAS, ENIEM, CHAN, AIR-ALGERIE, SNVI, ENCC, TGA, SONATITE, ENERIPT, ENICAR, ENTU, SATEL, NATPAL, ONAFEL, SONATRACH, SIDER, ENIR, ONAT, ONAR, CHAN, OFFICE AVICOLE, IRACIMA, SOELK, AVE, PEUGEOT, RENAUDI, TELIC-ALCAITEL, MATRA COMMUNICATION, ALSTROM, TOTAL, KOTRA-HYUNDAI, LUCKY GOLDSTAR, KOREA HEAVY INDUSTRIES, SONG YONG, MIHANG, SANG YANG, PAMEC-WESTINGHOUSE, FOSTER WHEELER, HONNEY WELT, KOWEIT-ALGERIAN INVESTMENT COMPANY...) avec la présence active des ministères algériens de l'Information, de l'Intérieur, de l'Agriculture, de l'Industrie, de l'Énergie, du Travail, de l'Habitat, de l'Équipement, et la participation d'organismes nationaux et internationaux (Chambre Nationale du Commerce, Association Algérienne pour la Création d'Entreprise, CNRC, FAS, PRUD, BIT, BANQUE MONDIALE...).

ATELIERS TECHNIQUES

L'ensemble des stands du Forum sera organisé autour d'ateliers spécialisés qui fonctionneront tous les jours du 6 au 8 avril selon les tranches horaires suivantes, avec inscription à l'accueil :

MATIN : 10 h 30 - 12 h 30	APRÈS-MIDI : 15 h - 17 h	
1 - La création d'entreprises en Algérie	2 - Bourse de partenariat	3 - Gestion hôtelière et management
		4 - Technopoles et incubateurs

COLLOQUES

SALLE BLEUE : 9 h 30 - 18 h 00

<p>A/ INVESTISSEURS ALGÉRIENS</p> <p>♦ JOURNÉE DU 6 AVRIL 1989</p> <p>THEME : Étapes économiques et juridiques de la création d'entreprise en Algérie.</p> <p>ANIMATEURS : Ministère du Commerce, CNRC, CRC, ACPE.</p> <p>THEME : Crédit d'activité et sous-traitance.</p> <p>ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Tourisme, Agriculture, PTT), PRUD...</p> <p>♦ JOURNÉE DU 7 AVRIL 1989</p> <p>THEME : Wilayas et régions en quête d'investisseurs.</p> <p>ANIMATEURS : Ministère de l'Intérieur, Wallis.</p> <p>THEME : Entreprise, financement bancaire et fiscalité.</p> <p>ANIMATEURS : Ministère des Finances, Banques, Domaines.</p>	<p>B/ INVESTISSEURS ÉTRANGERS</p> <p>♦ JOURNÉE DU 8 AVRIL 1989</p> <p>THEME : Climat d'investissements étrangers en Algérie.</p> <p>ANIMATEURS : Ministères (Finances, Commerce...), Banque Mondiale, Fonds de participation...</p> <p>THEME : Opportunités d'investissements en Algérie.</p> <p>ANIMATEURS : Ministères (Industrie, Agriculture, PTT, Tourisme, Énergie...).</p> <p>THEME : Sociétés mixtes, aspects économiques et juridiques.</p> <p>ANIMATEURS : Fonds de participation, ministères, organismes internationaux.</p>
---	--

FORUM - ENERIM

FIGURE DE PARTICIPATION

Aux journées d'études du Forum des nouvelles opportunités d'investissements en Algérie.

A : Les jeudi 6 et vendredi 7 avril 1989 : 5.000 FF

(Choisir l'option) B : Le samedi 8 avril 1989 : 3.000 FF

Joindre un chèque bancaire ou postal à l'ordre de : CDS, Paris

Nom : Prénoms :

Fonction : Organisme :

Adresse : Téléphone :

A retourner à Correspondant FORUM-ENERIM (C.D.S.) 119, rue de Sévres, 75006, Paris - France

PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - PARIS 5/8 AVRIL 1989

Secrétariat Général du Forum

Cabinet d'études IPC

12, Rue Ali Boumendjel - Alger

Tél : (02) 63.87.39 et 41

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TELEMATIQUE
3 La tournée au Proche-Orient de M. Chevardnadze. 4 Les obsèques de Hirohito. 5 Le référendum du 23 février en Algérie. 6 La déclaration de Václav Havel au tribunal de Prague. — M. Gorbatchev en tournée en Ukraine.	8 Municipales : le maire d'Orly exclu du PCF. 7 Chères petites communes. 9 Les socialistes préparent leur congrès idéologique.	11 La crise pénitentiaire. — La Suisse accorde son concours dans l'instruction de l'affaire Pechiney. 12 L'Agence de l'énergie atomique évalue la sécurité de la centrale de Saint-Alban. — « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	17 Théâtre : la Veillée, de Lars Noren ; un entretien avec l'auteur. La Vie parisienne, L'Avant. — Cinéma : les Carnibales, de Manoel de Oliveira. 18 Musiques : Yo Yo Ma aux Champs-Élysées. — Communication : l'état des lieux de l'audiovisuel public.	23 L'accord sur la Société générale. 24 Grâce à ses restructurations, Philips va mieux. 25 Expérience pour la réduction des effectifs chez Thomson-CSF. 26-27 Les marchés financiers.	Abonnements 2 Cartes 9 Jeux 16 Météorologie 22 Loto, loterie 22 Philatélie 22 Radio-télévision 20	● Collez vos impôts... MAPOTS ● Ski : choisissez votre station... SEJOUR ● Les hauteurs de neige... CORUS 3615 Tapez LM ● Consultez votre portefeuille... BOURSE ● Le mini-journal de la rédaction... JOUR 3615 tapez LEMONDE

En marge des funérailles de Hirohito

La Chine et l'Indonésie décident de normaliser leurs relations

En marge des funérailles de Hirohito, la Chine et l'Indonésie se sont mises d'accord pour normaliser leurs relations, interrompues depuis 1967. Le président indonésien, Suharto, et le ministre chinois des affaires étrangères, Qian Qichen, qui représentaient chacun son pays aux obsèques, se sont rencontrés, jeudi 23 février, pendant deux heures dans un hôtel de Tokyo (le Monde du 24 février).

« L'atmosphère était très amicale », a indiqué un porte-parole indonésien, tandis que le porte-parole chinois a précisé que les pourparlers en vue de rétablir les relations diplomatiques « peuvent commencer immédiatement ». Les ambassadeurs des deux pays aux Nations unies seront chargés de ces négociations.

Les relations entre les deux pays avaient été suspendues en 1967 à l'initiative de Djakarta, qui accusait Pékin d'avoir trépidé dans la tentative de coup d'État du 30 septembre 1965, qui s'était soldé par le massacre de centaines de milliers de communistes. Depuis lors, les deux pays n'avaient pas eu de contacts officiels si l'on excepte la rencontre entre leurs ministres des affaires étrangères à Paris au début de 1973 dans le cadre de la signature des accords sur la Vietnam. Les échanges commerciaux avaient repris depuis 1985.

Pékin était très désireux de normaliser ces relations, qui lui permettront aussi d'échanger des ambassadeurs avec Singapour et Brunei, qui attendaient pour ce faire que l'Indonésie décide de renouer avec la Chine. Le président Suharto et les militaires indonésiens se sont longtemps opposés à cette normalisation, craignant que Pékin ne se livre à des opérations de subversion dans le pays, qui compte une importante et influente minorité d'origine chinoise.

Rhône-Poulenc se renforce dans la pharmacie

Rhône-Poulenc vient de confirmer le nouveau projet d'acquisition révélé par le *Nouvel Economiste*, qui lui permettra de devenir le leader mondial de matières actives pour la fabrication de l'aspirine et du paracétamol. Le groupe français envisage d'acquiescer les unités de production d'acide salicylique, de salicylate de méthyle, d'acide acétylsalicylique (aspirine) et d'acétylsalicylate (paracétamol) du chimiste américain Monsanto implantées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

La firme achètera également les parts qui détiennent Monsanto dans une société commune opérant dans ce secteur en Thaïlande. Le chiffre d'affaires total de l'ensemble de ces activités est de l'ordre de 500 millions de francs, ce qui permettra à Rhône-Poulenc de doubler son activité dans ce domaine.

La conclusion définitive de cette acquisition devrait intervenir dans les prochains mois.

Mort du graphiste Marcel Jacno

Le graphiste Marcel Jacno est mort, mercredi 22 février. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

L'œuvre de Marcel Jacno fait partie de la vie quotidienne des Français : le paquet de Gauloises bleues avec le fameux casque ailé, c'est lui, l'en-tête de France-Sport, c'est encore lui, comme il avait été le créateur du paquet de cigarettes bleu doré de Julliard et Denon, les maisons de spiritueux (Cognac, Courvoisier) ou le théâtre (l'Odéon, les Bouffes du Nord). Son ambition était de donner le maximum de renseignements par le minimum de moyens graphiques. Le tout accompagné d'une très grande discrétion. Peu de gens connaissent le créateur du paquet de cigarettes bleu doré tant tiré depuis 1946 à deux milliards d'exemplaires par an.

M. Valéry Giscard d'Estaing invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 26 février de 18 h 15 à 19 h 30.

L'ancien président de la République, président de l'UDF et député du Puy-de-Dôme, répondra aux questions d'André Fassinon et de Daniel Caron du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

Préavis de grève pour le 9 mars

Les médecins hospitaliers rejettent les propositions du gouvernement

Les propositions gouvernementales ne correspondent pas à l'urgence de la situation : c'est, en substance, ce qu'estimé, jeudi 23 février, au cours d'une conférence de presse, les responsables des syndicats représentés au sein de la coordination des médecins, biologistes et pharmaciens des hôpitaux publics (le Monde du 24 février).

En conséquence, ils ont décidé de maintenir le préavis de grève des soins non urgents, prévue pour le 9 mars.

L'impatience, donc. Avec d'un côté, le ministre de la santé, M. Claude Evvin, qui estime avoir fait le maximum pour satisfaire les revendications des médecins hospitaliers ; et, de l'autre, une coordination qui juge les propositions du gouvernement : « En termes de masse salariale, nous demandons 1,5 milliard de francs ; M. Evvin ne nous en accorde que 260 millions, auxquels on peut ajouter 100 millions pour la revalorisation des gardes et astreintes. »

Reste à savoir si, d'ici au 9 mars, l'unité syndicale, qui s'est manifestée le 23 février au sein de la coordination, parviendra à se maintenir. La coordination au sein de la coordination des syndicats « conservateurs », très en pointe sur les revendications salariales, et des syndicats plus « réformistes », qui entendent

Sur le vif

Les stars ont la cote

J'ai envie de faire un frais à Bernard Tapie, là, aujourd'hui. Non, c'est vrai, j'ai pas été gentil avec lui. Je l'ai taquiné ferme quand il s'est présenté à Marseille, en juin dernier. Je sais plus très bien ce que j'ai marqué, mais c'était du genre : Qu'est-ce qu'il vient foutre sur un panneau électoral, Wonder boy ? Ils savent vraiment plus quoi inventer pour racoter le client, ces pépéticiens de politiciens. Pourquoi pas Alice Sapritch ou Carlos, pendant qu'on y est ?

Eh ben, on y est. En plein. Il occupe au moins quatre places à lui tout seul sur la liste d'un maire du Val-d'Oise, l'ami Carlos. Ossia, c'est bon, c'est bon. Et sa petite cabane au Canada, Line Renaud, l'a transportée à Ruell-Malmaison. Faut les boîtes de nuit de Las Vegas. Elle se voit déjà adjointe à la culture — excusez du peu — de Jacques Baumel dans les Hauts-de-Seine, l'ex-reine du Casino de Paris.

C'est ce qu'on appelle... Comment déjà ? Ah oui, l'accolade de l'Histoire. Alors, là, elle se bouscule, l'Histoire, elle roule, elle boude dans le sillage de Bruno Saby, le pilote de rallye, et de Jeanne Longo, qui pédale comme une malade pour Carignon à Grenoble. Remarque, c'était couru d'avance. Malgré la présence de petits artistes de

complément style Johnny Hallyday ou Charles Trenet, à l'effice de leurs meetings, ils se sont payés des bides pas possibles, les Rodin, les Le Pen et autres vedettes de la politique-spectacle pendant les dernières législatives. Ils font plus un stupéfait.

Du coup, ils se sont dit : Faudrait peut-être inverser les rôles et coller à la roue des stars du showbiz si on veut avoir une chance de gagner la course des municipales. Sans oublier les animateurs et les présentateurs de radio et de télé. Suffit d'en prendre un ou deux par chaîne pour être sûr de passer au 20 heures. Manque de bol, voilà qu'ils sont interdits d'antenne pendant toute la durée de la campagne, Sanyer, Virieu, Mamère, Claude Jean-Philippe et Patrice Duhamel.

Is sont pas contents, les collègues. Mettez-vous à leur place. Renoncer à s'inviter à dîner bien au chaud, bien pépère, devant des millions de télés éprises pour aller courir les champs de foire et les marchés dans le froid, sous la pluie, merci bien ! mais non merci, a ajouté, c'est la seule, Evelynne Lachercq, Moi, j'aurais fait pareil. Et tourne le ménage des vieux canonnons du calcul et de l'ambition. Sans mot.

CLAUDE SARRAUTE.

Le programme du ministre de la santé

M. Evvin fixe les objectifs de la convention médicale

Permettre de maîtriser les dépenses de médecine ambulatoire, favoriser les médecins conventionnés respectant strictement les tarifs officiels, tels sont les deux objectifs fixés à la nouvelle convention entre les médecins et les caisses d'assurance-maladie par M. Claude Evvin, ministre de la santé et de la protection sociale, vendredi 24 février, dans un véritable discours-programme devant les assises du Centre national des professions de santé.

Soulignant qu'il serait « amené à approuver ou refuser le texte qui lui sera soumis », M. Evvin a d'abord affirmé que « les efforts de la collectivité devaient être prioritairement orientés vers les médecins qui acceptent pleinement la logique du système conventionnel » (en respectant strictement les tarifs). « Cela passe essentiellement par l'amélioration des conditions d'exercice du généraliste », a-t-il dit, et une promotion de la médecine « de premier recours », en généralisant la formation médicale continue, qui doit, peut-être, « à terme, devenir obligatoire ».

« Prestation intellectuelle et prestation technique »

Cette formation, à laquelle les caisses d'assurance-maladie doivent « activement contribuer » (pour le financement et la mise en œuvre), doit faire « une large part au bon usage des soins et à la diffusion des résultats des évaluations des méthodes de diagnostic et de soins » : il ne paraît en effet pas exagéré, souligne M. Evvin, d'enseigner et de comparer les diverses techniques existantes afin d'identifier les méthodes les plus efficaces et de diffuser leur emploi au détriment des pratiques obsolètes, évitant ainsi examens inutiles et hospitalisations non fondées.

Deuxième priorité : « mettre enfin en place des dispositifs efficaces

d'une régulation concertée des dépenses de médecine ambulatoire, notamment du volume des actes et des prescriptions. Pourra-t-on plus longtemps accepter, par exemple, un taux de croissance des prescriptions de 10 % l'an ? », a demandé M. Evvin. « Les revalorisations tarifaires ou des allègements de charges ne sauraient être consentis indépendamment d'objectifs à atteindre, définis en commun par les caisses d'assurance-maladie et les médecins. »

En tout état de cause, a affirmé le ministre, le souhait vifement que les bonnes intentions contenues dans la convention de 1985 en matière de régulation des dépenses puissent se concrétiser grâce à la mise en œuvre de dispositifs efficaces permettant d'éviter les dérives constatées ces dernières années. De même, les remboursements de soins dentaires, notamment des prothèses, pourraient être améliorés, si des « mécanismes de régulation » étaient instaurés.

En échange, M. Evvin a souligné sa volonté de faire évoluer la « nomenclature » des actes médicaux spécialisés (qui en détermine le prix). Quatre dossiers ont été déjà approuvés : le dépistage et le suivi du sida, le traitement des traumatismes, l'ensemble des actes d'ophtalmologie, ceux de cancérologie en établissement. Huit autres sont en cours d'instruction : notamment l'IRM, la neurochirurgie, les soins infirmiers à domicile en cancérologie, la rééducation fonctionnelle, et l'échographie non obstétricale. Des études complémentaires ont été aussi demandées pour l'orthopédie et la scannographie. Mais M. Evvin a jugé « impératif » que l'activité des médecins spécialistes, des laboratoires et des auxiliaires médicaux puisse être, de façon précise, par les caisses d'assurance-maladie, « dans le respect du secret médical », afin notamment de « distinguer pour certaines actes la prestation intellectuelle et la prestation technique ».

● Préavis de grève des infirmières anesthésistes. — La coordination nationale des infirmières anesthésistes a déposé un préavis de grève « éventuellement reconductible » pour le 6 mars et appelle à un rassemblement national ce même jour, à 11 heures, devant l'Assemblée nationale. La coordination qui estime que « les accords Evvin n'ont pu apporter que quelques améliorations concernant la profession infirmière » se réclame « une reconnaissance de la spécificité des infirmières anesthésistes ».

Le numéro du « Monde » daté 24 février 1989 a été tiré à 498 275 exemplaires

POLOGNE

Lech Walesa menace de boycotter les élections de juin

M. Lech Walesa a brandi, jeudi 23 février, la menace de boycotter les élections législatives de juin prochain si le syndicat Solidarité n'est pas rétabli dans ses droits avant cette date. « Je ne me rendrai pas aux urnes, a-t-il dit le prix Nobel de la paix, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire à Gdansk, si une décision n'intervient pas sur cette question avant le scrutin. »

Le dirigeant ouvrier a cependant tenu à modifier la portée de ses propos en soulignant que son syndicat était « apolitique » et que, « pour l'instant », il n'avait « aucune raison » de songer à boycotter ces élections, d'autant que les négociations entre le pouvoir et l'opposition se poursuivent.

M. Walesa a mis en garde les auto-rités contre toute tergiversation. « Si la « table ronde » échoue, nous devons livrer une grande bataille, et il y aura des grèves dans tout le pays », a-t-il déclaré jeudi soir à Lodz devant près de dix mille syndicalistes qui l'ont longuement applaudi.

De son côté, la direction du Parti communiste polonais (POUP) s'efforce de convaincre une base réticente du bien-fondé de sa nouvelle politique à l'égard de l'organisation ouvrière. Le premier ministre, M. Mieczyslaw Rakowski, a annoncé jeudi à Varsovie qu'il demanderait prochainement au Parlement d'accorder des « pouvoirs spéciaux » au gouvernement pour lui permettre d'appliquer son programme de réformes économiques.

Le premier ministre s'est, en outre, de nouveau prononcé pour la « législation » de Solidarité et non

SUISSE

Mohamed Hariri condamné à la réclusion à vie

Mohamed Hariri, l'auteur du détournement d'un avion d'Afrique en juillet 1987 sur l'aéroport de Genève et du meurtre d'un passager français, a été condamné, vendredi 24 février, à la réclusion à vie par la cour pénale fédérale suisse. Les jurés ont donc suivi le procureur et reconnu le châtiment, âgé de vingt-trois ans, coupable d'assassinat et de prise d'otages qualifiée. — (AFP.)

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE

Expression Orale et Relations Humaines



Sachez mieux communiquer

● Augmentez votre efficacité en action, en relation et en public.
● Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

Conférences d'information :
PARIS : 33, av. Wagram
15 h 30 à 17 h 15 :
Lundi 27 février
19 h à 20 h 45 :
27, 28 février, 1^{er}, 2, 3 mars

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE
Jeune méthode de la formation continue.
Présentée en France par le
Syndicat de Formation GAO Wayne
2, avenue Raymond, 75150 La Chapelle
11 39 64 11 01

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations, hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM
Code CORUS

A B C E F G H